

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

Faculté des Sciences Economiques,

Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Commerciales



Memoire de fin d'etudes

En vue de l'obtention du diplôme de Master

en Sciences Commerciales

Option: Finance

Thème :

**Préparation et analyse de l'information financière
relative à la performance de l'entreprise : cas de
l'entreprise nationale des industries de l'électroménager
(ENIEM)**

Réalisé par :

- M^{lle} AICHE KATIA
- M^{lle} AIT SI SLIMANE SAFIA

Dirigé par :

- Mr SAHNOUNE Mohand

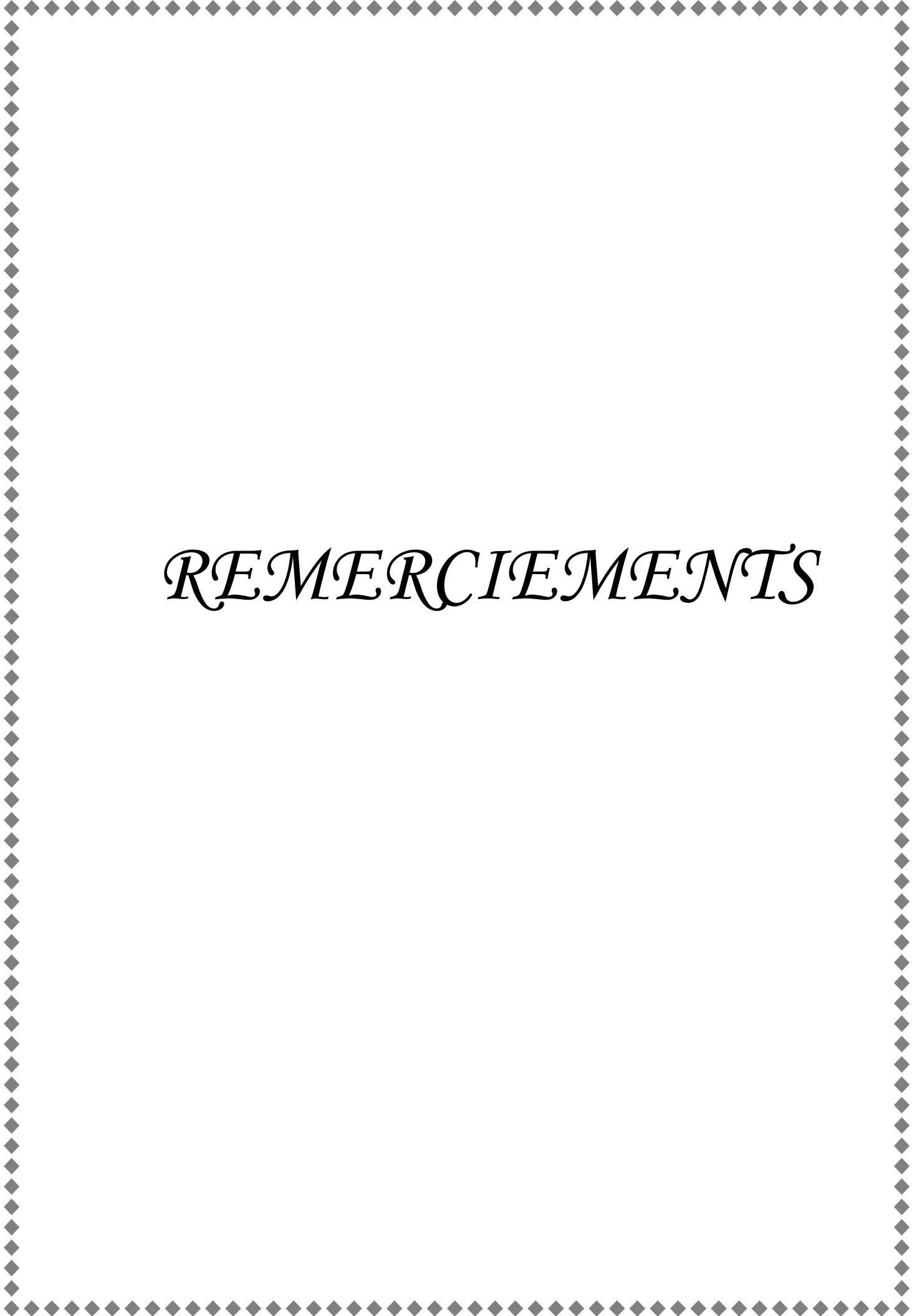
Soutenu devant le jury composé de :

Président : Mr SAHALI Nordine, UMMTO

Rapporteur : Mr SAHNOUNE Mohand, UMMTO

Examineur : Mr ANICHE Arezki, UMMTO

Soutenu le : 07/12/2015



REMERCIEMENTS

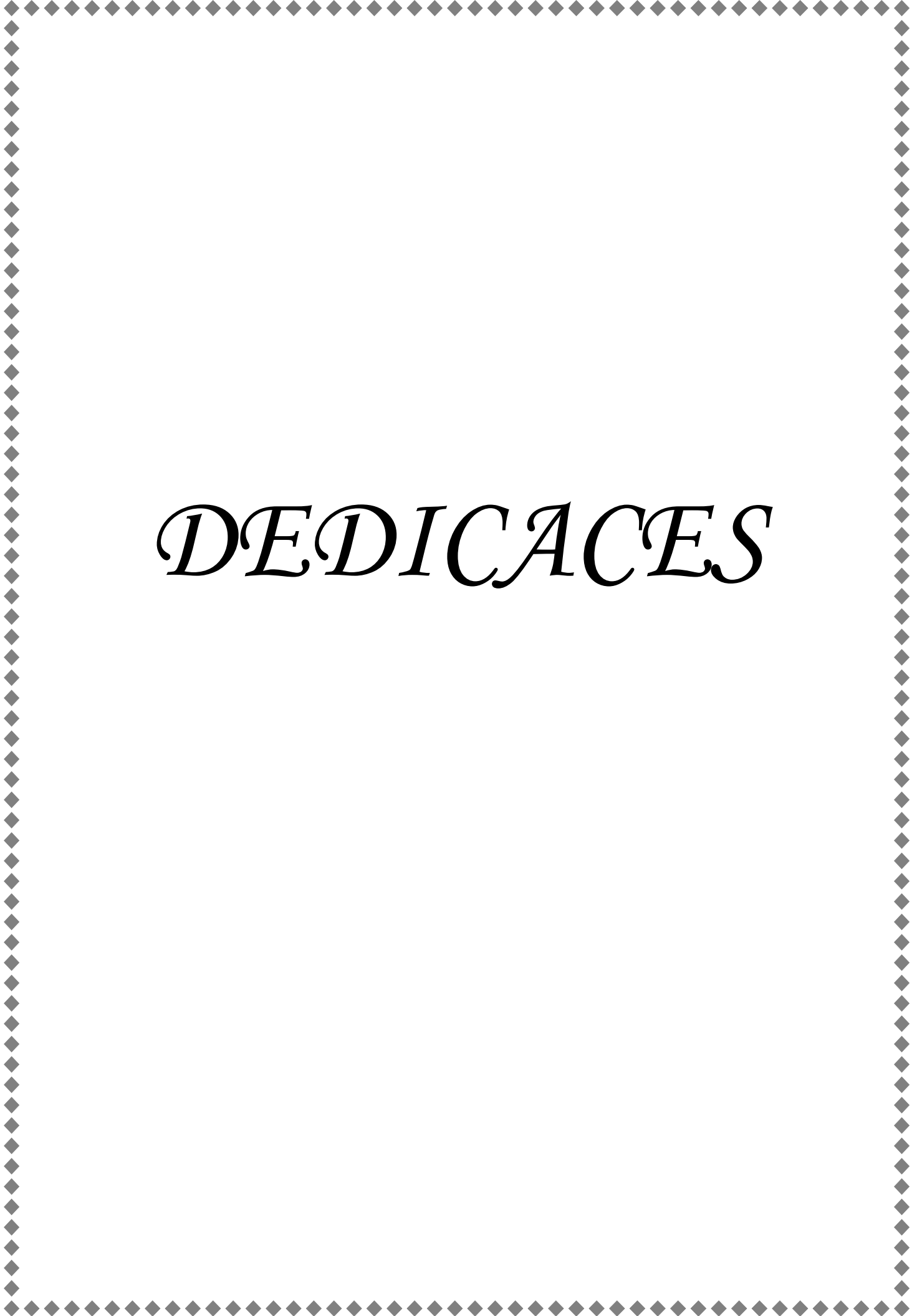
Nous remercions notre Dieu le tout puissant pour nous avoir donné la force et la volonté pour accomplir ce travail de recherche.

La finalisation de ce mémoire a nécessité du temps et des efforts. Pour cela, l'intervention de plusieurs personnes en matière d'orientations et d'aide était nécessaire.

Nos remerciements vont prioritairement à notre promoteur M^{er} SAHNOUN qui a consacré tout son temps pour notre travail. Les membres du jury qui ont eu l'amabilité de lire et d'évaluer ce travail trouveront, ici, l'expression de nos considérations et de nos respects.

En suite, nous tenons à remercier notre encadreur M^{er} TAIBI pour son soutien tout au long de la préparation de ce travail de recherche ainsi que tout le personnel de l'unité froid de l'entreprise ENIEM pour leur soutien.

Enfin, nous remercions toutes personnes qui ont contribué de près ou de loin pour la réalisation de ce mémoire.



DEDICACES

Je dédie ce travail

A mes chers parents pour leur amour inestimable, leur confiance, leur soutien, leurs sacrifices et toutes les valeurs qu'ils ont su m'inculquer ;

A ma sœur ainsi qu'à mes frères pour leur tendresse, leur complicité et leur présence ;

A mes grands parents, je leur souhaite une longue vie ;

A mes cousins et cousines ;

A mes oncles et mes tantes pour toute l'affection qu'ils m'ont donnée ;

A mon binôme Safia avec qui j'ai partagé les joies et les difficultés durant ce travail ;

A tous mes proches ;

A mon futur mari Smaïl qui m'a privé de son soutien aux moments difficiles de mes études et de mon travail, et à toutes sa famille.

Katia

Je dédie ce travail

A mes très chers parents en reconnaissance de leurs amours, leurs sacrifices et leurs soutiens ;

A mon frère Amine et ma sœur Amel qui m'ont toujours soutenu ;

A ce lui qui compte beaucoup dans ma vie et qui me fera retrouver la voie du bonheur mon futur mari Hocine et pour toute sa famille.

A mes grands parents ;

A mes tentes et leurs familles ;

A mes oncles et leurs familles ;

A mes cousins et mes cousines et leurs familles ;

A mes copines Imane, Lydia, Fatiha ;

A mon binôme Katia et pour toute sa famille ;

A tous mes proches.

Safia



Liste des abréviations

Liste des abréviations

AF : Autofinancement

AFEQ : Association Financière de l'Assurance Qualité

AP : Agents permanents

AT : Agents temporaires

BEA : Banque Extérieure D'Algérie

BFR : Besoin de Fond de Roulement

BFRE : Besoin de Fond de Roulement d'Exploitation

BFRHE : Besoin de Fond de Roulement Hors Exploitation

CAS : Centres d'Activité Stratégiques

CA HT : Chiffre d'Affaire Hors Taxe

CA n : Chiffre d'Affaire de l'année n

CA n-1 : Chiffre d'Affaire de l'année n-1

CAF : Capacité d'Autofinancement

CAM : Complexe d'Appareils Ménagers

CAS : Centres d'Activité Stratégiques

CETIC : Centre d'Etude Technique d'Information et de Communication

DCT : Dettes à Court Terme

DLMT : Dettes à Long et Moyen Terme

EBE : Excédent Brut d'Exploitation

EDIED : Entreprise de Distribution des Equipements Domestiques et de bureau

EIMS : Entreprise Industrielle de Matériel Sanitaire

ENIEM : Entreprise Nationale des Industries de l'électroménager

ET : Effectif total

FP : Fond Propre

FILAMP : Entreprise Nationale de Fabrication des Lampes

FRE : Fond de Roulement Etranger

FRG : Fond de Roulement Global

FRN : Fond de Roulement Net

FRP : Fond de Roulement Propre

HOMELEC : Holding, Mécanique, Electronique

INDELEC : Industries Electrique et Electronique

ISO : International Standards Organisation

MDA : Million de Dinars Algérien

RE : Résultat d'Exploitation

RCAI : Résultat Courant Avant Impôt

RGN : Radiateur Gaz Naturel

ROA : Ratio de rentabilité des Actifs (*Return on assets*)

ROE : Ratio de rentabilité des capitaux propre (*Return on equity*)

SCF : Système Comptable Financier

SIG : Soldes Intermédiaires de Gestion

SONELEC : Société Nationale de fabrication et de montage du matériel Electronique

SPA : Société Par Action

TC: Taux de croissance des agents permanents

Tc2: Taux de croissance des agents temporaires

TN : Trésorerie Net

TRI : Taux de Rendement Interne

TRT : Taux de Rendement des Titres

TTC : Toute Taxe Comprise

VA : Valeur Ajoutée

VD : Valeurs Disponibles

VE : Valeurs d'Exploitations

VF : Valeurs financières

VI : Valeurs Immobilisées

VNC : Valeurs Comptables Nettes

VR : Valeurs Réalisables



Sommaire

Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale	02
------------------------------	----

Chapitre I. La performance : un concept polysémique	07
--	----

Section 1. Le concept de la performance	07
--	----

Section 2. Les différents types de performance	10
---	----

Section 3. Les Critères de performance et leurs mesures	15
--	----

Chapitre II. L'approche financière de la performance	22
---	----

Section 1. L'analyse financière : historique, objectifs, sources d'information, outils et démarche	22
---	----

Section 2. Les agrégats de l'équilibre financier	35
---	----

Section 3. L'évaluation de la rentabilité	41
--	----

Chapitre III. Présentation de l'ENIEM	47
--	----

Section 1. Présentation générale de l'ENIEM	47
--	----

Section 2. Quelques indicateurs économiques de l'ENIEM	54
---	----

Chapitre IV. Présentation du processus de préparation des états financiers au niveau de l'ENIEM	66
--	----

Section 1. Le système de l'enregistrement comptable et les travaux de fin d'exercice au niveau de l'ENIEM	66
--	----

Section 2. Les états financiers de l'ENIEM	80
---	----

Chapitre V. L'analyse de la performance de l'ENIEM	92
---	----

Section 1. L'analyse de la solvabilité	92
---	----

Section 2. L'analyse du résultat	107
---	-----

Conclusion générale	116
----------------------------	-----

Bibliographie	119
----------------------	-----

Liste des tableaux	123
---------------------------	-----

Annexes	125
----------------	-----

Table des matières	165
---------------------------	-----

A decorative border composed of small, dark gray diamonds arranged in a rectangular frame around the text.

Introduction générale

L'information financière est la matière première servant aux agents économiques pour prendre des décisions. L'un de ses objectifs est de fournir des informations sur la performance d'une entreprise au moyen de mesure du résultat global et ses composantes.

L'information est l'élément central de toute activité humaine, il faut satisfaire les besoins d'information même si l'on sait qu'une information précise, adaptée, présente souvent un coût important.

Dans le monde de l'entreprise, cette fonction est généralement assurée par la comptabilité, notamment lorsque l'information devrait porter sur le chiffrage des valeurs détenues ou transitant par l'entreprise.

Généralement, l'information financière sur la performance d'une l'entreprise est utile pour :

- prédire sa capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses ressources existantes ;
- évaluer l'efficacité avec laquelle elle a employé des ressources supplémentaires.

En comptabilité, l'information financière est fournie principalement par un compte dit le compte de résultat qui permet de dégager le résultat financier utilisé pour mesurer la performance de l'entreprise.

Cependant, la notion de performance est pour un nombre d'auteurs une réalité insaisissable, étant donné la multitude des facteurs qui influencent sur le déroulement de l'activité d'une entreprise. Ceci conduit les entreprises à rechercher les moyens et procédés d'évaluation de la performance globale que de se borner à l'évaluation des autres performances qui ne constituent, en fait, que des mesures partielles et/ou particulières de celle-ci.

Dans cette logique, BACHET (1988) définit la performance comme : « une propriété émergente qui ne se réduit pas à la somme des performances partielles, mais à une performance globale qui repose sur un enchaînement vertueux entre l'économique et le sociale et sur le souci de la réussite à long terme »¹.

¹D.BACHET, « Quelle performance pour les entreprises et pour l'emploi ? », Revue Economie et Politique, France, 1998. P47.

Par ailleurs, et de façon plus simple, DEBIEN considère que la performance est autrement l'art de bien faire les bonnes choses². C'est-à-dire le fait, de tirer la meilleure partie possible des ressources disponible pour une entreprise, afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée.

Habituellement, l'évaluation de la performance est unanimement reconnue comme un facteur essentiel du pilotage des entreprises. Elle s'intéresse en priorité aux résultats financiers. Elle peut se faire à chaque endroit où se crée de la valeur au sein de l'entreprise.

La performance est évaluée sur la base de l'information financière, produite par les systèmes de comptabilité et de l'analyse financière, d'où la comptabilité est un élément essentiel du système d'information des entreprises. Dans le sens où elle constitue un ensemble de méthodes permettant de saisir et de traiter l'information chiffrée qui circule au niveau des entreprises et qui permet leur diffusion, alors que l'analyse financière dans sa définition la plus simple, n'est qu'un ensemble de techniques visant à diagnostiquer la situation financière de l'entreprise et d'apprécier sa rentabilité présente et future, elle vise surtout la politique financière de l'entreprise : choix des investissements et des moyens de financement, gestion de la trésorerie, relations avec les bailleurs de fonds, etc.

Par conséquent, la mesure de la performance permet aux entreprises les plus dynamiques de piloter leurs activités avec des indicateurs pertinents pour réussir la mise en œuvre de leur stratégie.

Du point de vue opérationnel et pratique, les critères qui sont généralement utilisés pour atteindre l'objectif de mesure de la performance sont l'efficacité, l'efficience et la pertinence.

Nous avons choisi, dans le cadre de la préparation de notre mémoire de fin d'étude, de traiter un sujet relatif à la préparation et analyse de l'information financière relative à la performance de l'entreprise cas de l'entreprise nationale des industries et de l'électroménager (ENIEM), en vue d'approfondir nos connaissances dans le domaine de la comptabilité et la gestion financière en tant qu'outil de gestion indispensable à la bonne marche des entreprises d'une part, et mettre à l'épreuve de la pratique des méthodes et concepts appris lors de notre formation, d'une autre part.

Par ailleurs, notre travail pourra servir aux dirigeants de l'ENIEM pour porter un jugement sur la situation financière et économique de cette dernière et prendre les décisions financières les plus

² J. DEBIENS, « Comment augmenter la productivité dans le secteur public », Revue de gestion, 1988.

adéquats, concernant à la fois le financement de son exploitation et le financement d'éventuel investissement.

L'importance d'évaluer la performance pour toute entreprise confrontée aux exigences de survie et de croissance et fonctionnant dans un environnement concurrentiel et incertain, nous a poussés à accorder à cette question une attention particulière en se proposant de réaliser un mémoire portant sur cet objet dans le contexte d'une entreprise algérienne de secteur économique, l'ENIEM.

A cet effet, nous nous proposons de traiter cette problématique en formulons les questions suivantes :

- Comment est préparée et présentée l'information financière reflétant la performance au sein de l'ENIEM ?
- Quel jugement peut-on tirer de l'analyse financière de cette information concernant la performance de l'ENIEM ?

Notre recherche s'appuie sur les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : La combinaison des deux approches comptables et financière, permettrait de nous faire une idée plus précise du niveau de la performance de l'ENIEM.

Hypothèse 02 : L'approche comptable et financière est limitée dans la mesure où elle n'intègre pas tous les facteurs de performance. Les indicateurs choisis et les interprétations qu'ils permettront peuvent être ainsi insuffisants pour un jugement fiable de la performance de l'ENIEM.

Pour répondre aux questions posées dans la problématique, nous allons adopter une double démarche.

Tout d'abord, la démarche théorique, en vue de définir les concepts et les méthodes mobilisés dans le cadre de notre mémoire, nous allons recourir à une recherche documentaire. Celle-ci portera sur les ouvrages et articles traitant le concept de la performance ainsi ces critères. L'approche de la comptabilité financière et de l'analyse financière concernant l'évaluation de la performance financière va être également approchée par une recherche documentaire.

En suite, la démarche empirique, en vue de mettre à l'épreuve des faits des concepts et les méthodes définis, où nous allons étudier le cas de l'ENIEM, en s'intéressant plus particulièrement au niveau de la performance qu'elle a dégagée durant la période 2011-2013.

A cet effet, nous allons renforcer de deux moyens d'investigations qui sont :

- exploitation des documents comptables, traitement et analyse des états financiers (bilan, le compte de résultat, les annexes) ;
- entretiens avec les responsables et cadres spécialisés de l'entreprise à travers des questions.

Notre travail de recherche sera analysé en cinq chapitres.

Le premier chapitre sera consacré à l'examen d'évaluation de la question de la performance, à travers la définition de celle-ci, l'exposé de ses types et ainsi ses critères.

Le deuxième chapitre quant à lui, portera sur l'approche financière de la performance, nous allons aborder dans ce chapitre : En premier lieu, l'analyse financière à travers ses différents objectifs, rôles et démarches, alors qu'en deuxième lieu nous traiterons l'équilibre financier. Enfin, en dernier lieu nous allons présenter l'évaluation de la rentabilité à travers la présentation des soldes intermédiaire de gestion ainsi que les ratios d'activité.

Le troisième chapitre portera sur la présentation générale de l'entreprise nationale des industries de l'électroménager à travers l'étude de son historique, son statut juridique, son emplacement et quelques indicateurs de sa situation financière et économiques.

Par contre, dans le quatrième chapitre, après avoir présenté le système de l'enregistrement comptable au niveau de l'ENIEM et les travaux de fin d'exercice, nous allons présenter les états financiers pour la période 2011-2013.

Enfin, dans le dernier chapitre nous procéderons à l'analyse financière de la performance de l'ENIEM, à travers l'étude de la solvabilité et l'analyse du résultat pour la même période.

Puis nous achèverons notre travail par une conclusion générale.

Chapitre I

*La performance: un concept
polysémique*

Introduction

Comme le remarque A. BOURGUIGNON, le terme performance est largement utilisé sans que sa définition fasse l'unanimité. Ce fait reflète la polysémie de ce concept¹.

Dans la première section de ce chapitre, nous allons présenter les diverses définitions attribuées à ce concept. Ceci nous permettra d'aborder aisément, dans la deuxième section, les différents types de performance. La troisième section du chapitre portera sur les critères de la performance et les modalités de leur mesure.

Section 1. Le concept de la performance

Le concept de la performance est appréhendé différemment, selon les approches et les écoles de pensée. De ce fait, la performance demeure un concept imprécis malgré une large utilisation dans les sciences de gestion. En dépit de la difficulté de son évaluation et la diversité de ses approches, des indicateurs communs et récurrents existent pour toutes les entreprises.

Nous ne pouvons pas reprendre toutes les contributions faites en sciences économiques pour la définition de la performance. Dés lors, nous nous limitons à quelques définitions reflétant cette diversité.

1.1. L'origine du concept de performance

Selon A. Bourguignon, l'origine du mot performance remonte au milieu du 19^{ème} siècle dans la langue française. A cette époque, il désignait à la fois les résultats et l'exploit sportif d'un athlète. Son sens évolua au cours du 20^{ème} siècle, où il indique de manière chiffrée les possibilités d'une machine et désigne par extension un rendement exceptionnel.

Il en ressort de cette approche que la performance, dans la conception française, est le résultat d'une action, voir le succès ou l'exploit.

Contrairement à son sens français, la performance en anglais « contient à la fois l'action, son résultat et éventuellement son exceptionnel succès »².

¹A. BOURGUIGNON, «Peut-on définir la performance ? », Revue Française de Comptabilité, n° 269, juillet- août 1995, p 60.

² Idem p.62.

1.2. La notion de performance

Il n'y a pas un accord entre les chercheurs pour la définition du terme performance. Cette différence est due aux angles de vues différentes des penseurs et des auteurs dans ce domaine. De ce fait, nous allons voir quelques définitions de différents auteurs.

A.M. FERICELLI propose une définition de la performance à partir de trois sens généraux : la performance résultat ; la performance action et la performance succès.

Pour ce dernier, **la performance résultat** est mesurée en comparant le résultat obtenu à l'objectif fixé. Cette approche est celle retenue en contrôle de gestion où la mesure de la performance est l'évaluation ex-post des résultats obtenus.

Cependant, si la performance résultat « n'est que le résultat de l'action », **la performance action** est appréhendée à partir des moyens, des processus, des compétences et des qualités mises en œuvre pour atteindre ces résultats.

Enfin, **la performance succès** est fonction des représentations de la réussite. Elle varie en fonction des représentations que s'en font les acteurs et de manière plus générale de l'organisation tout entière.

De ce point de vue, la performance apparaît comme un objectif d'une vision d'ensemble qui ne peut être complètement cernée qu'on adoptant une approche multidimensionnelle³.

D'un autre point de vu, DRUCKER, considère que la performance est la capacité de l'institution à rester sur la continuité, à réaliser un équilibre entre les actionnaires et la satisfaction des travailleurs⁴.

De cette définition, nous concluons que la performance est une mesure de juger sur le degré de la réalisation par l'institution de son objectif principal, qui est de rester sur le marché et poursuivre ses activités sous la concurrence, puis la maintenance d'un équilibre dans la récompense des actionnaires et des travailleurs.

Du point de vu de D. et J. KAISERGRUBER HANDRIEU, la performance est de « porter un jugement sur la légitimité sociale pour une activité particulière »⁵.

³A. FERICELLI et B. SIRE, Performance et ressources humaines, Paris, Ed Economica, 1996, pp19-20.

⁴P. DRUCKER, L'avenir du management, according , Druker, mondial du village, Editions, Paris, 1999, pp 63- 64.

Ceci signifie que la performance est liée par la connaissance sociale, ce qui conduit à obtenir l'acceptation sociale des activités menées par l'institution ainsi que la légitimité économique.

A côté des approches en terme social ou organisationnelle, LEBAS propose une définition plus opérationnelle de la performance en s'intéressant à l'enrichissement que celle-ci pourrait apporter à l'entreprise. Selon ce dernier : « la performance n'est pas une simple constatation, elle se construit, elle est une réalité ; elle est le résultat d'un processus de causalité, donc une indication d'un potentiel de résultats futurs ; elle doit être relative au contexte concurrentiel et organisationnel choisi en fonction de la stratégie ; comme elle doit être mesurable par un chiffre ou une expression communicable »⁶.

Dans la même approche, qui met l'accent sur la mesure, Ph LORRINO définit la performance comme « la différence entre la valeur fournie au marché (V) et les valeurs de la consommation totale (CT), qui est le coût des diverses activités, certaines unités (centres de coûts) sont considérées comme des consommables ressources et contribuent négativement à la performance globale de leurs coûts, et d'autres considérés comme des centres de profit, qui sont dans les mêmes ressources de temps et une source de revenus, et contribuent à la marge dans la performance globale de l'institution »⁷.

En corollaire à cette définition, on peut déduire que l'idée de performance ne peut être uniquement recherchée au niveau des entreprises à but lucratif, du fait que celles-ci dégagent des résultats financiers, mais bien à toutes les organisations pour autant quelles se fixent des objectifs à long terme.

De ces définitions, on peut faire ressortir une définition globale, qu'il est possible de la formuler de manière suivante : la performance consiste à obtenir un certain résultat à partir d'objectifs donnés, avec des moyens forcément limités et dans un environnement soumis à des changements imprévisibles. Comme les moyens sont toujours limités, il s'agit de faire mieux que la moyenne, mieux que la concurrence, avec des ressources dont dispose l'entreprise et dont elle assure le contrôle. Au fond, la performance est un résultat optimal obtenu par l'utilisation la plus efficiente possible des ressources mises en œuvre.

⁵ J. LANDRIEU KAISERGRUBER, Tout n'est pas économique, Edition l'aube, Paris, 2000, cité par A. CHEIKH ADAOUI, « Analyse des fondements théoriques du concept de performance », Revue du chercheur N° 07, 2009-2010, p 218.

⁶ M. LEBAS, performance : Mesure et Management Faire face à un paradoxe, Éditions Octares, Toulouse, 1996, p 40.

⁷ Ph. LORRINO, Comptes et récits de la performance, Editions d'organisations, Paris, 1996, p 47.

Section 2. Les différents types de performance

La performance d'une entreprise ne saurait se limiter à un seul succès, ni à la satisfaction de la clientèle. Bien qu'il existe de nombreux types de performance, la conception prédominante de la performance s'est longtemps focalisée sur les seuls indicateurs financiers, comptables et boursiers. Nous allons nous intéresser dans notre étude aux principaux types de celle-ci, à savoir : la performance globales, financière, sociale, économique etc.

2.1. La performance globale

La performance a longtemps été réduite à sa dimension financière. Cette performance consistait à réaliser la rentabilité souhaitée par les actionnaires avec le chiffre d'affaires et la part de marché qui préservaient la pérennité de l'entreprise.

Mais depuis quelques années, on est schématiquement passé d'une représentation financière de la performance à des approches plus globales incluant les dimensions sociale et environnementale. D'autres acteurs (appelés parties prenantes) ont fait leur apparition et la notion de performance a connu un regain d'usage.

A présent, la pérennité des entreprises ne dépend plus uniquement de l'aspect financier de leurs activités, mais également de la manière dont elles se conduisent. Dès lors, la responsabilité des entreprises s'élargit, elle ne se limite plus aux seuls actionnaires, mais intègre d'autres parties prenantes (associations, syndicats, clients, fournisseurs,...). Ces nouveaux acteurs exigent d'être entendus et cette écoute devient une cible vitale pour la performance et la pérennité des entreprises. C'est dans ce contexte qu'apparaît le concept de performance globale⁸.

2.2. La performance économique

La performance économique s'entend comme la rentabilité de l'entreprise. Elle réside dans la survie de l'entreprise et sa capacité à atteindre les objectifs fixés. Elle peut être mesurée à partir de la variation de l'activité et de la rentabilité des investissements et des ventes. La compréhension de la performance économique peut aussi provenir d'une analyse éclairée du compte de résultat (MARMUSE, 1996). En effet, le bénéfice net (ou la perte nette) est une mesure finale de la

⁸ <http://www.crefige.dauphine.fr/cahiers/per-berland.pdf>

rentabilité de l'entreprise qui permet aux actionnaires et aux analystes financiers d'apprécier la performance d'une firme.

Par ailleurs, il existe une performance économique non strictement quantifiable qu'on peut mesurer par la qualité totale et la position concurrentielle de la firme. On entend par qualité totale « la recherche du progrès dans l'ensemble des systèmes qui composent l'entreprise » (COLLIGNON, 1989). En outre, la position concurrentielle de l'entreprise peut être reflétée par sa part de marché relative (à son principal concurrent) mais aussi dans les facteurs clés de succès que possède la firme.

Pour évaluer l'aspect économique de la performance, plusieurs critères d'évaluation ont été proposés. En se basant sur les travaux de SAINSAULIEU et al (1998), de FRIQUI (2000) et de MORIN et SAVOIE (2000), on peut dégager les critères d'évaluation de la performance économique suivants :

- la productivité ;
- la qualité des produits et services ;
- l'économie des ressources ;
- la compétitivité ;
- la rentabilité ;
- le chiffre d'affaire ;
- le profit ;
- le respect des délais.

2.3. La performance financière

La performance financière désigne la capacité de l'entreprise à maîtriser ses modes de fonctionnement, c'est-à-dire la manière avec laquelle l'entreprise transforme les intrants en extrants de la façon la plus optimale possible. Ainsi, ce type de performance se présente comme étant la manière avec laquelle l'entreprise formule une stratégie, la communique et à fixer des objectifs tout en respectant tous les moyens humains, matériels et financiers disponibles.

Généralement, les outils traditionnels de mesure de performance sont la comptabilité analytique, le contrôle budgétaire, le contrôle de gestion, etc. Cependant, ces outils sont jugés généralement insuffisants. D'autres nouveaux outils de mesures, sont apparus, et sont jugés plus adaptés aux changements de l'environnement.

Parmi ces outils de mesure de la performance financière, nous avons les ratios⁹.

2.3.1. Le ratio de rentabilité des capitaux propres (*Return on Equity*)

Ce ratio rapporte des indicateurs de résultats à des indicateurs relatifs au montant des ressources mises en œuvre. Il est défini comme étant le rapport entre le résultat net et les capitaux propres.

$$\text{ROE} = \text{Résultat de l'exercice} / \text{Capitaux propres}$$

2.3.2. Le ratio de la rentabilité des actifs (*Le Return On Assets*)

Ce ratio est utilisé par tous les établissements. Il est quant à lui bien adapté à la mesure de performance de la banque privée ou de l'institution financière privée. Il est obtenu par le rapport entre le résultat net et le total du bilan.

$$\text{ROA} = \text{Résultat Net} / \text{Total de l'actif du bilan}$$

Ces mesures ROE et ROA sont bien évidemment soumises aux critiques classiques inhérentes aux mesures comptables de la performance. D'une part, ces mesures ne permettent pas de comparaison internationale fiable dans le sens où les référentiels comptables diffèrent encore d'un pays à l'autre. D'autre part, ces mesures ne permettent pas d'intégrer la valeur des éléments intangibles.

Les institutions financières utilisent en plus ROE et ROA, d'autres indicateurs tels que :

- Le taux de rendement interne (TRI) ;
- Le taux de rendement des titres (TRT) ;
- la capacité d'autofinancement (CAF).

2.3.3. Le taux de rendement interne

Cet indicateur reste privilégié pour mesurer le rendement d'un investissement dans la durée, calculé sur base de cash flow. Il consiste à actualiser tous les flux financiers : investissements de départ ou apports en cours de vie, flux positif issus des dividendes ou des cessions de titres, avec une hypothèse de sortie complète à la date de calcul. La valorisation de sortie est calculée sur base de la dernière situation nette connue. On intègre les plus values latentes dans le portefeuille de placement.

⁹ M. LUMONANSON, Gestion des institutions financières internationales, Notes de cours L1, Gestion financière, FASEG, UNIKN, 2009-2010, P 36.

2.3.4. Le taux de rendement des titres

Pour l'actionnaire, le taux de rendement des titres, c'est le taux de rendement instantané qui prend en compte les dividendes rapportées à la valeur d'acquisitions du titre.

2.3.5. La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement est l'aptitude d'une entreprise à dégager des liquidités provenant de ses ressources internes en vue de financer ses besoins d'exploitation et de développement. La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables. Elle se calcule soit à partir de l'excédent brut d'exploitation (EBE), soit à partir du résultat net comptable.

En règle générale, la CAF permet :

- de rémunérer les associés ;
- de renouveler et accroître les investissements ;
- d'augmenter les fonds de roulement ;
- de rembourser les dettes financières ;
- de mesurer la capacité de développement et d'indépendance financière de l'entreprise ;
- de couvrir les pertes probables et les risques.

Le traitement de cet agrégat sera détaillé dans le chapitre suivant.

2.4. La performance sociale

Au niveau des organisations, la performance sociale est souvent définie comme le rapport entre un effort social et l'attitude des salariés. Cependant, ce type de performance est difficile à évaluer quantitativement.

La performance sociale est aussi définie comme le niveau de satisfaction atteint par l'individu participant à la vie de l'organisation. En effet, la performance sociale est la réduction des dysfonctionnements qui affectent les conditions de vie au travail prises au sens large. Le niveau de performance sociale a été apprécié en fonction de l'évaluation des salaires.

Notons que les principaux indicateurs de la performance sociale sont présentés principalement dans deux critères à savoir ; le climat social et la satisfaction du personnel.

Dans ce cadre, il y a des critères qu'on peut utiliser afin d'évaluer la performance sociale. Il peut s'agir par exemple :

- de la nature des relations sociales et la qualité des prises de décisions collectives ;
- du niveau de satisfaction des salariés mesurés par les sondages et les enquêtes d'opinion ;
- du degré d'importance des conflits et des crises sociales : grèves, absentéisme, accidents de travail, etc.
- du taux de turnover (rotation), la participation aux manifestations et aux réunions d'entreprise, ainsi que le dialogue avec les membres du comité d'entreprise¹⁰.

2.5. La performance organisationnelle

La performance organisationnelle est définie par M. KALIKA comme « les mesures portant directement sur la structure organisationnelle et non pas sur ses conséquences éventuelles de nature sociale ou économique. Ces indicateurs sont intéressants dans la mesure où ils permettent de discerner les difficultés organisationnelles à travers leurs premières manifestations, avant que les effets induits par celles-ci ne soient ressentis d'un point de vue économique »¹¹.

KALIKA avance quatre facteurs de l'efficacité organisationnelle :

- le respect de la structure formelle : le non respect de la structure annoncée par la direction, peut traduire un dysfonctionnement au sein de l'organisation ;
- les relations entre les services : la recherche de la minimisation des conflits reflète un besoin de coordination nécessaire ;
- la qualité de la circulation de l'information : l'organisation doit développer des systèmes d'information permettant l'obtention d'information fiable et exhaustive, indispensable au bon fonctionnement de l'organisation ;
- la flexibilité de la structure : l'aptitude de celle-ci à changer est un facteur déterminant l'adaptation aux contraintes d'environnement.

¹⁰ T. Du MONCEL, cité par Mohamed BAYED, « Performance sociale et performance économique dans les PME industrielles », Annales du Management, 1992, p 381.

¹¹ M. KALIKA, Structure de l'entreprise, réalités, déterminants et performances, Edition Economica, Paris, 1995, p 50.

Section 3. Les Critères de performance et leurs mesures

La performance est définie comme l'aptitude à obtenir de meilleurs résultats, en fournissant un minimum d'effort et en se comportant pertinemment afin d'atteindre les objectifs escomptés.

Par ailleurs, il faut remarquer à la suite de DURANT (1979), que l'efficacité et l'efficience sont deux concepts indépendants puisqu'on peut atteindre l'objectif fixé à un coût élevé et qu'inversement on peut exposer un faible coût sans atteindre l'objectif. D'où le troisième concept que dégage BARTOLI (1994) : la pertinence. En effet, le contrôle de pertinence semble automatiquement inclus dans celui d'efficacité : pour être efficace, il faudrait au minimum être pertinent.

En d'autre terme, J.B. DUCROU (2008) considère que la performance est composée de trois critères qui associent à la fois les objectifs, les ressources et les résultats. Ces critères sont relatifs à l'efficacité, l'efficience et la pertinence.

3.1. L'efficacité

3.1.1. Critères de définition

D'après le dictionnaire de gestion (1998), l'efficacité est : «le rapport entre les résultats atteints par un système et les objectifs visés. De ce fait, plus les résultats seront proches des objectifs visés, plus le système sera efficace. On exprimera donc le degré d'efficacité pour caractériser les performances d'un système »¹².

Nous concluons que l'efficacité est le degré de réalisation des objectifs. On considère qu'une activité est efficace si les résultats obtenus sont identiques ou se rapprochent des objectifs définis. Mais, pour évaluer l'efficacité d'une organisation de manière absolue, il faut s'assurer que l'organisation est en adéquation avec son environnement, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte des perceptions des divers intervenants et des groupes concernés par la vie de cette organisation, notamment des salariés eux-mêmes. On pourra alors parler d'organisation efficace.

¹² BOISLANDELLE (H.M.) : Dictionnaire de gestion, vocabulaire, concepts et outils, Ed Economica, Paris, 1998, p 139.

Autrement dit, par le terme efficacité, ici l'entreprise doit chercher à faire tout moyen possible afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée quelques soient le niveau des coûts engagés ou des ressources utilisées.

3.1.2. La mesure de l'efficacité

Le point de départ pour évaluer la performance d'une organisation est son efficacité. Pour être précis, nous définissons l'efficacité comme la mesure dans laquelle une organisation est capable d'atteindre ses buts. Comme l'indiquent MARCH et STUTTON (1997), l'explication des variations dans l'efficacité est un des thèmes les plus durables dans l'étude de la performance.

Un certain nombre de problèmes sont cependant associés à la description et à la mesure de l'efficacité. Premièrement, il n'est pas sûr qu'on puisse choisir une seule série ou même parvenir à un consensus quant aux multiples séries de buts d'une organisation (BROWN, 1994). Deuxièmement, il n'est pas toujours facile de déterminer où aller et à qui s'adresser pour identifier les buts ou parvenir à un consensus. En dépit de ces difficultés, les organisations ont recours à toutes sortes de moyens pour identifier leurs buts, leurs objectifs et les systèmes qui permettent de communiquer leur efficacité c'est-à-dire la mesure dans laquelle elles atteignent ces buts à leurs commettants. Lorsqu'on évalue l'efficacité d'une organisation, il est important de comprendre tout d'abord sa raison d'être fonctionnelle (si on prend l'exemple d'une université, il s'agit d'offrir un enseignement supérieur) puis d'étudier la manière dont elle comprend les différentes dimensions (enseignement, recherche et service) de sa fonction. Dans d'autres cas, l'importance accordée aux différentes dimensions varie d'un intervenant à l'autre. Il y a alors des mécontentes et c'est un problème sur lequel les organisations doivent se pencher. L'une des situations où l'évaluation de l'efficacité s'avère difficile est lorsque l'organisation n'est pas dotée d'indicateurs.

Il est alors nécessaire de mettre au point, avec sa collaboration, une liste d'indicateurs substitutifs et de collecter des données sur l'efficacité. Comme pour les questions qui portent sur l'efficacité, il n'y a pas de liste d'indicateurs qui puissent servir à toutes les organisations (EIMICKE, 1998). Voici, cependant, des « points de départ » qu'on pourra utiliser lorsqu'une organisation n'a pas ses propres indicateurs : atteinte des buts, nombre de clients servis, qualité des services et produits, production et utilisation du savoir, etc.¹³.

¹³ <http://communicationorganisation.revues.org/652>

3.2. L'efficience

3.2.1. Définition

L'efficience est le résultat d'une meilleure utilisation des facteurs de production. Il est proche mais diffère de la productivité, il diffère du mot anglais «*efficiency*» qui est l'équivalent direct de la production.

Selon Vincent PLANCHET l'efficience est : « la capacité de la réalisation des objectifs à moindre coût »¹⁴. Nous concluons de cette définition que l'efficience peut être traduit en binaire (maximiser la minimisation des coûts).

L'efficience est également connue comme la façon d'utiliser les ressources de la meilleure façon de produire quelque chose.

L'efficience se définit aussi comme étant le rapport entre ce qui est réalisé et les moyens mis en œuvre, ou bien comme l'expression d'une comparaison entre le résultat et les efforts consentis ou les ressources consacrées à la poursuite d'un objectif. Une organisation est qualifiée «d'efficente » chaque fois qu'elle minimise les moyens utilisés pour obtenir le résultat recherché ou qu'elle améliore son résultat avec les mêmes moyens.

3.2.2 La mesure de l'efficience

Lorsque l'efficience se mesure sous forme monétaire, on parle de rentabilité. Plus précisément, si un bénéfice est rapporté aux coûts nécessaires pour le réaliser, on emploie le terme de profitabilité ; lorsqu'on mesure des volumes, il s'agit de rendement (par rapport à un facteur de production) ou de productivité (par rapport à un ensemble de facteurs de production).

La **rentabilité** est dès lors la capacité d'une entreprise à dégager des bénéfices à partir des moyens mis en œuvre. Mais l'étude de celle-ci doit être rapprochée des différences d'angles de vue des utilisateurs de l'information comptable.

La rentabilité de l'entreprise peut être mesurée grâce à l'analyse des performances économique et financière de cette dernière. Elles sont exprimées par des indicateurs chiffrés qui ont pour objectif d'apprécier l'efficacité et l'efficience de l'entreprise dans l'utilisation de ses ressources, compte tenu de la nature de ses activités et de ses objectifs stratégiques.

¹⁴ V. PLAUCHET, Mesure et amélioration des performances industrielles, tome 2 UPMF, France, 2006, p 7.

Les analystes distinguent deux types de rentabilité : économique et financière. Le calcul de la **rentabilité financière** ne prend en compte (dans les sommes mobilisées) que les capitaux propres. Il permet ainsi d'appréhender la capacité à dégager des profits des seuls capitaux apportés par les actionnaires. À l'inverse, le calcul de la **rentabilité économique** est essentiellement destiné aux investisseurs financiers puisqu'il intègre (dans les sommes mobilisées) l'ensemble de la dette financière de l'entreprise.

Par contre, la **profitabilité** est une aptitude d'une action économique à générer un profit. Elle mesure le rendement économique tiré de l'emprunt des capitaux (financiers) dans un but productif. Lorsque cette profitabilité s'annule ou devient négative, cela signifie que la rentabilité nette d'une activité économique s'annule ou devient négative, ce qui, sans doute, aurait pour effet de dissuader ou de freiner les investissements de nature productive.

Par ailleurs, la **productivité** est définie comme le rapport entre la production d'un bien ou d'un service et l'ensemble des intrants nécessaires pour le produire. Elle constitue, en fait, une mesure de l'efficacité avec laquelle une économie met à profit les ressources dont elle dispose pour fabriquer des biens ou offrir des services.¹⁵

L'efficacité se calcule comme suit :

$$\text{Efficacité} = \frac{\text{Résultat obtenu}}{\text{Ressources disponibles}}$$

3.3. La pertinence

3.3.1. Définition

La pertinence est la capacité d'une organisation à répondre aux besoins des intervenants prioritaires et à obtenir leur soutien dans le présent et pour l'avenir. Elle reste très subjective et difficile à mesurer.

Le critère de pertinence exige que l'on analyse à priori les moyens dont on dispose et la façon dont ceux-ci seront utilisés pour atteindre les objectifs retenus. Ceci implique la prise en compte de l'adéquation entre objectifs et moyens. Il peut s'agir des normes, des choix de projets par rapport

¹⁵ The MIT Dictionary of Modern Economics (1992), P 348.

aux moyens disponibles et l'économie appliquée à l'acquisition de ces moyens à moindre coût, des quantités et qualités conformes aux normes établies, moment et lieu opportuns.

Autrement dit, être pertinent c'est atteindre efficacement et d'une manière efficiente l'objectif fixé.

Pour résumer ces trois critères, un modèle global peut-être présenté. Il s'agit du modèle de GILBERT (1980) qui se décline en une forme de triangle de la performance qui comporte trois éléments : objectifs, moyens et résultats.

Schéma N°01: Le triangle de la performance (GIBERT, 1980)



Source : <http://www.piloter.org>

Selon ce modèle, trois variables déterminent la performance : l'efficacité qui traduit l'atteinte des objectifs (rapport résultats/objectifs), l'efficience qui traduit l'atteinte des objectifs avec le moindre coût (rapport résultats/moyens) et la pertinence qui traduit la bonne allocation des ressources.

Il en ressort en fin de compte que la mesure de la performance passe par la mesure de l'efficacité, l'efficience et la pertinence.

En d'autre terme, et plus précisément :

- l'axe objectifs-résultats définit l'efficacité relative à l'utilisation des moyens pour obtenir des résultats donnés dans le cadre d'objectifs fixés, c'est-à-dire l'atteinte des objectifs ;

- l'axe résultats-moyens définit l'efficience comme le rapport entre l'effort produit et les moyens totaux déployés dans une activité, c'est-à-dire l'atteinte des objectifs avec le moindre coût ;
- l'axe moyens-objectifs définit la pertinence comme le rapport entre les moyens déployés et les objectifs à atteindre, c'est-à-dire la bonne allocation des ressources.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons tentés d'identifier à travers la littérature le caractère polysémique de la performance et ses différents types. Il en ressort globalement que la performance est synonyme d'efficacité, d'efficience, et de pertinence à la fois.

La performance est évaluée sur la base de l'information financière, produite par les systèmes de comptabilité et de l'analyse financière, qui sont indispensables de les détaillé dans le chapitre qui suit.

Chapitre II

*L'approche financière de la
performance*

Introduction

L'objet ultime de toute entité économique est la réalisation du profit. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise ne doit pas seulement disposer des ressources humaines qualifiées mais aussi les moyens financiers suffisant pour assurer sa performance.

La performance financière d'une entreprise peut être appréciée en analysant certains indicateurs financiers liés à son activité et à sa structure financière telle que la rentabilité, le chiffre d'affaires, le fonds de roulement, etc.

Dans la première section de ce chapitre, nous allons revenir sur le champ de l'analyse financière, ses objectifs, ses sources d'informations, les outils et la démarche retenus. La deuxième section portera sur la question cruciale de l'équilibre financier. Enfin, dans la dernière section, nous nous intéresseront à la deuxième question importante de l'analyse financière : l'analyse de la rentabilité.

Section 1. L'analyse financière : historique, objectifs, sources d'information, outils et démarche

1.1. L'historique de l'analyse financière

A la veille de la crise de 1929, le métier des banquiers consistait essentiellement à assurer les mouvements des comptes et à octroyer des facilités des caisses occasionnelles. Le problème était d'assurer le financement d'industries naissantes (charbon, textile, construction, mécanique,...). Des crédits d'exploitation étaient consentis moyennant des solides garanties destinées à éviter une confusion entre le risque du banquier et celui de l'entreprise. De telles garanties reposaient sur des biens faisant partie du patrimoine de l'entreprise, mais non directement affectés par son exploitation ou tout simplement sur le patrimoine personnel du (des) propriétaire (s) de l'entreprise. Le patrimoine était essentiellement constitué aux yeux des gens de l'époque, par des biens fonciers et immobiliers. Il en résulte que le risque du crédit bancaire était alors lié aux modalités juridiques de la prise de garantie. Encore fallait-il vérifier que le bien donné en garantie avait une valeur indépendante de l'évolution de l'entreprise, et en suite évaluer ce bien ainsi que les risques des moins values liées. L'incertitude quant à la valeur réelle de l'actif net en cas de liquidation, joint à la difficulté d'évaluer les biens donnés en garantie et à déterminer l'indépendance à l'égard de l'exploitation de l'entreprise, montreront aux banquiers que la simple optique de la recherche de la solvabilité était insuffisante pour déterminer rationnellement la décision d'octroi d'un crédit. Un éclairage complémentaire se trouvait indispensable : une analyse de la structure financière de

l'entreprise. Dès lors, l'analyse financière comme outil indispensable à la gestion de l'entreprise trouve sa justification et sa raison d'être.

1.2. Définition de l'analyse financière

Bien qu'ayant émergée dans son contexte bien déterminé, l'analyse financière n'est pas vue et compris de la même manière par tous les spécialistes et les auteurs. Il est possible de trouver des définitions différentes, de celle-ci.

Elie COHEN (2004) pense que l'analyse financière est : « un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performances »¹.

Partant du point de vue de la gestion financière et de son contrôle, Anne-Marie KEISER (1993) considère que : « l'analyse financière est la dimension ex-post de la gestion financière, dans la mesure où il est établi à partir d'informations issues du passé »². L'analyse financière constitue donc un outil de contrôle de la gestion financière faite tout au long d'une période donnée afin de donner une image fidèle de la situation financière de l'entreprise en vue d'une bonne prise de décision.

D'après ARMAND Dayan l'analyse financière est : « un ensemble de concepts, méthodes et outils qui permettent de traiter des informations internes et externes, en vue de formuler des recommandations pertinentes concernant la situation d'un agent économique spécifique, le niveau et la qualité de ses performances, ainsi que le degré de risque dans un environnement fortement concurrentiel ».³

En somme, l'analyse financière apparaît donc comme un ensemble de démarches et d'outils spécialisés qui apportent une contribution décisive au diagnostic d'entreprise. A cet égard, elle participe à des efforts que plusieurs parties prenantes engagent afin d'assurer l'appréciation de l'activité des entreprises et de leurs dirigeants.

1.3. Les objectifs de l'analyse financière

L'analyse financière a pour objectifs de diagnostiquer la situation financière de l'entreprise et d'apprécier sa rentabilité présente et future. Elle vise surtout la politique financière de l'entreprise : choix des investissements et des moyens de financement, gestion de la trésorerie, relations avec les

¹ E. COHEN, Analyse financière, Edition Economica, Paris, 2004, p 19.

² A. Marie KEISER, Gestion financière, Ed. Eska, Paris, 1993, p 37.

³ A. DAYAN, Manuel de gestion financière, Edition Marketing, volume 2, 1999, p 59.

bailleurs de fonds, etc. L'objectif est aussi de répondre à une double préoccupation : l'une émanant du gestionnaire qui cherche la rentabilité et la performance, l'autre, émanant des propriétaires qui cherchent un bon rendement de leurs investissements.

En outre, l'analyse financière cherche à mesurer l'équilibre financier entre les ressources et les emplois (stables ou cycliques). Par exemple, les ressources stables doivent financer les emplois stables (immobilisations) et dégager un excédent de fonds de roulement pour financer totalement ou en partie les besoins cycliques. Enfin, l'analyse financière permet l'appréciation du niveau de liquidité dans l'entreprise à travers la trésorerie. Dans toutes ces démarches, elle est fortement liée à la comptabilité générale.

En d'autres termes, l'analyse financière a pour objectif au delà des chiffres la réalité économique de l'entreprise, car sans l'étude des comptes, l'analyse financière risque d'être stérile, très descriptive et avec peu de valeur. Ainsi, elle aide à :

- pouvoir situer l'entreprise dans son environnement, en la comparant aux autres entreprises ;
- définir et éclaircir les décisions à prendre, à partir de la situation présente ;
- expliquer comment un groupe peut créer de la valeur ajoutée sur le moyen terme, selon l'actionnaire, et s'il est solvable selon le créancier.

Il en ressort de ce qui précède que l'analyse financière est un outil indispensable à la bonne marche de l'entreprise.

1.4. La démarche de l'analyse financière

La démarche de l'analyse financière est essentiellement logique et repose sur la collecte, le traitement et l'interprétation d'informations nombreuses et de nature divers. Dans le cadre d'une approche globale de l'entreprise, l'analyste met en œuvre des méthodes et des outils permettant de procéder à une étude rigoureuse des informations économiques, stratégiques, comptables, financières et sociales, afin de formuler un jugement sur les différents aspects de la situation financière actuelle et futur de l'entreprise diagnostiquée.

Après la définition du contexte et des objectifs de l'analyse financière, nous présentons les étapes de la démarche qui sous-tend la méthodologie de l'analyse. Celle-ci suit les séquences suivantes : collecter et vérifier l'information, retraiter l'information et construire des représentations

pertinentes, construire des outils d'analyse, choisir des normes de référence, analyser et formuler un jugement⁴.

1.5. Les principales sources d'informations de l'analyse financière

Afin d'examiner les entreprises qu'il étudie, l'analyste financier mobilise de multiples sources d'information. Cependant, c'est la comptabilité financière qui constitue sa source de référence la plus cohérente et sans doute la plus efficace. Le bilan, le compte de résultat, et leurs annexes constituent autant de documents qui traduisent les caractéristiques majeures de l'activité et du patrimoine de l'entreprise. En outre, ils sont établis sur la base de normes d'enregistrement et de présentation qui présentent un certain formalisme, mais qui, en contrepartie, assurent un caractère cohérent, homogène et stable à l'information fournie. À cet égard, la comptabilité s'affirme comme un support particulièrement efficace pour l'application des outils de l'analyse financière.

Autrement dit, l'analyse financière utilise comme matière première les informations comptable, afin d'arriver à exposer une analyse sur la situation et les performances de l'entreprise. Il s'agit principalement de documents de synthèses tels que le bilan, le compte de résultat et les annexes.

1.5.1. Le bilan

Le bilan est un document de synthèse qui décrit la situation patrimoniale de l'entreprise à chaque fin d'exercice, c'est-à-dire de tout ce qu'elle possède (emplois) et de tout ce qu'elle doit (ressources)⁵.

Le bilan répond à une double question : d'où vient l'argent ? Où va l'argent ?

1.5.1.1. La structure du bilan

Selon l'approche économique, le bilan se présente sous la forme d'un tableau en deux parties. D'un côté, nous trouvons les actifs représentant les emplois et de l'autre côté nous trouvons les capitaux propres et les passifs représentant les ressources.

a) L'actif du bilan

L'actif représente les biens et les avoirs (patrimoine) de l'entreprise. On les appelle aussi les emplois. Les éléments d'actifs sont classés par ordre de liquidité croissante, quelque soit leurs nature. Ils sont subdivisés en deux grands ensembles : actifs courants et actifs non courants.

⁴ C. HOARAU, Analyse et évaluation financière des entreprises et des groupes, Edition Vuibert, Paris, 2008, pp 23- 24.

⁵ G. RAIMBAULT, Gestion financière d'entreprise, 5^{ème} édition, 2001, p 36.

Les actifs non courants regroupent l'ensemble des éléments de l'actif qui ne peuvent pas être transformé dans le court terme et le moyen terme. Cet ensemble contient trois sous ensembles : immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

Est considérés comme non courants, les actifs qui :

- sont destinés à être utilisés d'une manière continue pour les besoins d'activité de l'entreprise ;
- sont détenus pour une période dépassant les douze mois à compter de la date de clôture.

Quant à l'actif courant, il s'agit de l'ensemble des actifs qui ne sont pas dessinés a resté durablement dans l'entreprise compte tenu de leur destination ou leur nature. Cet ensemble regroupe les stocks et en cours, les créances et emplois assimilés et les disponibilités (la trésorerie).

Un actif doit être classé comme un actif courant quand :

- il fait partie des activités d'exploitation de l'entreprise (il est attendu qu'il soit réalisé ou consommé au cours du cycle normal de l'entreprise) ;
- il est détenu pour une courte période (dans les douze mois à compter de la date de clôture).

b) Le passif du bilan

Le passif représente l'ensemble des dettes de l'entreprise. On les appelle aussi les ressources. Dans le bilan les ressources sont classées par ordre d'exigibilité croissante, quelque soit leurs nature. Les éléments du passif sont subdivisés en trois ensembles : capitaux propres, passif non courants et passif courant.

Les capitaux propres correspondent a l'ensemble des fonds apportés par les fondateurs (associés, propriétaires), lors de la constitution de l'entreprise. Ces fonds sont constitués par l'ensemble ou une partie des éléments suivants : le capital émis, les primes et réserves, l'écart de réévaluation, le report à nouveau, le résultat de l'exercice, etc.

Est un passif courant tout engagement dont le règlement est prévu sous brève échéance et qui s'inscrit dans le cadre du cycle d'exploitation normal de l'entreprise, tels que les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les impôts et dettes sociales, etc.

Par contre, n'est passif non courant que tout engagement qui ne sera pas réglé dans le cadre d'un cycle d'exploitation normal et sous une échéance de douze mois tels que les emprunts et les dettes financières, certains impôts (différés et provisionnés), etc.

1.5.1.2. Présentation du bilan

Tableau N° 01 : Présentation du bilan

Actifs		Capitaux propres et passifs	
Actifs non courants	↓ Liquidité croissante	Capitaux propres	↓ Exigibilité croissante
		Passifs non courants	
Actifs courants		Passifs courants	
Total		Total	

Source : Etabli par nous même.

1.5.2. Le compte de résultat

1.5.2.1. Définition du compte de résultat

Le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise, pour une période correspondant généralement à un exercice comptable. Il est ainsi un document de synthèse faisant partie des états financiers et ayant pour fonction d'indiquer la performance de l'entreprise⁶. Ce document donne la variation du patrimoine que l'entreprise a gagné (bénéfice) ou perdu (perte) au cours de la période. Ce résultat est obtenu en effectuant la différence entre ce qui est générateur de recette (les produits) et ce que l'entreprise consomme (les charges).

Le résultat dégagé est donc soit :

- un bénéfice, lorsque le total des produits > total des charges ;
- une perte, lorsque le total des produits < total des charges ;
- nul, lorsque le total des produits = total des charges.

Du point de vu de Jean pierre LAHILLE, « le compte de résultat est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le résultat net de l'exercice : bénéfice/ profit ou perte »⁷.

Les informations minimales présentées au compte de résultat sont les suivantes :

- analyse des charges par nature, permettant de déterminer les principaux agrégats de gestion suivants : marge brute, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation ;
- produits des activités ordinaires ;

⁶ J. BARREAU, J. DELAHAYE, Gestion financière, 4^{ème} Edition DUNOD, Paris, p 37.

⁷ J. P. LAHILLE, Analyse financière, 2^{ème} édition, Edition DUNOD, France, 2004, p 40.

- produits financiers et charges financières ;
- charges de personnel ;
- impôts, taxes et versements assimilés ;
- dotations aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations corporelles ainsi que les immobilisations incorporelles ;
- résultat des activités ordinaires ;
- éléments extraordinaires (produits et charges) ;
- résultat net de la période avant distribution.

Le compte de résultat conduit à distinguer trois grandes catégories : résultats d'exploitation, résultat financiers et résultat d'investissement. A chacune de ces opérations correspond un résultat spécifique.

Le résultat d'exploitation traduit l'aboutissement de l'activité industrielle ou/et commerciale qui constitue la vocation naturelle des entreprises.

Le résultat financier est le solde algébrique des produits et des charges financières. L'idée de bon sens est de faire ressortir un résultat net qui exprime l'activité globale de financement-placement de l'entreprise en privilégiant implicitement la notion d'intérêt.

Le résultat exceptionnel donne la différence entre les produits et les charges de nature exceptionnelle. Parmi les éléments exceptionnels, un traitement particulier est réservé aux cessions d'actif. Celles-ci sont l'expression des choix stratégiques des investissements. Elles sont à l'origine des plus ou moins values, lesquelles sont classées dans les éléments exceptionnels.

1.5.3. Les annexes

L'annexe est un ensemble de documents ayant pour rôle d'expliquer, de compléter et de justifier les informations fournies par les autres documents de synthèse. Autrement dit, l'annexe contient des informations supplémentaires concernant les différents postes du bilan et du compte de résultats. THIBAUT en souligne l'importance en écrivant : « la lecture des annexes permet de faire donner une meilleur analyse de la situation de l'entreprise, l'annexe complète l'information donnée dans le compte de synthèse sous une autre forme, il renseigne sur les méthodes comptables utilisées »⁸.

Les principales composantes de l'annexe sont:

- certaines charges financières ;
- les actifs et passifs relevant de plusieurs postes ;

⁸ J. Pierre THIBAUT, Analyse financière de la P.M.E, Edition les liaisons, 1994, p 26.

- les détails concernant les frais de développement à l'actif (dont amortissements, valeur comptable) et charges de frais de recherche ;
- les immobilisations incorporelles ;
- les primes de remboursement d'emprunts obligataires ;
- les comptes de régularisation ;
- les crédits-baux ;
- les effets escomptés non échus (risque de non paiement) ;
- les provisions pour retraite ;
- les garanties (sûretés réelles) ;
- les engagements pour retraite ;
- les faits d'importances significatives expliquant le bilan et compte de résultat.

1.6. Les outils de l'analyse financière

L'analyse financière se base principalement sur l'étude du bilan financier, qui est obtenu sur la base du bilan comptable après le 31/12 de l'année, elle se base aussi sur l'étude des soldes intermédiaires de gestion et l'étude des ratios.

1.6.1. L'analyse par le bilan financier

1.6.1.1. La nécessité d'un retraitement des données comptables

Les données fournies par le bilan comptable ne permettent pas de faire une analyse fiable de la situation financière de l'entreprise. Ceci est dû au fait que les données comptables répondent beaucoup plus à des exigences fiscales et réglementaires. Ce fait peut être illustré par les exemples suivants :

- des investissements qui n'apparaissent pas avec leurs valeurs réelles, déterminées sous l'influence du pouvoir d'achat, de l'inflation..... ;
- des stocks qui n'apparaissent pas avec leurs valeurs réelles (cas de la fluctuation des prix du marché) ;
- certains comptes de créance qui sont utilisés par l'entreprise soit pour une longue durée ou pour une courte durée mais qui peuvent être touchés par l'augmentation ou la diminution de leurs valeurs, etc.

En raison de ce genre d'insuffisances, il est considéré que le bilan comptable ne prend pas suffisamment en considération les changements qui touchent pendant son exercice le patrimoine

d'une entreprise. Pour une analyse de la situation réelle de l'entreprise, il est nécessaire donc de procéder à des retraitements et reclassements des données comptables en tenant compte des changements tant internes qu'externes à l'entreprise.

1.6.1. 2. Le passage du bilan comptable au bilan financier

Pour passer du bilan comptable au bilan financier, il est nécessaire d'effectuer un ensemble d'opérations au préalable. Il s'agit généralement d'effectuer des retraitements, des reclassements, un traitement des actifs sans valeurs, la répartition du résultat de l'exercice et le traitement de l'écart de réévaluation.

a) Les retraitements

Les retraitements ne concernent que les actifs du bilan.

Cette étape fait apparaître des plus ou moins-values qui naissent des comparaisons entre les valeurs financières (VF) qui sont des valeurs réelles et les valeurs comptables nettes (VNC) des comptes considérés.

Sur la base de ces comparaisons, l'entreprise dégagera :

- une plus-value nette si l'ensemble des plus-values > à l'ensemble des moins-values, ceci renforcera les fonds propres ;
- une moins-value nette si l'ensemble des plus-values < à l'ensemble des moins-values, ceci diminuera les fonds propres ;
- ni plus-value nette, ni moins-value nette si l'ensemble des plus-values = l'ensemble des moins-values.

L'intégration de la plus-value nette ou de la moins-value nette dans le bilan financier se fait par le compte « écart de réévaluation ». D'où la relation :

$$\text{Ecart de réévaluation} = \text{les plus-value} - \text{les moins-value}.$$

b) Les reclassements

Cette étape consiste à redonner une présentation schématique par ordre de liquidité croissante pour les comptes de l'actif et par ordre d'exigibilité croissante pour les comptes du passif.

A titre d'exemple :

- les titres de participation seront reclassés dans les immobilisations, en raison de leur caractère durable ;

- le stock minimum qui garantit la continuité du cycle d'exploitation sera reclassé d'une manière automatique de la classe 3, les stocks, vers la classe 2, les immobilisations sous le nom de stock outil (stock de sécurité) comme un emploi permanent des capitaux.

c) Le traitement des actifs sans valeurs

Tous les éléments de la rubrique du bilan comptable n'ayant aucune valeur réelle (pas de valeur marchande) sont considérés comme des actifs sans valeur, on distingue :

- les pertes de l'exercice ;
- les frais préliminaires (frais d'établissements) ;
- l'écart de conversion actif ;
- les charges à répartir sur plusieurs exercices ;
- les primes de remboursement des obligations ;
- le report à nouveau déficitaire.

d) La répartition du résultat de l'exercice

L'analyse financière s'effectue après l'affectation du résultat de l'exercice. Deux situations peuvent se présenter. Dans le cas d'un **déficit (perte)**, le montant de la perte est considéré comme un actif sans valeur et sera donc soustrait du montant des fonds propres. Dans le cas d'un bénéfice, par contre, trois cas peuvent être envisagé :

- si aucune dividende n'est distribué, le bénéfice sera mis en réserves ;
- si la totalité du bénéfice est distribué, il est affecté aux actionnaires et classé comme dettes à court terme puisqu'un décalage existe entre la fin de l'exercice et la distribution effective des dividendes ;
- si le bénéfice est en partie mis en réserves, il y aura une double affectation (aux réserves et aux dettes à court terme).

e) L'écart de réévaluation

Pour passer du bilan comptable au bilan financier, il s'avère indispensable de déterminer l'écart de réévaluation. Celui-ci est déterminé comme suit :

Ecart de réévaluation du bilan financier = écart de réévaluation du bilan comptable + plus -value – moins-value – actifs sans valeur.

Trois cas de figures peuvent se présenter :

- Ecart de réévaluation > 0, dans ce cas il faut augmenter les fonds propres ;
- Ecart de réévaluation = 0, dans ce cas il n'y a aucun effet sur les fonds propres ;
- Ecart de réévaluation < 0, dans ce cas il faut diminuer les fonds propres.

1.6.1.3. L'établissement du bilan financier

Après avoir opéré les retraitements et les reclassements nécessaires sur le bilan comptable, il ya lieu d'élaborer le bilan financier, avec toutes les corrections apportées.

Comme le bilan comptable, le bilan financier est structuré en deux grandes parties. Les ressources et les emplois.

a) Les emplois

La partie emplois regroupe quatre grandes masses : les valeurs immobilisées, les valeurs de l'exploitation, les valeurs réalisables et les valeurs disponibles.

Les valeurs immobilisées dénombrent toutes la rubrique de la classe (2) du bilan comptable à l'exception des frais préliminaires qui n'ont aucune valeur marchande. On inclut aussi dans cette rubrique les titres de participation, les prêts à plus d'un an et le stock outil qui est défini comme étant stock de sécurité qui assure la continuité du cycle d'exploitation, ainsi que toute créance dépassent un an comme les cautionnements versés et les comptes de disponibilités bloqués pour une période à plus d'une année.

Les valeurs de l'exploitation comprennent tous les comptes de la classe (3) stocks, à l'exception du stock outil qu'on reclasse dans les valeurs immobilisées.

Les valeurs réalisables comprennent l'ensemble de la rubrique créances classe (4) à l'exclusion :

- des disponibilités ;
- des titres de participation, ainsi que les prêts à plus d'un an ;
- les créances définitivement irrécouvrables ;
- des créances douteuses ;
- des titres de placement peu attractifs sur le marché boursier sont considérés comme des valeurs dormantes ;
- la partie des effets à recouvrer facilement escomptable sont à transférer dans la rubrique des valeurs disponibles.

Les valeurs disponibles regroupent toute la liquidité de l'entreprise, c'est à dire les valeurs d'actifs les plus liquides détenus au niveau de la caisse et les comptes de banque et de CCP.

b) Les ressources

La structure du passif est formée des trois composantes : les fonds propres, les dettes à long terme et les dettes à court terme.

Les fonds propres représentent l'origine du patrimoine de l'entreprise. Ils sont des fonds dont dispose l'entreprise à titre permanent. Ils proviennent des apports des associés et des bénéfices non distribués.

Les dettes à long et moyen terme sont constituées de toutes les ressources qui proviennent des institutions financières et que l'entreprise doit rembourser dans un délai qui est supérieur à une année.

Les dettes à court terme sont par contre toutes les dettes contractées et dont l'échéance est inférieur à une année, c'est à dire des dettes que l'entreprise doit rembourser dans un délai qui ne dépasse pas une année.

1.6.2. L'analyse financière par les ratios

L'analyse financière par ratios permet aux responsables financiers de suivre les progrès de son entreprise et de situer l'image qu'elle offre aux tiers intéressés tels que les actionnaires, les banquiers, les clients, les fournisseurs et le personnel.

L'objectif fondamental de la méthode des ratios consiste à mieux connaître l'entreprise et à évaluer précisément l'importance de ses qualités et de ses défauts.

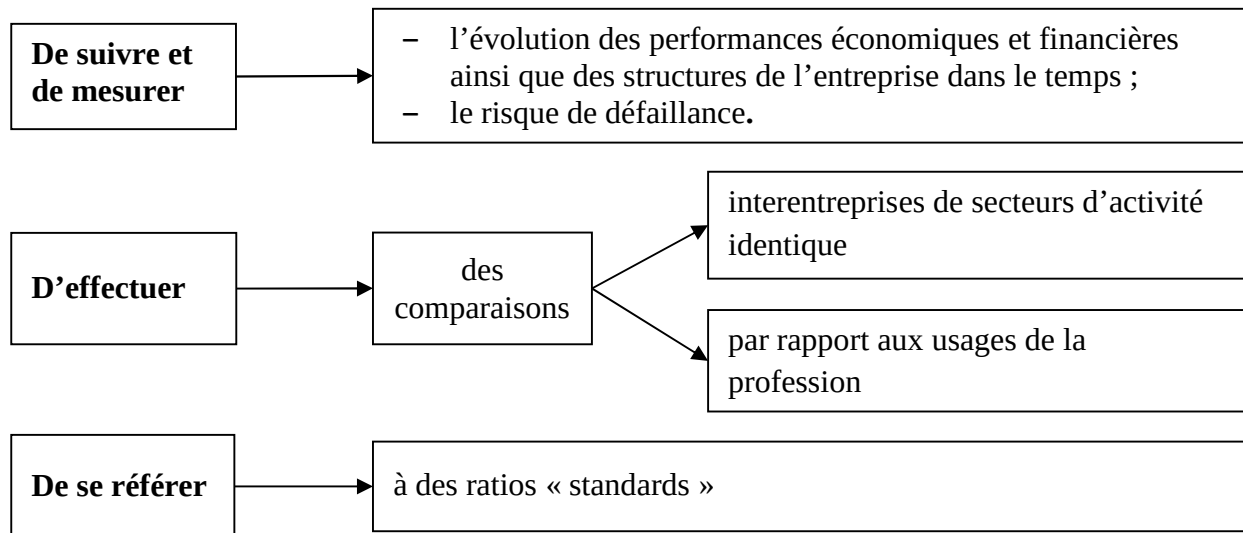
1.6.2.1. Définition d'un ratio

En analyse financière, un ratio compare, sous forme de coefficient, deux comptes ou groupes de comptes tirés du bilan et/ou du compte de résultat. Il permet ainsi de mesurer la santé financière d'une entreprise et d'effectuer des comparaisons avec d'autres entreprises du même secteur ou d'étudier son évolution d'une année à l'autre.

Un seul état de synthèse peut faire l'objet de plusieurs analyses différentes, ce qui justifie le nombre innombrable de ratios auxquels nous pouvons avoir accès. Pour notre travail, nous avons jugé utile de faire une présentation des ratios les plus importants⁹.

⁹ <http://Analyse-Financière-Méthode-Ratios>.

Schéma N°02 : Rôle et objectifs de l'analyse par les ratios



Source : Béatrice et F. GRANDGUILLOT, « Analyse financière », Edition Lextenson, Paris, 2008, p 143.

1.6.2.2 Classification des ratios

En analyse financière, les ratios sont classés en trois groupes : les ratios de structure, les ratios d'activité, les ratios de rentabilité.

a) Les ratios de la structure financière

Les ratios de la structure financière s'agissent des ratios qui caractérisent la situation de l'entreprise à un moment donné, c'est-à-dire la relation existante entre les éléments de l'actif et ceux du passif. Nous allons détailler dans la section qui suit les principaux ratios de structures.

b) Les ratios d'activité

Les ratios d'activité mettent en rapport des postes du bilan et des postes du compte de résultat pour analyser l'évolution de l'activité de l'entreprise. Ce type de ratio nous allons le détailler dans la troisième section de ce chapitre.

c) Les ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilité mettent en rapport les résultats, le chiffre d'affaire, les capitaux afin de mesurer les rentabilités économiques et financières de l'entreprise.

Le tableau ci-après retrace les différents ratios de rentabilité.

Tableau N°02 : Les ratios de rentabilité

Nature	Formule	Interprétation
Ratio de rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	Il mesure l'amplitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés. Ce ratio doit être suffisamment élevé.
Ratio de rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif ou passif}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs.
Ratio de rentabilité commerciale	$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{\text{Chiffre d'affaire}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice net à partir du chiffre d'affaire. Ce ratio exprime la rentabilité de l'entreprise en fonction de son volume d'activité.

Source : Etabli par nos même

1.6.3. L'analyse financière par les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Les soldes intermédiaires de gestion constituent un outil d'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise. Il permet d'apprécier la performance de l'entreprise et la création de la richesse générée par son activité, de décrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre :

- les salaires et les organismes sociaux ;
- l'Etat ;
- les apporteurs de capitaux ;
- l'entreprise elle-même¹⁰.

Nous allons détailler par la suite dans la section trois les composantes du SIG.

Section 2. Les agrégats de l'équilibre financier

L'étude des équilibres financiers est une phase importante dans le travail d'analyse financière d'une entreprise. En effet, il permet d'avoir un aperçu sur la structuration du patrimoine et les ressources de l'entreprise. Pour cela, nous allons nous intéresser aux grands agrégats qui sont le fond de roulement, le besoin en fond de roulement et la trésorerie nette. Et nous allons présenter les ratios de structures.

2.1. L'équilibre financier à long terme : le fond de roulement (FR)

La notion du fond de roulement est la plus utilisée dans l'analyse financière tant au niveau pratique que théorique. La détermination du fonds de roulement est l'une des étapes importantes de l'analyse financière de l'entreprise.

¹⁰ M. HARANGER, Diagnostic financier, Edition Hachette, Paris, 2008, P 75.

Le fond de roulement présente la part des capitaux permanents affecté au financement du cycle d'exploitation après avoir couvert les emplois permanents.

2.1.1. Les différents types du fond de roulement et leurs modes de calculs

Le fond de roulement se compose de plusieurs types à savoir : le fond de roulement net, le fond de roulement propre, le fond de roulement étranger et fond de roulement économique.

2.1.1.1. Le fond de roulement net ou permanent (FRN)

Le fonds de roulement permanent peut se définir comme la fraction des capitaux permanents laissés disponible pour financer le cycle d'exploitation¹¹

Le fond de roulement permanent peut être calculé à partir du bilan financier par deux méthodes : Par le haut du bilan ou par le bas du bilan.

a) La méthode par le haut du bilan

Le fond de roulement net est l'excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé et pouvant financer l'actif circulant.

Il se calcule : $\text{Fond de roulement net} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actifs immobilisés nets}$

b) La méthode par le bas du bilan

Le fond de roulement net est la marge de sécurité constituée par l'excédent des capitaux circulants sur les dettes à court terme.

Il se calcule comme suit : $\text{Fond de roulement net} = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à court terme}$

2.1.1.2. Le fond de roulement propre (FRP)

C'est l'excédent des ressources dégagées par le fonds propre après financement des immobilisations nettes. Une entreprise ne peut disposer de ce fonds que si ces capitaux propres sont supérieurs aux immobilisations nettes.

Le FRP se calcule comme suit : $\text{FRP} = \text{Capitaux Propres} - \text{Actif Immobilisé nets}$

2.1.1.3. Le fond de roulement étranger (FRE)

C'est la partie du fond de roulement total financé par les capitaux extérieurs, autrement dit c'est le financement de l'actif circulant par les capitaux extérieurs¹².

¹¹ G. ALFONSI, Pratique de la gestion de l'analyse financière, 1984, p 678.

¹² <https://www.overblog.com/Fonds-de-roulement-art135109>

Fonds de roulement étranger = Dettes à long et moyen terme + Dettes à court terme

Ou : Fond de roulement étranger = Fond de roulement net – Fond de roulement propre

2.1.1.4. Le fond de roulement brut ou total ou économique

La notion du fond de roulement brut correspond purement et simplement au montant des « valeurs de roulement », c'est-à-dire aux éléments de l'actif circulant. Ces derniers sont en effet susceptibles d'être transformés en monnaie à moins d'un an et de subir ainsi un renouvellement, une rotation. Il se calcule suivant cette formule :

Fond de roulement brut = Actif circulant = Stocks et en cours + Créances + Disponibilités

2.1.2. Les situations du fond de roulement

- Un **fonds de roulement est positif** lorsque les ressources de financement sont supérieures à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les capitaux permanents couvrent les besoins à long terme de l'entreprise. L'équilibre financier est donc respecté et l'entreprise dispose grâce au fond de roulement d'un excédent de capitaux permanents qui lui permettra de financer ses autres besoins à court terme.
- Un **fonds de roulement est nul** lorsque les ressources de financement sont égales à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les capitaux permanents couvrent les besoins à long terme de l'entreprise. Même si l'équilibre de l'entreprise est atteint, celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressources à long terme pour financer son cycle d'exploitation ce qui rend son équilibre financier précaire.
- Un **fonds de roulement est négatif** lorsque les capitaux permanents de l'entreprise sont inférieurs à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les ressources de financement ne couvrent pas les besoins à long terme de l'entreprise. La règle de prudence de l'équilibre financier n'est donc pas respectée. L'entreprise doit donc financer une partie de ses emplois à long terme à l'aide de ressources à court terme ce qui lui fait courir un risque important d'insolvabilité. Une telle situation entraîne généralement une action rapide de la part de l'entreprise pour accroître ses ressources à long terme et retrouver un fond de roulement excédentaire¹³.

¹³ http://www.campus.hesge.ch/doc/analyse_financiere/Etudiants_analyse_bilan.pdf

2.2. L'équilibre financier à court terme : le besoin en fond de roulement (BFR)

L'équilibre financier à court terme traduit la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à court terme par ses simples valeurs d'exploitation et valeurs réalisables.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est la mesure des ressources financières qu'une entreprise doit mettre en œuvre pour couvrir le besoin financier résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements (dépenses et recettes d'exploitation nécessaires à la production) et aux encaissements (commercialisation des biens et services) liés à son activité.

2.2.1 Les types du besoin de fonds de roulement et leurs modes de calculs

Le besoin de fond de roulement a plusieurs types à s'avoir : le besoin de fonds de roulement d'exploitation, le besoin de fond de roulement hors exploitation, et le besoin de fonds de roulement total.

2.2.1.1. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation est le solde entre les besoins cycliques liés à l'exploitation et les ressources cycliques liées à l'exploitation.

Besoin de fond de roulement d'exploitation = Emplois Cyclique - ressources Cyclique
D'où : Emplois cycliques c'est l'ensemble des valeurs d'exploitation et des valeurs réalisable.

Ressources cycliques c'est l'ensemble des dettes à court terme diminuées éventuellement des concours bancaires s'ils existent.

2.2.1.2. Le besoin en fond de roulement hors exploitation (BFRHE)

Le BFRHE est le solde des besoins cycliques et des ressources cycliques non liés à l'exploitation. Les besoins cycliques non liés à l'exploitation concernent les emplois non permanents, sans signification économique particulière. Par exemple : le compte autres débiteurs à l'actifs, créance sur cession d'immobilisation.

Les ressources cycliques non liés à l'exploitation ce sont des ressources non permanentes, sans signification économiques particulièrement tel que le compte « autres créditeurs » au passif. (Dettes sur immobilisation...)

Besoin en fonds de roulement hors exploitation = Emplois Cycliques Hors Exploitations - Ressources Cycliques Hors Exploitation.

2.2.1.3. Le besoin en fonds de roulement total (BFRT) ou (BFR)

C'est la somme de besoin en fonds de roulement d'exploitation et le besoin en fonds de roulement hors exploitation.

Besoin de Fond de Roulement Total = Besoin de Fond de Roulement d'Exploitation + Besoin de Fond de Roulement Hors Exploitation.

2.2.2. Les situations de besoin en fond de roulement

Trois situations peuvent se présenter :

- Un **besoin en fond de roulement est positif** lorsque les ressources d'exploitation d'une entreprise sont inférieures aux emplois d'exploitation. Ce qui implique que l'entreprise est obligée de financer ses besoins à court terme. L'entreprise comblera généralement ces besoins par deux principaux moyens : soit en utilisant son excédent de ressources à long terme (fonds de roulement) ou soit en utilisant ses ressources financières additionnelles à court terme (concours bancaires...).
- Un **besoin en fond de roulement est négatif** lorsque les ressources d'exploitation d'une entreprise sont supérieures aux emplois d'exploitation. Ce qui implique que l'entreprise n'a pas de besoin d'exploitation à financer, dans la mesure où le passif circulant dépasse les besoins de financement de son actif d'exploitation¹⁴.
- Un **besoin en fond de roulement est nul**, dans le cas où les ressources d'exploitation de l'entreprise sont égales aux emplois d'exploitation. Dans ce cas l'entreprise n'a pas de besoin d'exploitation à financer, dans la mesure où le passif circulant est suffisant pour financer l'actif circulant.

2.3. L'équilibre financier immédiat : l'analyse de la trésorerie (T)

L'équilibre financier immédiat désigné par l'indicateur (T) reflète la situation de l'entreprise à très court terme. Ceci donne une idée sur la capacité de l'entreprise à saisir toute opportunité qui peut se présenter sur le marché.

2.3.1. Le mode de calcul de la trésorerie

La trésorerie nette peut être déterminée de deux manières différentes, à savoir :

¹⁴ <http://www.petite-entreprise.net/notion-de-besoin-de-fonds-de-roulement.html>

Trésorerie = Fond de roulement (FR) – Besoin en fond de roulement (BFR).
Ou, Trésorerie = Actifs circulants financiers (trésorerie active) - dettes financières à court terme (trésorerie passive).

2.3.2. Les différentes situations de la trésorerie

La trésorerie varie en fonction du fond de roulement et le besoin du fond de roulement. Les situations qui peuvent être envisagées sont : une trésorerie positive, une trésorerie négative et une trésorerie nulle.

L'entreprise présente une **trésorerie positive** lorsque les ressources financière de l'entreprise sont suffisantes pour couvrir les besoins, ce qui signifie que la situation financière de l'entreprise est saine et qu'elle est en même mesure de financer un surcroît des dépenses sans recourir à un emprunt.

Par contre, dans le cas d'une **trésorerie négative**, l'entreprise ne dispose pas suffisamment de ressources financière pour combler ses besoins, elle doit recourir à des financements supplémentaires à court terme. Il ya donc un risque financier à court terme si l'entreprise ne parvient pas à accroître rapidement ses ressources financières à long terme, ou à limiter ses besoins d'exploitations à court terme.

Enfin, dans le cas d'une **trésorerie nulle**, les ressources financières de l'entreprise suffisent juste à satisfaire ses besoins de financement. La situation de l'entreprise est équilibrée mais celle-ci ne dispose d'aucunes réserves pour financer un sur plus de dépenses que ce soit en termes d'investissement ou d'exploitation¹⁵.

2.4. Les ratios de structures

Les ratios de structure sont calculés à partir du bilan. Ils ont pour objet de définir les caractéristiques de l'établissement dans la composition de l'actif et du passif et de tester sa solidité et son indépendance.

Nous allons présenter les ratios de structure sous forme d'un tableau.

¹⁵ E. COHEN, Gestion financière e l'entreprise et développement financière, Edition Economica, Paris, 2004, p 133

Tableau N° 03: Les ratios de structure

Nature	Mode de calcul	Explication
Ratio d'autonomie financière	Capitaux propres / Total des dettes	Il doit être supérieur à 1 car les ressources internes (capitaux propres) doivent être supérieures aux capitaux empruntés. Il mesure la capacité de l'entreprise à s'endetter.
Ratio d'immobilisation de l'actif	Immobilisations / Actif total	Il met en évidence la sur-immobilisation ou la sous-immobilisation de l'actif. Variable selon les secteurs, il est relativement faible dans les entreprises commerciales car elles ont peu d'immobilisations.
Ratio de capacité de remboursement	Dettes à long et moyen terme / capacité d'autofinancement	Il mesure le temps nécessaire pour rembourser les dettes financières. Un résultat proche de 3 années de remboursement est jugé correct
Ratio de solvabilité générale	Total actif/ (Dettes à plus un an) + (Dettes à moins d'un an)	Il mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif.
Ratio de liquidité générale	Actif circulant / dettes à court terme	Le ratio est variable selon le type ou l'activité de l'entreprise. Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme. Ce ratio doit être supérieur à 1.
Ratio de liquidité relative	Créance à moins d'un an + disponibilités/ dettes à court terme	Ce ratio est le meilleur indicateur de la solvabilité à court terme de l'entreprise. Il indique la capacité relative à faire face à ses dettes à court terme. Il doit être proche de 1.
Ratio de liquidité immédiate	Disponibilité/ dettes à court terme	Ce rapport mesure la capacité de l'entreprise à faire face à ces dettes à court terme dans l'immédiat.
Ratio d'endettement	DLMT/Capitaux propres	Il mesure l'indépendance financière de l'entreprise vis-à-vis des créanciers. Il est préférable que le ratio d'endettement soit inférieur à 1. Dans le cas où il serait trop faible, on pourrait en conclure que l'entreprise dépend des investisseurs et se montre trop prudente dans sa gestion. Si, au contraire, ce ratio est trop élevée, l'entreprise est très endettée et dépend des prêteurs (banques). Dans ce cas de figure, les charges financières risquent d'avoir un impact négatif sur le résultat net de l'entreprise et ses conditions d'emprunt.

Source : Etabli par nous même

Section 3. L'évaluation de la rentabilité

Chercher la rentabilité d'une opération, d'une activité, d'une entreprise, c'est toujours ramener le profit ou la satisfaction que l'on tire de cette activité à l'effort que l'on a dû consentir pour la mettre en œuvre.

3.1. Etablissement des soldes intermédiaires de gestion

Le solde intermédiaire de gestion (SIG) est un des éléments intermédiaires du compte de résultat utilisé pour apprécier les performances des entreprises de manière plus fine et pour pouvoir comparer les entreprises les unes avec les autres. On distingue : la marge commerciale, la production de l'exercice, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat d'exploitation, le résultat courant avant impôts, le résultat exceptionnel et le résultat net (soit 8 soldes intermédiaires de gestion).

Le calcul des soldes intermédiaires de gestion permet :

- d'apprécier la performance de l'entreprise et la création de richesses générée par son activité ;
- de décrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre les salariés, l'Etat, l'entreprise elle-même

Nous allons présenter dans le tableau qui suit les soldes intermédiaires de gestion et leur mode de calcul.

Tableau N° 04: Les soldes intermédiaire de gestion

Désignation	Mode de calcul	Interprétation
Marge commerciales	Marge commerciale = Ventes de marchandises – Coût d'achat des marchandises vendues	Elle mesure la marge sur les activités de négoce (ventes de marchandises). C'est un indicateur très important pour mesurer la performance économique des entreprises commerciales.
Production de l'exercice	Production de l'exercice = production vendue + production stockée – production immobilisé	Elle mesure l'effort de production des entreprises ayant une activité industrielle de transformation ou de prestation de services. La production est un indicateur de l'activité réelle de l'entreprise
Valeur ajoutée (VA)	Valeur ajoutée = marge commerciale + production de l'exercice – Consommations en provenance des tiers	Elle mesure la richesse créée par l'entreprise. C'est-à-dire l'accroissement de valeur donnée par l'entreprise aux biens et services en provenance de tiers à l'aide de ses facteurs de production. La valeur ajoutée est un indicateur de performance qui rend compte du poids économique de l'entreprise.
L'excédent brut d'exploitation (EBE)	L'excédent brut d'exploitation = valeur ajoutée + subvention d'exploitation – charges personnel – impôts et taxes	Il mesure la performance économique de l'entreprise. C'est la part de valeur ajoutée qui revient à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux.
Résultat d'exploitation	Le résultat d'exploitation = EBE + autres produits + reprise sur amortissements, dépréciations et provisions – dotations aux amortissements – autres charges	Ce résultat traduit la performance économique de l'entreprise indépendamment de sa politique de financement et du régime d'imposition des bénéfices.
Résultat courant avant impôt (RCAI)	RCAI = résultat d'exploitation + produit financier – charges financière	Profit d'exploitation (net d'amortissement) et profit financier. Le RCAI est donc déterminé en partie par la politique d'amortissement et la structure financière de l'entreprise
Résultat exceptionnel	Résultat exceptionnel = produits exceptionnel – charges exceptionnel	Profit hors exploitation courante (plus values ou moins values créées à partir des cessions d'actifs...).
Le résultat net	Le résultat net = Résultat courant avant impôts +/- Résultat exceptionnel – Impôt sur les sociétés – participation des salariés	Profit résultant de toutes des aspects de l'activité économique. Ce solde permet aux actionnaires et aux analystes financiers d'apprécier la performance et la rentabilité de l'entreprise.

Source : Etabli par nous même.

3.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF ne fait pas partie des soldes intermédiaires de gestion, mais un agrégat de plusieurs éléments issus du compte de résultat. A ce titre, il paraît logique de lui réserver une attention particulière dans cette section.

La CAF exprime la capacité de l'entreprise à générer des ressources grâce à son activité habituelle. Ces ressources servent à financer les remboursements d'emprunts, l'acquisition de nouveaux investissements, l'augmentation éventuelle des stocks et la distribution des dividendes.

La CAF peut se calculer selon deux méthodes :

- Calcul à partir de l'excédent brut d'exploitation: la méthode soustractive;
- Calcul à partir du résultat net comptable: la méthode additive.

3.2.1. La méthode soustractive

Capacité d'Autofinancement = EBE +Autres produits - autres charges (exploitation)
+Transferts de charges d'exploitation + /- Quottes- parts des opérations faites en commun
+Produits financiers - charges financières +Produits exceptionnels- charges exceptionnelles-
impôts sur les bénéfices -Participation des salariés

3.2.2. La méthode additive

Capacité d'Autofinancement = Résultat net + Dotation aux amortissements, dépréciation et, provisions -Reprise sur amortissements, dépréciation +Valeur comptable des éléments d'actif cédés - produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés - quote part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice.

3.3. Les ratios d'activités

Dans le tableau qui suit nous allons présenter les ratios d'activités.

Tableau N° 05: Les ratios d'activités

Nature	Formule	Interprétation
Taux de croissance du CA HT	$\frac{CA_n - CA_{n-1}}{CA_{n-1}}$	L'évolution du chiffre d'affaire permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise.
Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes de marchandise HT}}$	Il mesure l'évolution de la performance de l'activité commerciale de l'entreprise.
Taux de croissance de valeur ajoutée	$\frac{VAN - VAN_{-1}}{VAN_{-1}}$	L'évolution de la valeur ajoutée est également un indicateur de croissance.
Taux d'intégration	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Chiffre d'affaire hors taxes}}$	Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes.
Poids de l'endettement	$\frac{\text{Charges d'intérêts}}{\text{Excédent brut d'exploitation}}$	Il mesure le poids de l'endettement de l'entreprise.
Durée moyenne du crédit clients	$\frac{\text{Créances clients et comptes rattachés en cours de production}}{\text{Chiffre d'affaire TTC}} * 360J$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients. Un allongement de ce délai peut être expliqué par une détérioration de la solvabilité des clients de l'entreprise ou par l'existence de litiges.
Durée moyenne du crédit fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs et compte rattachés}}{\text{Achat TTC}} * 360$	Il mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être supérieur au ratio du crédit clients. Un allongement de ce délai constitue un signe possible de difficulté de trésorerie.
Rotations des stocks (entreprise commerciales)	$\frac{\text{Stock moyen de matières première}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} * 360J$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du BFR.
Rotations des stocks (entreprise industrielle)	$\frac{\text{Stock moyen de matières première}}{\text{Coût d'achat des matières premières consommées}} * 360J$ $\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} * 360J$	Il mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du BFR.

Source : Etabli par nous même

Conclusion

Nous concluons que l'analyse financière est un outil indispensable à la bonne marche de l'entreprise. Son objectif consiste à utiliser les ressources limitées d'un agent économique de la façon la plus efficace possible. Elle permet de mesurer et d'apprécier la performance de l'entreprise, elle cherche aussi à mesurer l'équilibre financier entre les ressources et les emplois.

Chapitre III

*Présentation de
L'ENIEM*

Introduction

Pour pouvoir répondre aux questions posées dans l'introduction, il nous semble nécessaire d'étudier un cas d'entreprise. L'entreprise qui fera l'objet de notre étude sera l'entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM).

Nous allons essayer à travers cette étude d'analyser la performance de cette entreprise. Avant d'étudier cette analyse, nous devons d'abord passer par la présentation des caractéristiques générales de l'ENIEM composées de son personnel, de ses produits, ainsi que les caractéristiques de l'activité de l'entreprise faisant l'objet de la première section du premier chapitre.

La deuxième section de ce chapitre portera sur les indicateurs économiques de l'ENIEM. Cette dernière est l'une des entreprises qui ont été créées dans l'objectif de contribuer au développement économique et social de l'économie nationale.

Section 1. Présentation générale de l'ENIEM

Les points à traiter dans cette première section consiste à la présentation des caractéristiques générales de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager et de son activité. Ces points porteraient sur des informations générales identifiant l'ENIEM tels que un aperçu historique, sa situation géographique, son statut juridique, son patrimoine ainsi que son objet social, ses objectifs et son organisation.

1.1. Un aperçu historique

L'ENIEM est une entreprise publique économique de droit algérien constituée le 02 janvier 1983 par les dispositions du décret N°83/19 mais qui existe depuis 1974, sous la tutelle de l'entreprise SONELEC (Société Nationale de fabrication et de montage du matériel Electronique).

Elle est dotée d'un potentiel d'équipements très important et d'un potentiel humain avoisinant les 3500 travailleurs. Son capital social qui était de 2957000.000DA est actuellement passé à 10.279.800.000 DA.

L'ENIEM a été chargée de la production et de la commercialisation des produits électroménagers. Elle déposait à sa création des structures suivantes :

- un complexe d'appareils ménagers de Tizi-Ouzou, entrés en production en juin 1977 ;
- une unité lampe de Mohammedia, entrée en production en février 1979.

1.1.1. Quelques dates importantes

En 1989 en application de la loi 88-01 du 12 janvier 1988, l'entreprise ENIEM est devenue une société par action (SPA) au capital social de 40.000.000 DA. Ce dernier a été augmenté à 700.000.000 DA dans le cadre des mesures d'assainissement arrêtées par la direction du trésor public.

En juillet 1993, le capital de l'entreprise était de 957.500.000 DA dont les actions sont réparties comme suit :

- 76,82% pour les fonds de participation des industries diverses ;
- 23,18% pour les fonds de participation de bien d'équipement.

En octobre 1996, le capital a vu une augmentation de 2000.000.000 DA par l'apport du trésor public. Le capital social de l'ENIEM devient 2957500.000 DA détenu en totalité par la société de gestion des participations (SGP).

En 1998, l'ENIEM, était la première entreprise en Algérie et au Maghreb à être certifiée à l'ISO 9002 avec l'AFEQ « Association Financière de l'Assurance Qualité ». Elle vient de renouveler son certificat avec QMI du Canada. En avril 2004, elle est certifiée à l'ISO14001 sur le management environnemental.

Aujourd'hui, son capital social est devenu 10 279 800.000.00 DA, détenu en totalité (100%) par la société de gestion des participations Industries Électrodomestiques « SGP. INDELEC ».

1.1.2. La création de l'ENIEM

La politique industrielle algérienne des années 70 a donné naissance à de grandes sociétés qui ont très vite connu des problèmes de gestion dus à leurs tailles. Afin d'assurer une meilleure exploitation, ces grands pôles industriels ont fait l'objet d'une restructuration au début des années 80.

La restructuration organique de 1983 de l'un de ces grands pôles consistant en la Société Nationale de fabrication et de montage du Matériel Electrique et Electronique SONELEC créée en 1974, a donné naissance à huit (08) entreprises dont l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM), créée par le décret n° 83-19 du 02/01/1983.

1.2. La situation géographique

L'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager est implantée à Tizi-Ouzou, où elle bénéficie de plusieurs avantages en infrastructures externes comme la route nationale n°12.

Le siège social de l'entreprise-mère se situe au chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou alors que les unités de production froid, cuisson et climatisation sont implantées au niveau de la zone industrielle Aissat-Idir de Oued-Aissi, à 07 Kms du chef-lieu de la wilaya.

L'entreprise dispose de deux filiales : la filiale sanitaire EIMS est installée à Miliana, Wilaya d'Ain-Defla, et la filiale lampe FILAMP à Mohammedia, Wilaya de Mascara.

1.3. Le statu juridique

L'ENIEM est transformée en une entreprise publique économique en 1989 sous la forme juridique d'une société par actions (SPA). Elle est dotée d'un capital social de 4.000.000 de dinars (DA). L'ENIEM relève actuellement de la SGP« INDELEC¹ » qui détient la totalité de son capital social, relevé à 10.279.800.000 DA.

1.4. La consistance physique du patrimoine

Le patrimoine foncier et immobilier de l'ENIEM de l'entreprise mère est constitué, au début de l'année 2008, des éléments suivants :

- d'un siège social au centre de Tizi-Ouzou d'une superficie de 3748 m² avec une surface bâtie avec emprise au sol d'une superficie de 1621 m² ;
- d'un atelier de service après-vente à Oued-Aissi d'une superficie de 10.000 m² avec une surface bâtie de 4732 m² ;
- d'un local commercial au centre de Tizi-Ouzou d'une superficie de 58 m² ;
- d'un complexe industriel à Oued-Aissi d'une superficie de 41,7 Hectares dont : une surface bâtie de 15,4 Hectares et une surface non bâtie considérée comme espaces verts et servitudes de 26,3 hectares.

Chacune des unités du complexe industriel de l'ENIEM dispose des bâtiments industriels et de stockage autonomes mais elles partagent l'utilisation des infrastructures communes. La répartition du patrimoine du complexe industriel par unités est donnée dans le tableau suivant.

¹ Industries Electrique et Electronique

Tableau N° 06 : La répartition du patrimoine du complexe industriel par unité. (Unité =M²)

N°	Désignation de l'unité	Surface non bâtie	Surface bâtie	Surface totale
01	Froid	131 139,02	83 636,42	214 775,44
02	Cuisson	51 010,86	27 108,22	78 119,08
03	Climatisation	19 456,79	10 623,08	30 079,87
04	Prestation technique	59 105,12	31 983,61	91 088,73
05	Commerciale	1 751,21	1 319,67	3 070,88
	Total	262 463,00	154 671,00	417 134,00

Source : Le plan stratégique de redressement de l'ENIEM.

L'ENIEM dispose aussi de quatre (04) sites industriels excédentaires non exploités consistant en :

- un parc de maintenance d'une superficie de 23.090 m² situé à la sortie Est de Tizi-Ouzou ;
- un Ex-projet de climatiseurs d'une superficie de 39.103 m² situé à Larbaa-Nath-Irathen ;
- un service après-ventes Ex-EDIED (Entreprise de Distribution des Equipements Domestique) d'une superficie de 2.930 m² situé à Larbaa-Nath-Irathen ;
- un parc matériel d'une superficie de 18.700 m² situé à la zone industrielle de Tala-Athmane.

Concernant la situation juridique du patrimoine de l'entreprise, l'ENIEM est propriétaire de l'ensemble des terrains et du patrimoine immobilier cité ci- dessus.

1.5. L'objet social de l'ENIEM

L'objet social de l'entreprise consiste dans la conception, la production, la recherche et le développement dans le domaine des produits électroménagers ainsi que la prise en charge de la fonction de commercialisation et la promotion du service après-vente de ses produits.

L'ENIEM a évolué dans un environnement où la contrainte budgétaire n'existait pas et l'objectif de rentabilité n'a jamais été une priorité. Les objectifs sociaux ont de tout temps dominé et la législation avantageait les valeurs sociales (le maintien de l'emploi, augmentation des salaires,...).

Aujourd'hui, avec la transition du pays vers l'économie de marché où la rentabilité constitue un objectif fondamental, l'ENIEM s'est vue obligée de reconsidérer ses objectifs comme suit :

- le maintien de sa position concurrentielle sur le marché national en améliorant la qualité de ses produits et en suivant l'évolution de ses parts de marché ;
- l'augmentation des capacités d'études et de développement ;
- l'amélioration de la maintenance de l'outil de production des installations ;

- la valorisation des taux d'intégration (interne et externe) ;
- l'augmentation de volume de production ;
- le renforcement de sécurité du patrimoine et des installations ;
- réduire les charges de structure ;
- la réduction des coûts et la relance d'autres sources de revenus ;
- la réalisation d'une rentabilité financière par l'amélioration du chiffre d'affaires et la réduction des coûts².

1.6. L'organisation générale de l'entreprise

L'organisation de l'ENIEM a subi un changement important en 1998. Après le diagnostic stratégique et fonctionnel mené par le CETIC (Centre d'Etude Technique d'Information et de Communication) en 1961, l'ENIEM a adopté une nouvelle stratégie de portefeuille et elle s'est réorganisée en « filiales ». De ce fait l'ENIEM est devenue un Groupe (ENIEM-Groupe) constitué de :

- la société mère, l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM), chargée de la fabrication, la distribution et la commercialisation des produits électroménagers ;
- la filiale EIMS (Entreprise Industrielle de Matériel Sanitaire), située à Miliana wilaya Ain-Defla et entrée en fabrication en 1979 pour la production des produits sanitaires (baignoires, éviers, lavabos, receveur de douche...), sous la licence RAI Allemagne ;
- la filiale FILAMP (Entreprise Nationale de Fabrication des Lampes) située à Mohammedia/Mascara, entrée en production en 1979 pour la production des produits d'éclairage sous les licences ORSAM (Allemagne) et FALMA (Suisse).

Par la suite, la restructuration du Complexe d'Appareils Ménagers (CAM) en 1998 a donné lieu à une réorganisation en trois unités de production, une unité de prestation technique et une unité commerciale.

Les unités de production sont les unités chargées de la fabrication. Elles sont spécialisées par produits. Nous retrouvons des unités telles que l'unité froid, l'unité cuisson et l'unité climatisation. L'unité de prestation technique est l'unité chargée de fournir des prestations techniques et les services nécessaires aux unités de production tels que :

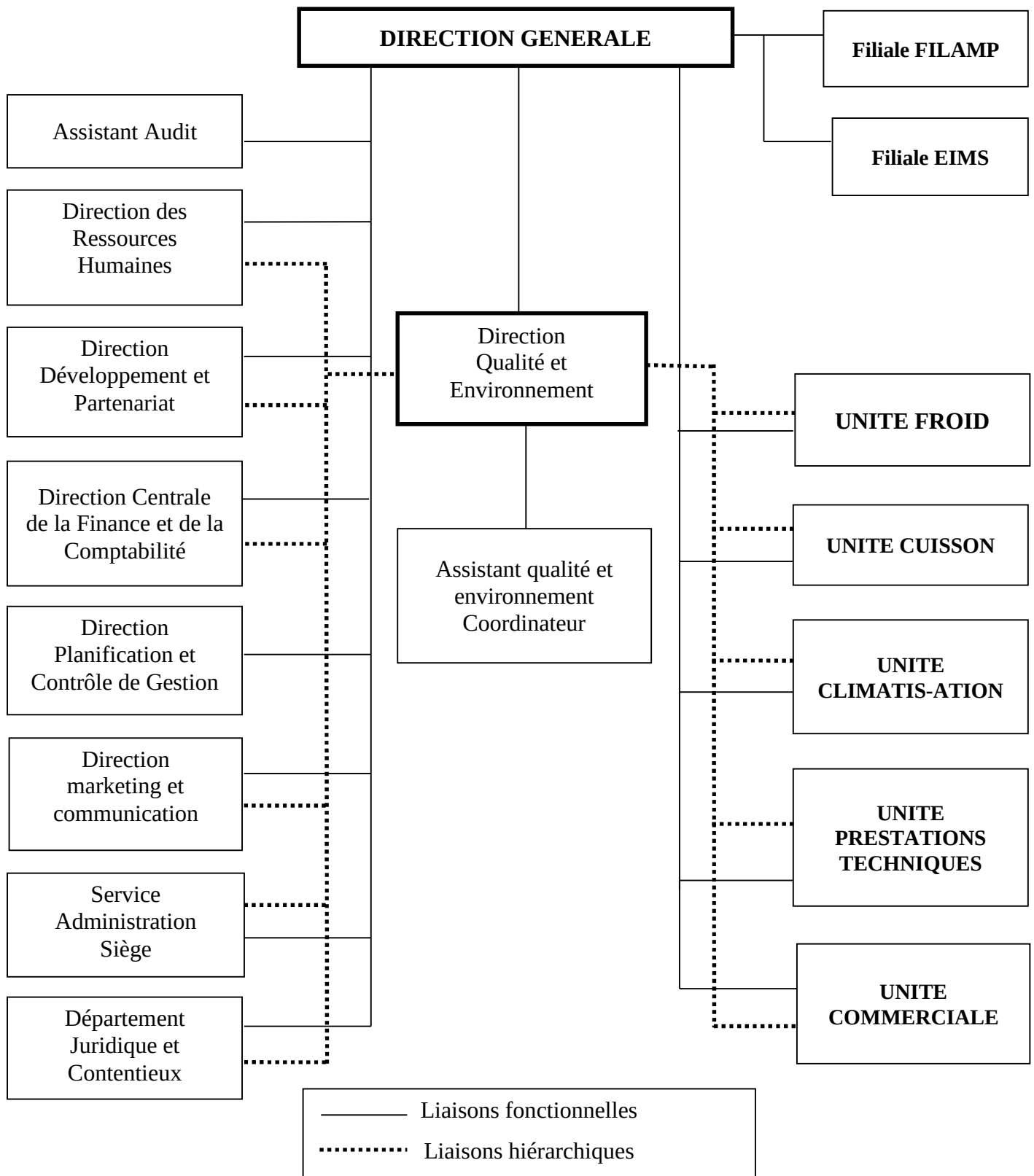
- la réparation des outils et des moules ;

² Thèse, « Essai d'analyse de stratégies de redressement d'entreprises en difficulté : Cas de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM) », UMMTO, Promotion 2012.

- la fabrication de pièces de rechange mécaniques ;
- la conception et réalisation d'outillage ;
- la gestion des énergies et des fluides et la gestion informatique ; etc.

Les unités de production disposent d'une autonomie de gestion étendue à l'ensemble des fonctions et sont rattachées fonctionnellement à la direction générale. Cette dernière est responsable de la stratégie et de développement de l'entreprise. Elle exerce son autorité fonctionnelle et hiérarchique sur l'ensemble des directions et des unités. L'organisation générale de l'ENIEM est représentée dans la figure suivante.

Figure N°01 : L'organigramme de l'ENIEM



Source : Document interne de l'ENIEM.

Section 2. Quelques indicateurs économiques de l'ENIEM

2.1. Le type d'activité-produit

2.1.1. La gamme des produits de l'ENIEM

L'ENIEM offre une gamme de produits de l'électroménager variée et composée de plusieurs modèles de réfrigérateurs, de cuisinières, de climatiseurs et d'autres produits. Cette gamme de produits est variée mais reste insuffisamment diversifiée pour permettre à l'entreprise de faire face à la concurrence des leaders de l'électroménager internationaux.

La gamme des produits de l'ENIEM se compose de dix modèles de réfrigérateurs, de trois modèles de congélateurs, de deux modèles de conservateur avec porte coulissante vitré, de cinq modèles de cuisinière tout feu, de sept modèles de climatiseurs, un modèle de machine à lavé, un modèles de chauffe-eau/bain au gaz naturel ou gaz butane, et enfin deux modèles de radiateurs .

La segmentation de l'ENIEM après la restructuration du complexe d'appareils ménagers a donné lieu à trois domaines d'activités stratégiques. En d'autres termes, l'ENIEM a été restructurée en trois sous-ensembles d'activité appelés Centres d'Activité Stratégiques (CAS), comme ci après.

Un Centre d'Activité Stratégique « Froid » composé de trois lignes de montage:

- une ligne pour les réfrigérateurs table top, petit modèle ;
- une ligne pour les réfrigérateurs grands modèles ;
- une ligne pour les congélateurs et les conservateurs.

Il compte, aussi, les ateliers de fabrication : refendage et coupe en longueur de la tôle, presse et soudure, pièces métalliques, traitement et revêtement de surfaces et thermoformage et moussage.

Un Centre d'Activité Stratégique « Cuisson » constitué de deux lignes de montage et trois ateliers de fabrication : tôlerie, mécanique (fabrication de diverse pièces : tubes gaz, brûleurs, pièces en tôle,...) et traitement et revêtement des surfaces.

Un Centre d'Activité Stratégique « Climatisation » qui abrite des produits hétérogènes car le métier principal dans ce domaine est le montage. Il est constitué d'un atelier presse pour tôlerie et de trois lignes de montage :

- une ligne pour les climatiseurs ;
- une ligne pour les machines à laver ;
- une ligne pour les chauffe-eau / bain.

Nous remarquons que les différents centres d'activité stratégiques partagent des métiers communs, notamment le traitement de la tôle, le revêtement de surface et le montage. Chaque centre d'activité stratégique dispose de ses propres ateliers, mais, les moyens matériels et les bâtiments sont interdépendants. Ces moyens communs sont gérés par l'unité « Froid ». La division en centres d'activités stratégiques faisait partie du programme de privatisation des entreprises publiques économiques. On considérait qu'il était plus facile de trouver un partenaire pour l'entreprise et qui va s'intéresser à un seul domaine.

2.2. Niveau de l'emploi (effectifs)

Les sureffectifs dans les entreprises algériennes signifient l'existence d'un nombre d'employés plus qu'il n'en faut, c'est-à-dire un nombre dépassent leurs besoins. Cela résulte de la politique algérienne portant sur l'offre d'un poste pour toute personne apte à travailler. Mais cette politique se contredit avec les fondements de l'économie qui stipulent que l'objectif ultime de l'entreprise est la recherche du profit.

La surcharge des entreprises d'effectifs par la politique nationale d'emploi en vue de lutter contre le chômage, s'est répercutée négativement sur la situation économique des entreprises nationales et elle a engendré des difficultés et des obstacles graves qui empêchent les entreprises de se développer et de s'adapter aux mouvements et aux évolutions de l'environnement économique dont elles évoluent.

Le sureffectif est un problème dont souffrent toutes les entreprises publiques algériennes, y compris l'ENIEM. Il a engendré beaucoup de problèmes pour ces entreprises. Ceci est d'autant plus vrai que les surplus se trouvaient souvent au niveau des structures administratives ou de soutien.

2.2.1. L'analyse des ressources humaines

L'analyse des ressources humaines de l'ENIEM, pour la période 2011/2013, portera sur l'évolution des effectifs de l'entreprise et l'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines.

a) L'évolution des effectifs de l'ENIEM

L'évolution des effectifs de l'ENIEM en nombre total d'agents permanents et d'agents temporaires est donnée par le tableau suivant.

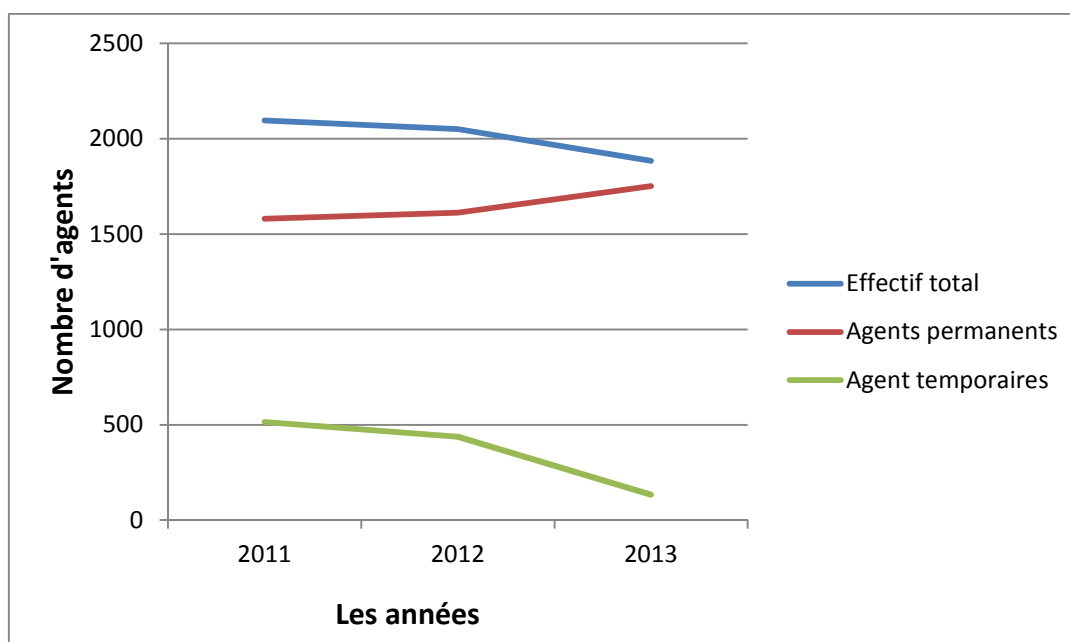
Tableau N°07 : L'évolution des effectifs de 2011 à 2013

U= Nombre d'agents

Années	ET ³	AP ⁴	Tc ⁵	AT ⁶	Tc ₂ ⁷	AP/ET	AT/ET
2011	2096	1581	/	515	/	75%	25%
2012	2051	1613	2%	438	-15%	78%	21%
2013	1884	1751	8.55%	133	-67%	93%	7%

Source : Les données de la Direction des Ressources Humaines/ENIEM 2013.

A partir du tableau ci-dessus, nous constatons que les effectifs de l'ENIEM ont enregistrés des baisses tout au long de la période 2011 à 2013. Le nombre est passé de 2096 agents en 2011 à 1884 agents en 2013, soit un recul de 212 agents.

Graphe N° 01 : L'évolution des effectifs de l'ENIEM 2011/2013

Source : Etabli par nous-mêmes à partir du tableau N° 02.

b) L'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines

L'appréciation de la mesure de quelques indicateurs fournis par la Direction des Ressources Humaines(DRH) de l'ENIEM nous permet de tirer d'autres conclusions sur l'impact des mesures internes du plan stratégique de redressement sur la situation du personnel de l'entreprise. L'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines de l'ENIEM pour la période 2010/2013 est donnée par le tableau ci-après.

³ Effectif total⁴ Agents permanents⁵ Taux de croissance des agents permanents⁶ Agents temporaires⁷ Taux de croissance des agents temporaires

Tableau N°08 : L'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines

Années	ET ⁸	NC ⁹	FP ¹⁰ (MDA)	DF ¹¹ (MDA)	TxEc ¹² (%)	FP/ET ¹³
2011	2096	328	1376	6	16%	0.66
2012	2051	331	1440	6	16%	0.70
2013	1884	335	1585	11	18%	0.84

Source : La Direction des Ressources Humaines/ENIEM 2013.

Nous remarquons, à partir du tableau ci-dessus, que le nombre de cadres tend à se stabiliser à compter de l'année 2011 à 2013.

Nous constatons également une augmentation des frais de personnel, malgré la baisse des effectifs. Celle-ci peut s'expliquer par la révision de la politique salariale de l'entreprise et l'amélioration des conditions sociales. Cette politique s'est matérialisée par l'évolution du ratio FP/ET qui passe de 660.000 DA/individu en 2011 à 840.000 DA/individu en 2013. L'évolution positive des frais de formation du personnel sur la période 2011/2013 en passant de 6 millions de dinars en 2011 à 11 millions de dinars en 2013, nous informe pour sa part sur les efforts de l'entreprise pour améliorer les niveaux de qualification et de compétence de son personnel.

2.3. Niveau des ventes : chiffre d'affaires

L'analyse de l'activité commercialisation de l'ENIEM pour la période 2011/2013 portera sur l'appréciation de l'évolution des ventes totales et des ventes par produits, l'appréciation des taux d'atteindre les objectifs des ventes par la comparaison des ventes réalisés aux provisions des ventes pour la période considérée et enfin, l'appréciation de la contribution des ventes de chaque famille de produits de l'entreprise au chiffre d'affaires global pour le dernier exercice.

2.3.1. L'évolution des ventes de l'ENIEM

L'évaluation des ventes de l'ENIEM sont appréciées en analysant l'évolution de la valeur des ventes totales et des ventes par produits des différents produits pour la période allant de 2011 à 2013, tel qu'il apparaît sur le tableau suivant.

⁸ Effectif total

⁹ Nombre de cadres

¹⁰ Frais personnel

¹¹ Dépenses formation de personnel

¹² Taux d'encadrement = nombre de cadres / effectif total

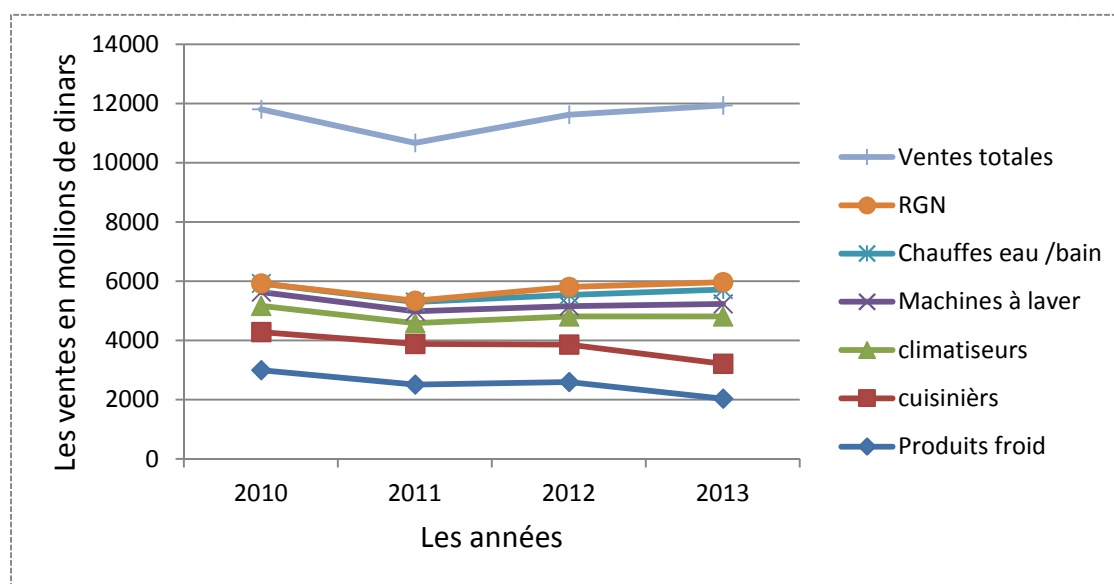
¹³ Ce ratio mesure la part de chaque individu des effectifs dans les frais de personnel

Tableau N°09 : L'évolution des ventes des produits ENIEM en valeur 2010/2013

U=MDA

Années	Produits froid	cuisiniers	Climatiseurs	Machines à laver	Chauffes eau /bain	RGN ¹⁴	Ventes totales	Taux d'évolution des ventes totales (%) ¹⁵
2010	2994	1292	822	470	293	/	5871	/
2011	2517	1368	679	403	313	44	5324	- 9 %
2012	2598	1263	956	348	371	275	5811	9 %
2013	2039	1175	1606	411	489	247	5967	3 %

Source : Les rapports de gestion 2010/2013

Graph N°02 : L'évolution des ventes de l'ENIEM 2010/2013

Source : Etabli par nous-mêmes à partir du tableau ci-dessus.

Nous constatons du graphique ci-dessus que, globalement, les ventes totales de l'entreprise ont enregistré des baisses de 2010 jusqu'à l'année 2011. De 2012 à 2013 elles ont commencé à reprendre leur croissance.

Les ventes du « froid » ont enregistré des baisses pour toutes les années. Bien que d'une année à une autre les raisons de la baisse des ventes des produits froid peuvent varier, mais les causes principales et fréquentes de cette baisse consistent dans :

- la concurrence car la demande de certains types de réfrigérateurs est en régression. Les concurrents introduisent des produits présentant un meilleur rapport qualité /prix.
- la non-disponibilité des produits en raison des ruptures de stocks des matières premières, ce qui fait perdre à l'entreprise des opportunités de vente importantes.

¹⁴ Radiateur gaz naturel.¹⁵ Taux d'évolution des ventes totales = (ventes réalisées de l'année N) – (ventes réalisées de l'année N-1) / (ventes réalisées de l'année N-1) * 100

Les ventes du domaine « cuisson » sont plutôt stables. Alors que les ventes du domaine « climatisation » ont enregistrées des hausses successives à partir de l'année 2012, revenant aux ventes réalisées par les nouveaux produits introduits par ce domaine.

2.3.2. Les ventes réalisées par rapport aux prévisions

L'appréciation des ventes réalisées par rapport aux prévisions va nous permettre de mesurer le taux d'atteinte des objectifs de ventes. Les réalisations de l'ENIEM enregistrées en termes de ventes par rapport aux prévisions estimées, ainsi que les taux de réalisation durant la période 2011 /2013, sont données par le tableau suivant.

Tableau N° 10 : Les ventes réalisées par rapport aux prévisions 2011/2013 (unité = MDA)

Années	Les ventes prévues	Les ventes réalisées	Le taux de réalisation des ventes (%) ¹⁶
2011	6497	5300	81%
2012	6264	5809	92%
2013	6448	5767	89%

Source : Les rapports de gestion de l'ENIEM 2011/2013

Nous remarquons du tableau précédent que les taux de réalisation des ventes, qui consistent en les taux d'atteindre des objectifs de vente, sont appréciables durant les trois exercices de la période étudiée en 2012, le manque à réaliser en termes de ventes ne dépasse pas les (8%) des objectifs déjà fixés dans les prévisions faites. A noter par contre, un manque à gagner de 19% en 2011 et de 11% en 2013.

Ainsi, et globalement sur la période étudiée, nous pouvons déduire que les écarts enregistrés entre les réalisations et les prévisions des ventes de l'ENIEM ont connu une amélioration appréciable, du fait que le manque à réaliser est passé de 19 % en 2011 à 8% seulement en 2012 et 11% en 2013. Cela est le résultat de la mise en application des mesures de redressement portant sur l'amélioration et le développement des produits.

2.3.3. La contribution des produits dans le CA en 2013

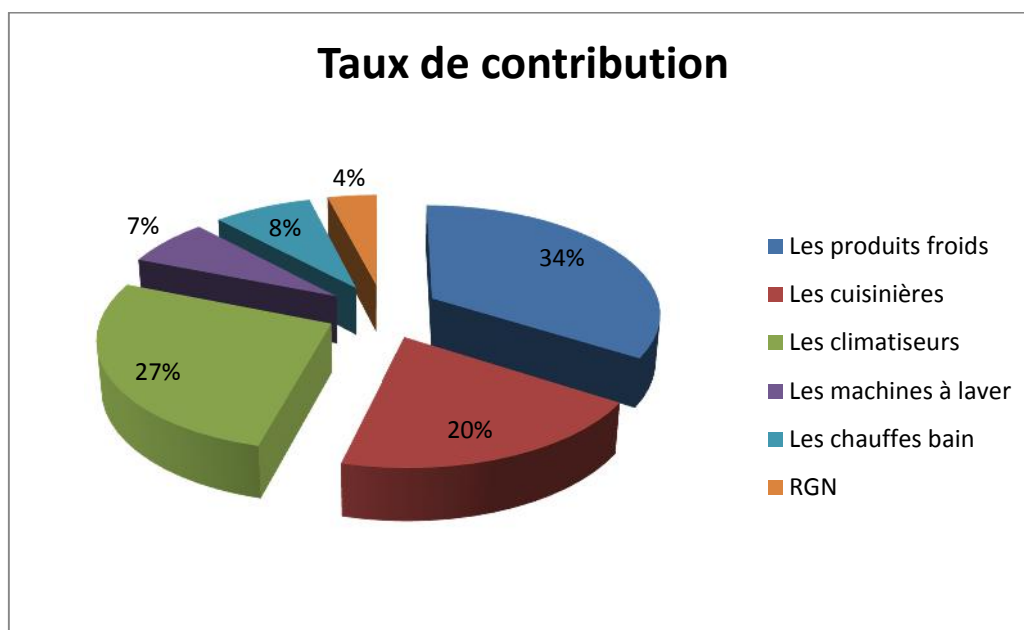
Dans ce point, nous allons analyser la contribution de chaque famille de produits offerts par l'ENIEM dans son chiffre d'affaires global. Cette analyse portera sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2013. Nous présenterons dans le tableau suivant la contribution des ventes des différents produits de l'ENIEM dans la réalisation des objectifs de vente de l'exercice considéré.

¹⁶ Taux de réalisation des ventes = ventes réalisées / prévisions de ventes

Tableau N°11 : Les ventes des produits de l'ENIEM pour l'année 2013

Les produits finis vendus	Les ventes en MDA	Taux de contribution ¹⁷
Les produits froids	2039	34%
Les cuisinières	1175	20%
Les climatiseurs	1606	27%
Les machines à laver	411	7%
Les chauffe eau/bain	489	8%
RGN	247	4%
TOTAL	5967	100%

Source : Le rapport de gestion 2013.

Graphe N°03 : La contribution des produits de l'ENEM au chiffre d'affaire 2013

Source : Etabli par nos soins à partir du tableau ci-dessus

A partir de la présentation précédente, nous constatons que la famille de produits, qui enregistre le taux de contribution le plus élevé dans la réalisation des objectifs de vente de l'ENIEM pour l'exercice 2013, est la famille des produits froid avec un taux de contribution de 34%.

Les ventes des produits froids constituent ainsi la principale source du chiffre d'affaires de l'ENIEM, même après l'intégration de nouveaux produits dans la gamme offerte par l'entreprise en 2007.

Cela signifie que la part de marché des produits froids est la plus importante dans la part de marché globale de l'entreprise, ce qui lui a permis d'être en position de leader sur le marché des réfrigérateurs.

¹⁷ Taux de contribution= La valeur des ventes de chaque famille de produits /La valeur totale des ventes.

Par contre, les ventes réalisées des machines à laver et des chauffe baign ne représentent que 7% et 8% et le radiateur gaz naturel 4% dans la réalisation des objectifs de vente de l'ENIEM. Ces produits, même s'ils sont des produits qui sont lancés depuis peu de temps, ils n'ont pas pu enregistrer un taux de contribution au chiffre d'affaires qui dépasse celui enregistré par les autres produits. Ces produits sont des produits tributaires de l'évolution du marché de logement.

2.3.4. L'évolution du chiffre d'affaire (CA)

Tableau N° 12 : L'évolution du chiffre d'affaires 2011- 2012- 2013.

Rubriques	2011	2012	Taux de croissance	2013	Taux de croissance
CA	5 300 316 307,94	5 795 966 678,49	9,351	5 802 380 717,74	0,110

Source : Etats financiers de l'ENIEM

Nous remarquons que le CA croît de 9% entre 2011 et 2012, mais entre 2012 et 2013 a subi une baisse, il ne croît que de 0.11% seulement.

L'augmentation du chiffre d'affaires en 2012 confirme la croissance enregistrée au cours de cette année, bien que la demande sur les produits d'électroménager durant cette période soit élevée sur le marché.

2.4. Les sources de financement

Lors de sa création, puis au cours de son développement, l'entreprise au moment opportun, doit détenir les ressources financières nécessaires pour faire face à ses échéances, et utiliser au mieux les moyens dont elle dispose. Pour exercer son activité, l'entreprise doit d'abord engager des dépenses avant de percevoir des recettes. Ce n'est qu'ultérieurement, à l'issue de la production et de la commercialisation, que des recettes seront encaissées après la réalisation des ventes. Il y a donc un décalage dans le temps entre les paiements et les encaissements concernant aussi bien les investissements que l'exploitation. Ce décalage crée des besoins de financements que l'entreprise devra couvrir en se procurant des fonds selon différentes modalités. Nous allons voir les différentes sources de financement de l'ENIEM à savoir : les subventions d'investissement, l'emprunt bancaire, le crédit fournisseur et l'autofinancement.

2.4.1. Les subventions d'investissement

Ce sont des fonds qui sont versés à titre définitif, généralement par des collectivités territoriales, sans obligation de remboursement ; ils aident au financement d'investissements, contrairement aux

subventions de fonctionnement qui servent à financer des charges d'exploitation telles que les aides à l'embauche.

Les subventions sont inscrites en capitaux propres au passif du bilan. Elles ne sont pas destinées à être remboursées, mais elles sont définitivement acquises à l'entreprise, sauf si celle-ci ne satisfait pas à toutes les conditions qui sont stipulées pour leur octroi. Ainsi, par exemple, il existe parfois des obligations d'embaucher dans certains délais en contrepartie de l'obtention d'aides.

2.4.2. L'emprunt bancaire

L'emprunt bancaire correspond à une somme mise à la disposition de l'entreprise par un organisme financier (BEA), avec obligation de la rembourser selon un échéancier préalablement défini.

En contrepartie de son financement, l'organisme prêteur perçoit des intérêts rémunérant l'apport de fonds et les risques pris.

Il est généralement accompagné de la prise de garantie(s) qui limite les risques du prêteur en cas de difficultés de remboursement. Les emprunts figurent au passif du bilan de l'entreprise.

2.4.3. Le découvert autorisé

Il est également appelé facilité de caisse. Par un découvert, la banque autorise l'entreprise à prélever, pendant une durée déterminée et dans une certaine limite, un montant qu'elle met à sa disposition. Le solde du compte bancaire est donc négatif pendant toute la durée d'utilisation des fonds par l'entreprise.

Ce type de financement, qui n'est pas adossé à un bien, il est donc difficile à garantir, est rarement mis en œuvre dans le cadre d'une création d'entreprise. Il est toutefois utilisé pour faire face au financement de la taxe sur la valeur ajoutée grevant les investissements. En effet, la banque octroie alors une facilité de caisse dans l'attente du remboursement du crédit de TVA par le trésor public.

2.4.4. Le crédit fournisseur

Le crédit fournisseurs constitue une facilité de trésorerie. En effet, il consiste en l'octroi par les fournisseurs de délais de règlement. Mais dans le cadre d'une création, les partenaires ne connaissent pas la nouvelle entreprise. Ils n'acceptent donc pas toujours de lui accorder des délais de règlement. Au contraire, ils exigent parfois un paiement comptant, tant qu'ils n'ont pas testé la fiabilité des nouveaux dirigeants. Lors de la préparation de son projet, le créateur doit donc prévoir de négocier l'obtention de délais de règlement auprès de ses futurs partenaires.

D'autant que, comme nous l'avons déjà observé dans l'étude du besoin en fonds de roulement, l'entreprise devra souvent octroyer des délais de règlement à ses clients.

2.4.5. L'autofinancement

L'autofinancement est la forme préférée de financement pour l'entreprise ENIEM, en effet, c'est la plus facile à mettre en œuvre car il n'y a pas à obtenir l'accord des personnes extérieures à l'entreprise et qu'elle n'entraîne pas de frais. Toutes les entreprises l'utilisent y compris les plus grandes.

L'autofinancement est le financement des investissements par les moyens propres de l'entreprise, c'est la ressource qui provient de l'activité de l'entreprise et conservée par elle même. L'autofinancement a pour avantage d'assurer à l'entreprise son indépendance.

2.5. Evénements et décisions stratégique à l'ENIEM

Décisions N° 146 et 148 du 20 et 22/07/2009 de la Direction Générale du Trésor, portant mesures de d'assainissement financier de l'ENIEM, établies dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 84 de la loi de finance pour l'année 2005.

Une correspondance portant la référence ENIEM/DG/DCFC/N°678/MA/LL/319 a été adressée à la BEA Agence Oued-Aissi en date du 12/10/2009. Qui comporte ce qui suit :

- transformation en dotation définitive de créances de trésor, au titre du rachat du découvert bancaire de l'entreprise, vis-à-vis de la BEA pour un montant de 13.650.000.000,00 DA.
- transformation en dotation définitive de créances du trésor, au titre des obligations détenues par le Trésor sur l'entreprise, pour un montant de 130.000.000,00 DA.

2.5.1. La projection de l'impact de l'assainissement financier

L'assainissement financier se traduit par deux faits : la réduction de l'endettement et l'effacement des charges financières. Il va permettre une situation financière attrayante sur le double plan : trésorerie et résultats d'exploitation.

Les projections faites pour la période 2008/2010, après assainissement financier, en termes de trésorerie et de résultats d'exploitation sont les suivants.

Tableau N°13 : Les projections de la trésorerie 2008/2010

U = MDA¹⁸

Rubriques	Réel 2007	2008	2009	2010
Solde début de période	-11580	-13489	+1037	+2154
Assainissement		+13489		
Recettes	5756	6512	6934	7163
Dépense:				
AgiOS bancaires	1935	0	0	0
Autres dépenses	5730	5475	5817	5768
Solde fin de période	13489	+1037	+2154	+3553

Source : Le plan stratégique de redressement de l'ENIEM 2008/2010.

¹⁸ L'unité MDA signifie : en Millions de Dinars Algériens.

Tableau N°14 : Les projections du résultat d'exploitation 2008/2010

Rubriques	Réel 2007	2008	2009	2010
Production valorisée	4457	4570	4991	5253
Chiffre d'affaire	4450	5679	5980	6156
Valeur ajoutée	1540	1981	2245	2408
Excédent brut d'exploitation	356	825	1095	1260
Résultat de l'exercice	-996	+445	+721	+891

Source : Le plan stratégique de redressement de l'ENIEM 2008/2010.

Nous pouvons conclure que les priorités de l'ENIEM dans la réalisation du plan stratégique de redressement sont de :

- se maintenir sur le marché ;
- rétablir la rentabilité ;
- faire face à la concurrence ;
- renforcer son positionnement sur le marché ;
- rétablir l'équilibre financier ;
- améliorer la qualité du produit ;
- réduire les coûts de production ;
- acquérir une nouvelle technologie.

Conclusion

Pour conclure ce chapitre qui a porté sur la présentation de l'entreprise nationale des industries de l'électroménager, nous pouvons dire que l'ENIEM est l'une des entreprises publiques nationales qui dispose d'un potentiel industriel et de capacités de production considérables. Cela se matérialise par les caractéristiques générales de l'ENIEM, sa situation géographique, les ressources dont elle dispose et ses potentialités qui peuvent lui permettre d'être leader sur le marché national de l'électroménager.

Chapitre IV

*Présentation du processus de
préparation des états financiers au
niveau de l'ENIEM*

Introduction

Le volume des opérations à enregistrer, la nature d'activité de l'entreprise, ses possibilités matérielles, financières et humaines, sont autant de facteurs qui peuvent intervenir dans le choix du système comptable de l'entreprise, ce qui nous a poussés à présenter le système d'enregistrement comptable au niveau de l'ENIEM.

Lorsqu'une entreprise s'approche de sa date de clôture, elle doit organiser des travaux d'inventaire comptables. Ces derniers doivent être correctement préparés, suivant une démarche quasi-universelle.

Section1. Le système de l'enregistrement comptable et les travaux de fin d'exercice au niveau de l'ENIEM

1.1. Le système de l'enregistrement comptable au niveau de l'ENIEM

Ils existent plusieurs systèmes comptables. L'ENIEM utilise deux systèmes, à s'avoir : le système centralisateur et le système informatisé.

1.1.1. Le système centralisateur

L'emploi du système classique est limité par le nombre d'écritures, soit parce que le report des écritures du journal sur le grand livre représente un travail trop important, soit que l'utilisation d'un journal général / grand livre s'avère impossible compte tenu du nombre de comptes utilisés, soit enfin que l'on ait besoin de décentraliser les enregistrements d'où l'utilisation de journaux auxiliaires pour les différents types d'opérations du journal.

Le système centralisateur est un système qui permet de diviser les enregistrements comptables. Ce système enregistre les opérations comptables dans des journaux auxiliaires pour reporter l'écriture du journal au grand livre auxiliaire puis centraliser l'opération dans les journaux auxiliaires, et périodiquement dans le journal général, à la fin il est dressé la balance pour établir les états financiers de synthèse.

1.1.1.1. Les caractéristiques du système centralisateur

Le système centralisateur se caractérise par :

- la division du journal unique en plusieurs journaux divisionnaires ou journaux auxiliaires, les enregistrements effectués au jour le jour, dans les journaux, sont ensuite récapitulés périodiquement dans le journal général ;

- la division du grand livre en grands livres auxiliaires, avec emploi d'un grand livre général regroupant les comptes collectifs et généraux.

1.1.1.2. Présentation du système centralisateur

Les documents comptables sont enregistrés sur des journaux appelés journaux auxiliaires qui ne sont qu'un fractionnement du journal général.

Aux termes de l'article 15 de la loi 96-112 dite loi comptable, lorsque l'entreprise opte pour le système centralisateur, elle doit établir un document qui décrit l'organisation comptable. Chaque type d'opérations est regroupé sur un journal auxiliaire.

Chaque journal se compose :

- d'un compte support qui sera toujours mouvementé, ce compte donne son nom au journal auxiliaire ;
- en contrepartie de ce compte-support, un ou plusieurs comptes crédités ou débités selon le cas dans les colonnes de contrepartie. On réserve souvent les deux dernières colonnes aux divers comptes dont le fonctionnement relativement rare ne nécessite pas la réservation d'une colonne spéciale.

1.1.1.3. Les journaux auxiliaires

Ce système permet à plusieurs comptables de travailler sur la même comptabilité en partageant les tâches. Chacun peut alors se spécialiser dans un domaine. L'entreprise peut avoir autant de journaux auxiliaires que nécessite son organisation comptable.

Le tenu d'un journal auxiliaire est important pour l'entreprise. En effet, ce dernier permet d'enregistrer toutes les opérations de même nature qui se répètent fréquemment. Ces journaux auxiliaires sont arrêtés à une période de centralisation le 30 de chaque mois.

Les journaux les plus utilisés par l'ENIEM sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau N°15 : Présentation des journaux auxiliaires

Journal	Remarque	
Journal d'achats Journal des avoirs sur achats	Peuvent être regroupés dans un seul journal.	
Journal de ventes Journal des avoirs sur ventes	Peuvent être regroupés dans un seul journal.	
Journal de caisse dépenses Journal de caisse recettes	Peuvent être regroupés dans un seul journal la caisse.	Peuvent être regroupés dans un livre de trésorerie
Journal de banque dépenses Journal de banque recette	Peuvent être regroupés dans un seul journal de banque.	
Journal d'opérations diverses	Salaires, déclarations sociales et fiscales et écritures de rectification, redressement et inventaires.	
Journal des effets à payer	Peut être remplacé par un suivi extra comptable: échéancier	
Journal des effets à recevoir	Peut être remplacé par un suivi extra comptable: échéancier	

Source : Document interne a l'ENIEM

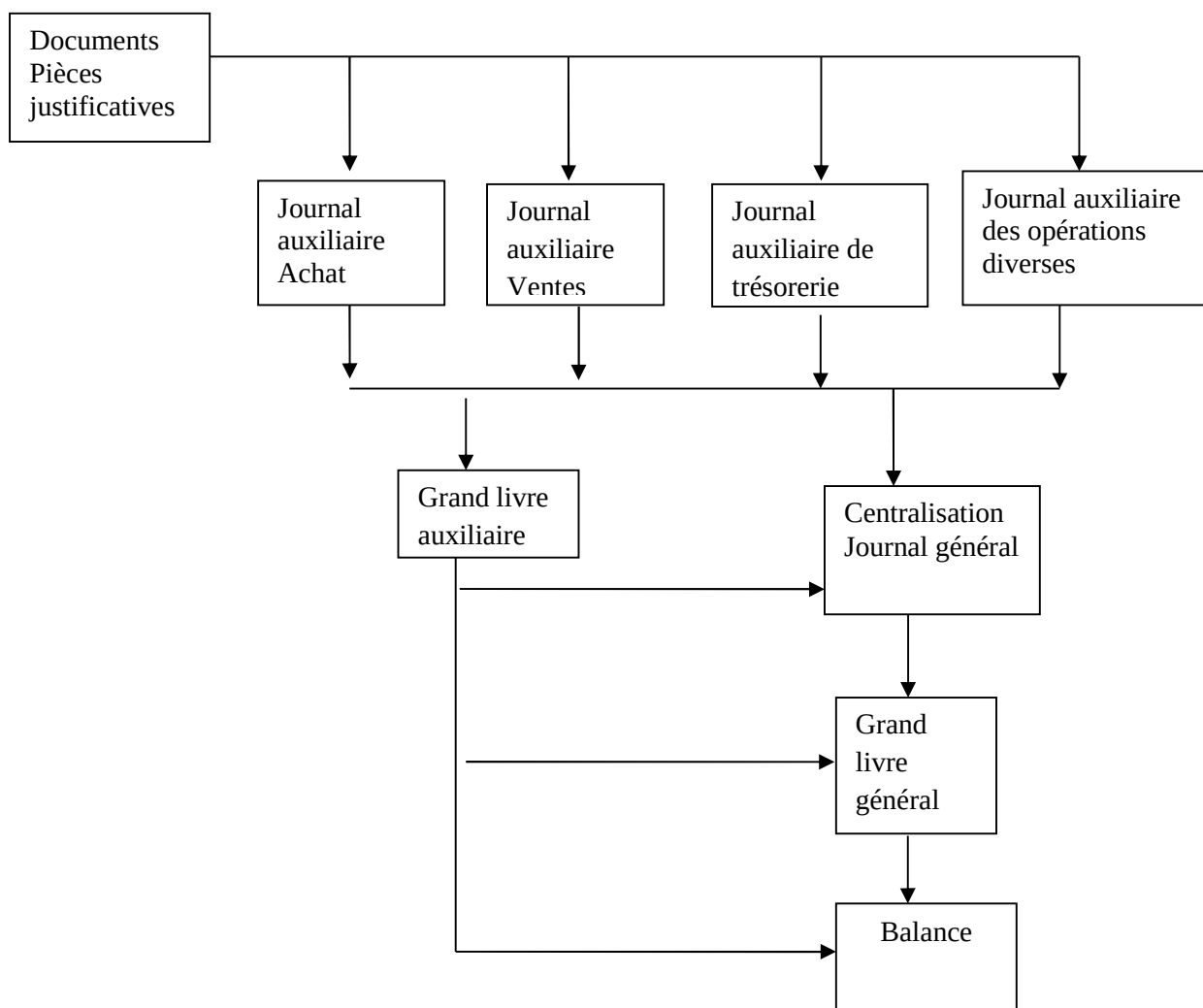
Les avantages du système centralisateur peuvent être récapitulés dans ce qui suit :

- les journaux auxiliaires permettent d'obtenir des renseignements à jour sur de nombreux comptes. La centralisation globale et périodique permet un gain de temps appréciable par ce que cette centralisation au journal général est rapidement effectuée ;
- l'ouverture de plusieurs journaux permet d'assurer une division du travail comptable, et de responsabiliser les services ;
- le classement des opérations par nature dès leur origine est un facteur de clarté, cet avantage est encore accru lorsque on utilise des journaux à colonnes de répartitions ;
- d'autre part, on évite d'expliquer les écritures de centralisations par des libelles détaillées, puisque que les renseignements utiles figurent dans les journaux auxiliaires.

Donc, le système centralisateur assure la rapidité, la sécurité et le contrôle.

Cependant, ce système possède également des inconvénients dont le risque de perte des documents importants suite à leur circulation dans les différents services.

Schéma N° 03 : Schéma récapitulatif de l'organisation comptable selon le système centralisateur



Source : Document interne a l'ENIEM.

1.1.2. Le système comptable informatique

La tenue de la comptabilité sur ordinateur s'opère selon des principes identiques au système précédent. Le classement fonctionnel des comptes et la nature même de la comptabilité trouvent leur application normale dans le traitement informatique.

En effet, seul l'écriture comptable demande une décision et un choix, les autres opérations étant strictement matérielles.

1.1.2.1. Les principes du traitement du système informatique

La saisie des informations est effectuée selon deux méthodes :

- saisie directe par un comptable au vu de la pièce comptable, cette hypothèse est assez rare, elle peut toute fois se rencontrer dans les petites entreprises informatisées ;

- imputation comptable sur la pièce « manuelle, par tampon, par feuillet agrafé » puis saisie par un opérateur qui peut ne pas être comptable.

Les avantages du système informatisé peuvent être énumérés comme suit :

- pas de manipulation de documents comptables, ni de report ce qui élimine de nombreuses erreurs ;
- suivi très facile des comptes individuels ;
- multiplication des comptes permettent d'obtenir une information très fine ;
- traitement rapide permettant une fréquence élevée dans l'établissement des situations ;
- la possibilité de partager le travail comptable.

Le système informatisé possède également ses inconvénients :

- les erreurs de saisie.
- le risque d'introduction d'un virus qui peut détruire tous les fichiers.

1.2. Les travaux de fin d'exercice

Au moins une fois tout les douze mois, on procède au contrôle par un inventaire de la valeur des éléments de l'actif et de passif du patrimoine de l'entreprise et de leurs existences. Cet inventaire nous permet d'établir le tableau de fin d'année, le tableau du compte du résultat et une annexe. Ces documents vont servir à présenter l'état exact du patrimoine de l'entreprise à la fin de chaque exercice comptable et à déterminer le résultat de l'activité.

1.2.1. Définition et objectifs des travaux de fin d'exercice

Les travaux de fin d'exercice sont l'ensemble des opérations comptables et extra comptable qui ont pour objectifs l'évaluation et le contrôle de tous les comptes du bilan ainsi que les comptes de gestion. Il s'agit de faire l'inventaire des éléments de l'actifs et du passif, de la régularisation des charges et produits, de l'arrêt des comptes en vue de dresser les états financiers et de dégager la situation réelle du patrimoine de l'entreprise au 31 - 12 de chaque exercice¹.

Ces travaux ont des objectifs importants dans la vie et l'exploitation de l'entreprise :

- la réalisation d'un ensemble de tâche permettant la comparaison et la rectification des données comptables par rapport aux données réelles ;
- la détermination du résultat comptable avec exactitude ;
- le réajustement des soldes de certains du bilan et de gestion à fin de les mettre en accord avec leurs montants exacts ;

¹ Mémoire de fin d'étude session 2013/2014 INSPF Thème « travaux de fin d'exercice » cas ENIEM.

- établissement des états financiers de l'entreprise et les annexes prévus par le SCF ;
- mesurer la performance économique de l'entreprise.

1.2.2. Préparation de la procédure d'inventaire au niveau l'ENIEM

Avant de commencer les travaux de fin d'exercice au sein de l'ENIEM (unité froid), le service de la comptabilité doit établir une balance qui regroupe toutes les opérations effectuées durant l'exercice en cours. Juste après son établissement, elle doit faire l'objet d'un contrôle arithmétique. A la réception d'une note de préparation de l'opération d'inventaire et pour une réussite de l'inventaire physique, l'unité froid procède à l'application des opérations suivantes :

- installation d'une commission d'inventaire ;
- désignation et organisation des équipes de comptage ;
- préparation des documents d'inventaire.

1.2.2.1 L'installation d'une commission d'inventaire

Une commission d'inventaire est installée au niveau de chaque unité par une commission centrale qui est au niveau de la direction générale. Au début et durant l'opération d'inventaire la commission a pour rôle de préparer, lancer, suivre, coordonner et superviser l'ensemble des opérations constituant la procédure en vigueur de prise d'inventaire. A la fin de l'opération d'inventaire la commission consiste à :

- rechercher en collaboration avec les gestionnaires les explications des écarts non justifiés ;
- proposer le traitement à réserver aux écarts justifiés à la commission centrale ;
- présenter à l'intention de la commission un rapport final sur l'opération de prise d'inventaire.

1.2.2.2 Désignation et organisation des équipes de comptage

a) Désignations des équipes de comptage

Les équipes de comptage sont désignées et installées par la commission d'inventaire qui se réunit au plus tard le 30/11/N. Ses équipes sont composées du personnel habilité de l'unité, elles sont en nombre de trois :

- **Equipe A** qui est composée de plusieurs groupes, son rôle est d'effectuer le premier passage de comptage.
- **Equipe B** est composée de plusieurs groupes comme l'équipe A, son rôle est d'effectuer le deuxième passage de comptage.
- **Equipe C**, en cas d'écart entre le résultat de comptage des deux équipes A et B, l'équipe C intervient. Cette équipe est composée de trois contrôleurs au minimum et un comptable ou

un financier, son rôle est de trancher entre les résultats des équipes A et B, et le traitement des informations collectées des opérations de comptage.

b) Organisation, planning et affectation

Une fois que les équipes sont constituées, chacune d'elle se voit attribuer un planning arrêté par la commission d'inventaire, celui-ci organise l'affectation des équipes par magasin, atelier et bureau, en insistant sur le respect des délais, tout en respectant le principe du double comptage et la nécessité de disposer de l'inventaire en vue de l'établissement du bilan de l'unité.

c) Fixation de la date d'inventaire

En insistant sur le respect des délais, les dates de début et de fin d'inventaire sont fixées en fonction du volume des biens à inventorier, et la capacité et compétence du personnel désignés.

1.2.2.3 La préparation des documents d'inventaire

Avant chaque prise d'inventaire, la commission d'inventaire prépare les documents nécessaires qui sont :

- les documents d'inventaire ;
- les documents nécessaires pour les stocks.

a) Les documents d'inventaire

L'application de la procédure d'inventaire pour les immobilisations exige l'utilisation des supports suivants.

- Le listing qui est un document reprenant l'investissement déjà mis à la disposition de chaque structure
- L'état des écarts qui est un document sur lequel seront reportés les écarts d'inventaire.

b) Les documents nécessaires pour les stocks

Les documents nécessaires pour les stocks sont :

- papillons d'inventaire qui sont des documents établis par l'entreprise ENIEM, en trois exemplaires de couleurs différentes spécifiques pour chaque équipe (A, B, C), ces papillons comportent les mêmes renseignements.
- état d'inventaire qui est des fiches informatisées où on reporte les informations contenues dans les papillons durant la journée.
- fiche écart d'inventaire qui est un document utilisé pour justifier un écart éventuel entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable.

1.2.3. Le déroulement de l'opération d'inventaire

Le jour de l'inventaire, les équipes de comptage passent l'une derrière l'autre dans tous les magasins : bureaux et ateliers pour effectuer leurs comptage.

1.2.3.1. L'inventaire de l'actif

a) L'inventaire de l'actif non courant (immobilisation)

Au niveau de l'unité froid, le jour de l'inventaire physique des immobilisations, les équipes d'inventaire se présentent à la structure munie des supports nécessaire.

Les équipes A et B vont procéder systématiquement à la vérification de l'existence physique de chaque immobilisation qui sera effectué sur la base des listings des investissements misent à la disposition de chaque structure pour le besoin de leur fonctionnement.

c) L'inventaire de l'actif courant

L'inventaire de l'actif courant est composer de : l'inventaire des stocks ; l'inventaire des clients ; l'inventaire des clients et l'inventaire de banque.

- **L'inventaire des stocks**

L'inventaire des stocks contiens trois phase à s'avoir : la phase de préparation ; la phase de comptage ; et la phase de contrôle.

Phase préparation : dans cette phase la commission désigne trois équipes A, B et C, chacune d'elle est composée de trois personnes. A la veille de l'inventaire, un membre de l'équipe C et le magasinier effectuent les tâches suivantes :

- retrait des fiches casiers ;
- arrêt de ces fiches par le traçage d'un trait après le dernier mouvement enregistré ;
- préparation de liasse de trois papillons de couleurs différentes en portant sur ces papillons plusieurs renseignements.

Phase de comptage : le jour du comptage de l'inventaire, les stocks à inventorier ne seront pas mouvementés, l'équipe A procède au premier comptage tout en respectant le planning préalablement tracé, le comptage se fait pièce par pièce, en fonction de l'unité de mesure approprier pour chaque matière ou produit stocké. L'équipe A est suivi de l'équipe B qui refait la même tâche pour les mêmes éléments.

Phase de contrôle : à la fin de la journée l'équipe C se rend au magasin où l'inventaire a été effectué pour récupérer les papillons des équipes A et B. Elle procède en premier lieu à leur classement par ordre numérique, et isole ceux qui présentent des écarts.

L'équipe C report les papillons de comptage sur les états d'inventaire quotidiens en deux exemplaires, l'original sera remise au service comptabilité analytique de l'unité, et une copie pour le service gestion des stocks.

- L'inventaire des clients

Pour faire un inventaire des clients, l'unité froid procède à l'analyse des comptes afin de les classer en créances saines, douteuses ou irrécouvrables.

- L'inventaire des caisses

Le caissier de l'unité froid n'attend pas le 31/12 pour effectuer l'inventaire de la caisse, à chaque fin de semaine il procède au comptage des billets et des pièces disponible au niveau de la caisse, en présence du chef de section et du chef de service, à fin d'établir un arrêté de caisse hebdomadaire qui doit obligatoirement correspondre aux soldes enregistrés dans le brouillard des dépenses et recettes.

- L'inventaire de banque

Chaque fin du mois, l'unité procède à l'opération d'état de rapprochement entre le brouillard de banque arrêté au jour de l'inventaire et l'extrait bancaire établi par le banquier.

1.2.3.2. L'inventaire du passif

a) L'inventaire des fournisseurs et les dettes

Au 31/12 de chaque année, l'unité froid procède à l'analyse des comptes des fournisseurs et des dettes, puis elle les classent selon l'exigibilité comme suit :

- dette à long terme (les emprunts, fournisseurs) ;
- dette à moyen terme (autres dettes, fournisseur) ;
- dette à court terme (dettes financières, les impôts, dettes inters unités, fournisseurs et autres dettes).

b) L'inventaire inter- unité

Dans le cadre des échanges des produits et services entre les unités de l'ENIEM, les comptes de liaisons entre ces unités sont utilisés pour l'enregistrement des opérations comptables.

A la clôture de chaque exercice le compte « 8938 » doit être soldé, pour cela chaque unité procède à l'établissement.

1.2.4. Traitement des écarts

A la clôture des travaux d'inventaire, le service de comptabilité sur la base des documents transmis par les équipes de contrôle, établit une récapitulation générale des écarts d'inventaire synthétisé dans un dossier appelé « dossier stock ».

1.2.4.1 Détermination des écarts d'inventaire

a) Détermination des écarts sur les stocks

A la clôture des travaux d'inventaire physique des différents existants en stocks et leurs évaluations et à la réception des différents états récapitulant les positions inventoriées établies par l'équipe de contrôle C, le service de comptabilité saisit les données de l'inventaire physique dans le système informatique « EASY » qui permet de déterminer automatiquement les écarts entre l'inventaire physique et comptable. (Voir annexe page 126).

Nous remarquons qu'il y a des écarts positifs et négatifs au niveau des stocks.

b) Détermination des écarts sur la caisse

Après l'établissement de l'arrêté de caisse au 31/12/2013, le service de comptabilité procède à la comparaison entre ce dernier et le brouillard de caisse, (Voir annexe page 127). L'unité froide au 31/12/2013 présente un écart négatif au niveau de la caisse de 0,25DA, le solde brouillard est supérieur au solde disponible (solde de l'arrêté réel).

c) Détermination des écarts sur la banque

L'unité froide établit mensuellement un état de rapprochement bancaire qui est un document extracomptable qui lui permet de vérifier la concordance entre le solde de son compte et le solde inscrit sur le relevé envoyé par l'organisme bancaire (Banque Extérieur d'Algérie). Au 31/12/2013, l'état de rapprochement bancaire de l'unité froide a été présenté (voir annexe page 128).

1.2.4.2. L'analyse des écarts

Après l'achèvement de l'opération d'inventaire et l'établissement des dossiers stocks au niveau de chaque unité, une réunion extra ordinaire aura lieu pour examiner les différents dossiers présentés par le directeur de chaque unité.

Après avoir étudié les différents états d'inventaire. A la fin de la séance, un procès verbal est établi par cette commission d'inventaire centrale pour ordonner aux unités de :

- comptabiliser les écarts dégagés si les justifications fournis sont jugés adéquates et convaincantes ;
- procéder à d'autres recherche pour régulariser les écarts ou refaire l'inventaire de la position concernée si les exploitations sans incomplètes ;
- procède à l'analyse des comptes du bilan et la comptabilisation de toutes les régularisations nécessaires ;
- constituer la provision pour départ en retraite et provision ;
- constituer ou réajuster les provisions stocks, créances, pertes de change ou gain de change.

1.2.5. Les écritures de régularisation

A chaque clôture d'exercice et à fin de respecter le principe d'indépendance des exercices, l'unité froid procède aux régularisations de certains comptes pour avoir une comptabilité saine.

1.2.5.1. La régularisation des comptes de gestion

a) La régularisation des charges

- Régularisation des charges à payer

Au 31/12/2012, l'unité froid n'a pas reçu la facture des frais de mission et de parking, donc l'unité a débité le compte « frais de mission » et le compte « frais de parking » et crédité le compte « créditeurs de services ».

- Régularisation d'autres charges

L'unité froid a constaté que le montant cotisé le 09/12/2012 aux niveaux de la CNAS est inférieur au montant réel, de ce fait au 31/12/2012 donc l'unité a procédé à débiter le compte « autres charges exceptionnelles » et elle a crédité le « compte cotisation CNAS 9% ».

Enregistrement d'un montant de 720 DA, correspond à des frais de rejet d'un chèque impayé, l'unité a débité le compte « autres charges exceptionnelles » et a crédité le compte « fournisseurs, créditeurs de service ».

b) La régularisation des produits

La régularisation des produits peut être sur achat et sur achat inter unités.

- Produit sur achat

Au 31/12/2012 l'unité froid a comptabilisé un produit sur achat de matières et fournitures d'un fournisseur, donc elle a débité le compte « fournisseurs de stocks et de services » et elle a crédité le compte « produits exceptionnelles ».

- Produit sur achat inter unité

L'unité procède à débiter le compte « achat inter unité » et créditer le compte « produits exceptionnelles ».

1.2.5.2. La régularisation des achats

a) Matières premières reçu, facture non reçue

Le compte « matières premières et fournitures stockés » a un solde créditeur qu'est justifié par la non réception des factures. Au 31/12/2012 l'unité froid a régularisé ce compte qui a débité le compte « matières premières et fournitures » et créditer le compte « fournisseurs, factures non parvenues ».

b) Facture reçu, matière et fourniture non réceptionnée

Le compte « matières premières et fournitures » a un solde débiteur, ce qui est justifié par la non réception des matières et fournitures, Au 31/12/2012, l'unité froid a régularisé ce compte elle a débité le compte « stocks à l'extérieur » et crédité le compte « matières premières et fournitures stocké ».

c) Régularisation du compte « matières premières et fournitures stockés »

A la clôture de l'exercice 2012, l'unité froid pour régulariser le compte « achat stockés de matières et fournitures » elle a débité le compte « achat importation matières premières » et crédité le compte « autres produits exceptionnelles ».

1.2.5.3. La régularisation des comptes à soldes irrégulier

a) Régularisation du compte bancaire

L'état de rapprochement bancaire de l'unité froid a fait apparaître au 31/12/2012 un solde débiteur du compte « banque » et un solde créditeur du compte « concours bancaires ».

b) Régularisation du compte fournisseur débiteur

Durant l'exercice 2012, l'unité froid a accordé des avances par chèque à des fournisseurs. Ces derniers restent injustifiés au 31/12/2012, elle a débité le compte « fournisseurs débiteurs avance et acomptes » et crédité le compte « fournisseur de stocks et de services ».

1.2.6. Présentation de la balance après inventaire

Balance après inventaire ou 31/12/2013

Unité : en MDA

N/C	Désignation	Solde	
		Débit	Crédit
134	Impôts différés passif	0,00	64 .85
10	Capital, réserves et assimilés	0,00	0,00
11	Report à nouveau	0,00	0,00
12	Résultat de l'exercice	0,00	0,00
13	Produits et charges différés hors cycle d'exploitation	0,00	30.32
153	Provision pour pension et obligations similaires	0,00	186.70
158	Provision pour charges passif non courant	0,00	8 .64
15	Provision pour charges passif non courant	0,00	193.55
164	Emprunt et dettes assimilés	0,00	49.80
167	Dettes sur contrat de location- financement	0,00	0,00
16	Emprunt et dettes assimilés	0,00	49.80
17	Dettes rattachés à des participations	0,00	0,00
181	Comptes de liaison entre établissement	0,00	5 831.58
18	Comptes de liaison des établissements et sociétés en participation	0,00	5 831.58
1	Comptes de capitaux	0,00	6 685.79
205	Concessions et droits similaires brevets, licences.	8 .47	0,00
20	Concessions et droits similaires brevets, licences.	8 .47	0,00
211	terrains	250.10	0,00
213	constructions	4 452.74	0,00
215	Installations techniques	0.3 6	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0.000019	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 598.31	0,00
232	Immobilisation corporelles en cours	30.77	0,00
23	Immobilisations en cours	0.30	0,00
275	Dépôts et cautionnement versé	0.68	0,00
27	Autres immobilisations financiers	0.68	0,00
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	0,00	8.47
281	Amortissent des immobilisations corporelles	0,00	6 434.29
28	Amortissements des immobilisations	0,00	6 442.76
2	Compte des immobilisations	10 607.78	6 442.76
310	Profit tableaux latéral	1 143.93	0,00
31	Matières premières et fournitures	1 143.93	0,00
321	Fournitures consommables	186.19	0,00
322	Matières consommables	13.66	0,00
32	Produits finis	199.86	0,00
331	Produits en cours	254.20	0,00
33	En cours de production de bien	254.20	0,00
351	Produits intermédiaires	0,00	0,00
355	Produits finis	0,00	0,00
358	Produits résiduels ou matières de récupération	0,00	0,00
35	Stocks de produits	0,00	0,00
371	Stocks de matière pet f l'extérieur	20.04	0,00
37	stocks à l'extérieur	20.04	0,00
381	Matières premières et fournitures stockés	0,00	0,00

38	Achats stockés	0,00	0,00
391	Pertes de valeurs sur matières premières et fournitures		5.10
39	Pertes de valeurs sur stocks et services	51.04	0,00
3	Compte des stocks	1 618.03	5.10
401	Fournisseurs des stocks et fournitures	0,00	66.52
404	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	2 .16
408	Fournisseurs factures non parvenues	0,00	6.16
409	Fournisseurs débiteurs avances et comptes versés RRR à obtenir autres créances	287.46	0,00
40	Fournisseurs et comptes rattachés	212.61	0,00
411	Clients	0.12	0,00
41	Clients et comptes rattachés	0.12	0,00
421	Personnel, rémunérations dues	0,00	24.52
423	Participations des salariés au résultat	0.0011	0,00
425	Personnel, avances et comptes accordés	0.20	0,00
426	Personnel, dépôts reçus	0,00	1.43
427	Personnel, opposition sur salaires	0,00	
428	Personnel, charges à payer et produits à recevoir	0,00	18.70
42	Personnel et comptes rattachés	0,00	44.47
431	Sécurité sociale	0,00	12.68
432	Autres organismes sociaux	0,00	30.83
438	Organismes sociaux, charges à payer et produits à recevoir	0,00	6.86
43	Organismes sociaux et comptes rattachés	0,00	50.39
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers	0,00	0,00
444	Etat, impôts sur les résultats	0,00	41.88
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	0,00	4.09
44	Etat, collectivités publiques organismes internationaux et comptes rattachés	0,00	37.78
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir	0,00	0,00
467	Autres comptes débiteurs ou créditeurs	0,00	0,00
46	Débiteurs divers et créditeurs divers	0,00	0,00
47	Comptes de transitoires ou d'attente	0,00	0,00
496	Pertes de valeur sur compte de débiteurs divers	0,00	124.42
49	Pertes de valeurs sur compte des tiers	0,00	124.42
4	Comptes de tiers	3 45.6 0	314.36
511	Valeurs à l'encaissement	5.02	
512	Banques comptes courants	1.68	
517	Autres organismes financiers	0.11	
518	Intérêts courus	0,00	0.65
519	Concours bancaires courants	247.63	0,00
51	banque	241.46	0,00
530	Caisse centrale	0.11	0,00
53	caisse	0.11	0,00
541	Régies d'avances accréditives	0,00	0,00
541	Régies d'avances et accréditifs	0,00	0,00
54	Régies d'avances et accréditifs	0,00	0,00
581	Virements de fonds	0,00	0,00
58	Virements internes	0,00	0,00
5	Comptes financiers	6 .94	248.28
601	Matières premières	1 383.47	0,00
62	Autres services extérieurs	36.20	0,00
607	Achats non stockés de matières et fournitures	18.27	0,00
60	Achats consommés	1 437.95	0,00
615	Entretien, réparations et maintenance	0.98	0,00
616	Primes d'assurance	7.84	0,00
618	Documentations et divers	0.15	0,00
61	Service extérieur	8.84	0,00
621	Personnel extérieur à l'entreprise	2.68	0,00

625	Déplacements, missions et réception	0.71	0,00
626	Frais postaux et de télécommunication	0.41	0,00
627	Services bancaires et assimilés	10.83	0,00
62	Autres service extérieurs	14.64	0,00
631	Rémunérations du personnel	334.51	0,00
635	Cotisations aux organismes sociaux	115.75	0,00
637	Autres charges sociales	17.48	0,00
638	Autres charges de personnel	328.14	0,00
63	Cotisation aux organismes sociaux	705.89	0,00
642	Impôts et taxes non récupérables sur chiffre d'affaires	0.05	0,00
645	Autres impôts et taxes	1.14	0,00
64	Impôts, taxes et versements assimilés	1.19	0,00
656	Amendes et pénalités, subventions accordés	2.33	0,00
657	Charges exceptionnelles de gestion courante	225.28	0,00
65	Autres charges opérationnelles	227.61	0,00
661	Charges d'intérêts	13.48	0,00
666	Pertes de change	3.65	0,00
66	Charge financières	17.13	0,00
681	Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeurs Actif non courants	124.83	0,00
685	Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeurs Elément financiers	0.54	0,00
68	Dotation aux amortissements provisions et pertes de valeurs	12.58	0,00
69	Impôts sur le résultat assimilés	0,00	0,00
6	Comptes de charges	2 638.67	0,00
700	Ventes de marchandise	0,00	0.50
704	Ventes de travaux	0,00	3.63
706	Autres prestations de service	0,00	0.66
70	Ventes de marchandises et des produits fabriqués de service	0,00	3.75
723	Variations de stocks d'en-cours	0,00	76.73
724	Variations de stocks de produits	0,00	2 391.47
72	Produits stockée et déstockée	0,00	2 468.21
732	Production immobilisée d'actifs corporels	0,00	0.45
73	Production immobilisée	0,00	0.45
757	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	5.64
758	Autres produits de gestion	0,00	0.20
75	Autres produits opérationnels	0,00	5.47
766	Gains de charge	0,00	7.42
76	Produits financiers	0,00	7.42
785	Reprises d'exploitation sur pertes de valeur et provision-actif Non courants	0,00	21.01
786	Reprise financières sur pertes de valeur et provisions	0,00	161.61
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions	0,00	182.63
7	Comptes de produits	0,00	2 718.95
8960	Achat consommés	16.38	0,00
8961	Services extérieurs et autres consommations	211.55	0,00
8963	Charges de personnel	0,00	63.87
8965	Autres charges opérationnels	17.62	
8970	chiffre d'affaire	0,00	1 763.01
8972	Variation stocks produits finis et en-cours	2 389.65	0,00
9875	Autres produits opérationnelles Production stockée	0,00	0.50
89	Production stockés	807.82	0,00
8	Compte d'achat	2 635.21	1 827.39
	Total général	18 288.61	18 288.61

Source : Etabli à partir des états financiers.

Nous remarquons que la balance après inventaire est équilibrée.

Section2. Les états financiers de l'ENIEM

Les états financiers sont une représentation financière structurée des événements affectant une entreprise et des transactions réalisées par celle-ci. Leur objectif est de fournir des informations sur

la situation financière, la performance et les flux de trésorerie d'une entreprise. Ces informations étant utiles à une gamme variée d'utilisateurs lors de leur prise de décisions économiques. Les états financiers servent ainsi à comparer dans le temps la performance d'une entreprise par rapport à ses performances passées, mais aussi par rapport à d'autres entreprises.

2.1. Définition et objectif des états financiers

Les états financiers sont un ensemble complet de documents comptables et financiers permettant de donner une image fidèle de la situation financière, de la performance et de la trésorerie de l'entreprise à la fin de l'exercice.

Selon le SCF les états financiers sont :

- un bilan
- un compte de résultat
- un état de variation des capitaux propres
- un tableau des flux de trésorerie
- une annexe.

L'objectif des états financiers est de fournir des informations utiles sur la situation financière (Bilan), la performance (compte de résultat) et les variations de la situation de trésorerie (tableau des flux de trésorerie) d'une entité afin de répondre aux besoins de l'ensemble des utilisateurs de ces informations.

Les états financiers permettent de garantir la transparence de l'entité à travers une information complète et de fournir une présentation fidèle de l'information utile pour les besoins de la prise de décision.

2.2. Présentation des états financiers de l'ENIEM pour la période 2013

L'ENIEM est comme toute entité entrant dans le champ d'application du présent système comptable établit annuellement des états financiers.

Les états financiers de cette entreprise comprennent un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie, un tableau de variation des capitaux propres, une annexe précisant les règles et méthodes comptables utilisées et fournissant des compléments d'informations au bilan et au compte de résultat.

2.2.1 Le bilan

Le bilan est un tableau de synthèse de base. Il présente la situation financière d'une entreprise à une date donnée, il décrit séparément les éléments d'actif et les éléments de passif, il est présenté comme suit :

Tableau N° 16 : Actif du bilan exercice 31/12/2013

Unité : en MDA

N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amortissement ou Provisions	Montant Net au 31/12/2013	Montant Net au 31/12/2012
	<u>ACTIF NON COURANT</u>					
20	Immobilisations incorporelles		17 .07	13 .56	3.51	0.97
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 .15	5.09	3.06	0.52
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 .91	8 .47	0.44	0.44
21	Immobilisations corporelles		19 352.65	11 170.62	8 182.02	8 282.28
211	Terrains		5 291.90		5 291.90	5 291.90
212	Agencements et aménagements de terrain		34.81	28.60	6 .21	8.32
213	Bâtiments		7 705.83	5 026.83	2 678.99	2 879.87
	Installations techniques, matériel et outillage industrielle					
215			6 079.23	5 891.21	188.02	84.30
218	Autres immobilisations corporelles		240.85	223.97	16.88	17.88
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		47.47		47.47	131.63
26	Immobilisations financières		1 471.00	986.00	485.00	485.00
261	Titres de filiales		1 471.00	986.00	485.00	485.00
27	Autres Immobilisations financières		602.51	0,00	602.51	415.44
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		602.51	0,00	602.51	415.44
275	Dépôts et cautionnements versés		37.36		37.36	29.75
276	Autres créances immobilisées		565.14		565.14	385.68
133	Impôts différés actif		65.52		65.52	120.46
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 556.23	12 170.19	9 386.04	9 435.80
	<u>ACTIF COURANT</u>					
3	<u>Stocks et encours</u>		5 096.16	130.14	4 966.01	4 842.82
30	Stocks de marchandises		18.82		18.82	1.53
31	Matières premières et fournitures		1 833.17	75.23	1 757.94	1 790.81
321	Fournitures consommables		436.10	22.77	413.33	335.57
322	Matières consommables		51.15	1.64	49.51	50.67
331	Produits en cours		320.50		320.50	240.45
351	Produits intermédiaires		50.12	14.17	35.94	29.95
355	Produits finis		2 339.44	16.31	2 323.12	2 147.98
	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2.23		2.23	1.47
358						
37	Stocks à l'extérieur		44.58		44.58	244.34
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2 202.74	591.86	1 610.87	1 465.93
	<u>Créances clients</u>		1 333.94	396.21	937.73	911.86
411	Clients		922.30		922.30	894.92
413	Clients, effets à recevoir		15.42		15.42	16.94
416	Clients douteux		396.21	396.21	0,00	
	<u>Autres débiteurs</u>		755.89	195.65	560.24	501.71
409	Four.-débit.: avance. et acompte.		300.34	124.42	175.91	135.40
45	Groupe et associés		454.73	71.22	383.50	366.29
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		821 601,85		0.82	
486	Charges constatées d'avances				0,00	0.0091
44	<u>Impôts et assimilés</u>		112.89	0,00	112.89	52.35
444	Etat, impôts sur les résultats		112.89		112.89	52.23
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				0,00	0.12
48	<u>Autres créances et emplois assimilés</u>		0,00	0,00	0,00	0,00
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		238.02	0,00	238.02	643.71
	<u>Placements autres actifs financiers courants</u>		0,00	0,00	0,00	
	<u>Trésorerie</u>		238.02	0,00	238.02	643.71
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237.43		237.43	643.30
53	Caisse		0.57		0.57	0.40
54	Régies d'avances et accreditifs		0.001		0.010	0.010
	TOTAL ACTIF COURANT		7 536.92	722.01	6 814.91	6 952.48
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 093.15	12 892.20	16 200.95	16 388.29

Source : Document interne à L'ENIEM

Tableau N° 17 : Passif du bilan exercice 31/12/2013

Unité : en MDA

N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
	Capital émis		13 114.53	13 114.53
101	Capital social		10 279.80	10 279.80
1016	Dotations définitives		2 834.73	895.01
102	Autres fonds propres			1 939.71
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		270.15	206.54
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légal, statutaire, ordinaire, réglementée)		270.15	206.54
105	Écart de réévaluation		141.02	143.24
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		35.82	60.69
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		107.81	96.25
110	Résultat en instance d'affectation			59.49
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		107.81	36.75
	Part de la société consolidant (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 669.34	13 621.27
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		762.44	790.93
16	Emprunts et dettes assimilés		762.44	790.93
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		144.41	127.41
134	Impôts différés passif		144.41	127.41
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		452.07	748.37
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		423.17	717.41
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		19.50	18.95
131	Subventions d'équipement		8.75	12.01
132	Autres subventions d'investissements		0.63	
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 358.92	1 666.71
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		522.73	508.66
401	Fournisseurs de stocks et services		458.74	449.14
403	Fournisseurs, effets à payer		0.64	0.64
404	Fournisseurs d'immobilisations		15.26	15.11
408	Fournisseurs factures non parvenues		48.07	43.75
	Impôts		219.65	23.81
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		199.17	23.81
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		20.47	0.0042
	Autres dettes		320.92	208.89
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accordé. Autres avoirs à établir		3.84	5.84
42	Personnel et comptes rattachés		124.04	35.40
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		152.19	126.66
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		26.73	23.52
443	Opérations particulières avec l'Etat.			0.0040
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		5.68	
46	Débiteurs divers et créditeurs divers			9.03
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		8.41	8.42
	Trésorerie passif		109.36	358.92
519	Concours bancaires courants		83.33	333.33
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26.03	25.59
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 172.68	1 100.30
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 200.95	16 388.29

Source : Document interne à L'ENIEM

2.2.2. Le compte de résultat

Le compte de résultat est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement. Il fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice : bénéfice/profit ou perte.

Tableau N° 18: le compte de résultat période 01/01/2013 au 31/12/2013

Unité : en MDA

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
70	Ventes et produits annexes		5 802.38	5 795.96
72	Variation stocks produits finis et en cours		341.15	-36.67
73	Production immobilisée		4.01	1.93
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		6 147.55	5 761.22
60	Achats consommés		3 948.38	3 774.89
	Services extérieurs et autres consommations		245.93	221.06
61	Services extérieurs		76.70	75.65
62	Autres services extérieurs		169.22	145.40
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		4 194.32	3 995.95
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 953.23	1 765.26
63	Charges de personnels		1 584.57	1 439.80
64	Impôts, taxes et versements assimilés		101.68	95.40
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		266.96	230.05
75	Autre produits opérationnels		109.07	147.18
65	Autres charges opérationnelles		415.44	230.43
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		272.86	266.16
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		362.84	187.26
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		50.58	67.90
76	Produits financiers		21.38	24.46
66	Charges financières		41.53	33.15
	VI - RESULTAT FINANCIER		-20.14	-8.68
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		30.43	59.21
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-5.38	-1.48
692	Imposition différée actif		-4.97	-1.07
693	Imposition différée passif		-0.40	-0.40
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 640.86	6 120.13
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 605.04	6 059.43
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		35.82	60.69
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		35.82	60.69
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

Source : Document interne à L'ENIEM

2.2.3. Le tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie a pour but d'apporter aux utilisateurs des états financiers une base d'évaluation de la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des informations sur l'utilisation de ces flux de trésorerie, il présente l'ensemble des transactions qui affectent le total des fonds propres d'une entreprise au cours d'un exercice.

Tableau N° 19: Le tableau de flux de trésorerie

Unité : en MDA

DESIGNATION	NOTE	Montant au 31/12/2013	Montant au 31/12/2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 751.34	6 335.35
Restitution de provisions		45.51	
Autres encaissements		100.00	362.74
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		6 611.09	6 350.67
Intérêts et autres frais financiers payés		96.07	61.42
Frais divers		78.14	62.45
Impôts et taxes		177.28	400.55
Impôts sur les résultats payés			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		-65.74	-177.02
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires (à préciser)		-17.00	-8.95
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		-82.74	-185.97
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immobilisation, corporelles ou incorporelles		21.02	24.39
Encaissements sur cessions d'immobilisation, corporelles ou incorporelles		3.00	
Décaissements sur acquisitions d'immobilisation financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placements financiers			
Dividendes et quote-part des résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)		-18 .02	-24.39
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectués		25.00	
Encaissements provenant d'emprunts		430.84	900.00
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		710.77	606.12
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		-304.93	293.87
Incidence des var. des taux de change sur liquidités et quasi - liquidités (D)			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C+D)		-405.69	83.50
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		643.71	560.21
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		238.02	643.71
Variation de trésorerie de la période		-405.69	83.50
Rapprochement avec le résultat comptable		35.82	60.69

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.4. L'état de variation des capitaux propres

L'état de variation des capitaux propres constitue une analyse des mouvements ayant affecté chacune des rubriques constituant les capitaux propres de l'entité au cours de l'exercice.

Tableau N° 20 : L'état de variation des capitaux propres

Unité : en MDA

Désignation	Capital social	Autres fonds propres	Prime d'émission	Écart d'évaluation	Écart de réévaluation	Réserves et résultat	Total
Solde au 31 Décembre 2011	10 279.8	2 834 7,31			145.47	354.88	13 614.89
Changement de méthode comptable						-52.09	
Correction d'erreurs significatives							
Réévaluation des immobilisations					-2.22		
Profits ou pertes non compte. dans le compte de résultat							
Dividendes payés							
Augmentation de capital							
Résultat net de l'exercice						60.69	
Solde au 31 Décembre 2012	10 279.8	2 834.73	0,00	0,00	143.24	363.49	13 621.27
Changement de méthode comptable						71.06	
Correction d'erreurs significatives							
Réévaluation des immobilisations					-2.22		
Profits ou pertes non compte. dans le compte de résultat							
Dividendes payés							
Augmentation de capital						-56.58	
Résultat net de l'exercice						35.82	
Solde au 31 Décembre 2013	10 279.8	2 834.73	0,00	0,00	141.02	413.79	13 669.34

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.5. L'annexe

L'annexe est un document de synthèse, faisant partie des états financiers. Elle fournit les explications nécessaires pour une meilleure compréhension du bilan et du compte de résultat et complète autant que de besoin les informations utiles aux lecteurs des comptes.

Les modèles des tableaux figurés dans l'annexe de l'ENIEM sont présentés comme suit.

2.2.5.1. Le tableau des amortissements

Tableau N° 21 : Le tableau des amortissements

Unité en : MDA

Rubriques et postes	Note	Amortissements cumulés au début d'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Régularisations des amortissements	Diminutions éléments sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2013
Goodwill						
Immobilisation incorporelles		13.13	428 921,94			13.56
Immobilisation corporelles		10 943.15	234.97	0.33	7.83	11 170.62
Terrain						0,00
Agencements et Aménagements de terrain		32.54	1.89	-5.83		28.60
Bâtiments		4 825.98	200.87		0.027	5 026.83
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 861.36	26.53	3.74	0.43	5 891.21
Autres immobilisations corporelles		223.25	5.66	2.42	7.37	223.97
Immobilisations en concession						0,00
Participations		986.00	0,00	0,00	0,00	986.00
Titres de filiales		986.00				986.00
Autres titres de participation						0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associée						0,00
Créances rattachées à des participations groupe						0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe						0,00
Créances rattachées des sociétés en participations						0,00
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés						0,00
Titres représentatifs de droits de créance						0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement						0,00
Dépôts et cautionnements versés						0,00
Autres créances immobilisées						0,00
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		11 942.28	235.40	0.33	7.83	12 170.19

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.5.2. Le tableau des créances et dettes

Tableau N° 22: Tableau des créances et des dettes

Unité : en MDA

Rubriques et postes	Notes	A un an	A plus d'un an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total au 31/12/2013
CREANCES					
Prêts					0,00
Clients		831.27	111.64	391.02	1 333.94
Groupe et associés		17.00	31.43	406.30	454.73
Impôts		57.52	55.37		112.89
Autres débiteurs		174.99	1.74	124.42	301.16
TOTAL		1 080.79	200.19	921.75	2 202.74
DETTES					
Emprunts		293.33	90.42	462.02.	845.77
Titres participatifs					0,00
Groupe et associés					0,00
Fournisseurs		340.85	125.76	56.10	522.73
Impôts		252.07			252.07
Dettes financières		1.53	11.30	13.20	26.03
Autres créditeurs		203.97	71.20	13.32	288.50
TOTAL		1 091.76	298.69	544.65	1 935.12

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.5.3. Le tableau de l'évolution des immobilisations

Tableau N° 23 : Tableau de l'évolution des immobilisations

Unité : en MDA

Rubriques et postes	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Virements internes	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice			Valeur brute au 31/12/2013
			Acquisitions	Apports	Créations	Cessions	Scissions	Mises hors service	
Immobilisation incorporelles	14.10		2.96						17.07
Immobilisation corporelles	19 357.07	0,00	58.69	0,00	0.47	15.58	0,00	0.54	19 400.12
Terrain	5 29.19								5 291.90
Agencements et Aménagements de terrain	40.87	-6 .05							34.81
Bâtiments	7 705.86							0.027	7 705.83
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 945.66	115.64	17.70		0.47			0.24	6 079.23
Autres immobilisations corporelles	241.13	1.04	4.64			5.73		0.22	240.85
Immobilisations en cours	131.63	-110.62	36.35			9 .84		0.084	47.47
Immobilisations en concession									0,00
Participations	1 471.00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 471.00
Titres de filiales	1 471.00								1 471.00
Autres titres de participation									0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées									0,00
Créances rattachées à des participations groupe									0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe									0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations									0,00
Autres actifs financiers non courants	415.44	0,00	314.20	0,00	0,00	0.52	0,00	126.60	602.51
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille									0,00
Titres représentatifs de droits de créance									0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille									0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement									0,00
Dépôts et cautionnements versés	29.75		134.70			0.48		126.60	37.36
Autres créances immobilisées	385.68		179.50			0.040			565.14
Impôts différés actif	120.46		122.46			177.40			65.52
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	21 378.09	0,00	498.32	0,00	0.47	193.50	0,00	127.15	21 556.23

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.5.4. Le tableau de participation

Tableau N° 24 : Te tableau des participations

Unité : en MDA

Filiales et entités associées	Notes	Capitaux propres	Dont capital	Quote-part de capital détenu (%)	Résultat du dernier exercice	Prêts et avances accordées	Dividendes encaissés	Valeur comptable des titres détenus
FILIALES		0,00	1 471 .00	0 %	0,00	454.73	0,00	1 471,00
FILAMP MOHAMMADIA			986,00			286.64		986,00
EIMS MILIANA			485,00			168.08		485,00
ENTITES ASSOCIEES								
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	1 471,00	0 %	0,00	454.73	0,00	1 471,00

Source : Document interne à L'ENIEM

2.2.5.5. Le tableau de pertes de valeur

Tableau N° 25: Tableau des pertes de valeurs sur immobilisations et autres actifs non courants

Unité : en MDA

Rubriques et postes	Notes	Pertes de valeur cumulées au début d'exercice	Augmentations pertes de valeur sur l'exercice	Reprises sur pertes de valeur	Pertes de valeur cumulées au 31/12/2013
Goodwill					
Immobilisation incorporelles					
Immobilisation corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrain					
Agencements et Aménagements de terrain					
Bâtiments					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autre immobilisation incorporelles					
Immobilisations en concession					
Participations		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de filiales					
Autres titres de participation					
Titres mis en équivalence - entreprises associées					
Créances rattachées à des participations groupe					
Créances rattachées à des participations hors groupe					
Créances rattachées à des sociétés en participations					
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immobilisation. De l'activité de portefeuille					
Titres représentatifs de droits de créance					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Prêts et créances sur contrat de location - financement					
Dépôts et cautionnements versés					
Autres créances immobilisées					
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Etabli à partir des états financiers.

2.2.5.6. Tableau des provisions

Tableau N° 26: Tableau de provisions

Unité : en MDA

Rubriques et postes	Notes	Provisions cumulées au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées au 31/12/2013
POVISIONS PASSIFS NON COURANTS					
Provisions pour pensions et obligations similaires		717.41	19.51	313.74	423.17
provisions liées au personnel					0,00
Provisions pour pertes de change		7.39	0.55		7.94
Provisions pour impôts					0,00
Provisions sur litiges		11.55			11.55
TOTAL		736.36	20.06	313.74	442.68
PROVISIONS PASSIFS COURANT					
Provisions pour dépréciation des stocks		138.23	12.93	21.01	130.14
Provisions pour dépréciation des créances clients		414.02		17.81	396.21
Provisions pour dépréciation des autres créances		195.65			195.65
TOTAL		747.91	12.93	38.83	722.01

Source : Etabli à partir des états financiers.

Conclusion

A l'achèvement de ce chapitre, nous avons souligné que l'ENIEM utilise deux système d'enregistrement comptable à s'avoir : le système centralisateur et le système informatisé.

Nous avons aussi constaté que l'ENIEM établie les états financier selon les normes SCF. Ces derniers sont au nombre de cinq à savoir : le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de la variation des capitaux propre et les annexes.

Ce faisant, nous pouvons dire que l'ENIEM fournie une information comptable complète, synthétique et détaillée.

Chapitre V

*L'analyse de la performance
financière de L'ENIEM*

Introduction

Nous allons étudier la rentabilité de l'entreprise par le biais de l'analyse financière et ce, à travers ses bilans financiers, ses indices d'équilibre, les ratios et le tableau des soldes intermédiaires de gestion. Pour ce faire, nous avons choisis la période sur laquelle sera portée notre analyse. Cette période s'étale entre 2011 et 2013.

Cette étude a pour objet d'évaluer la valeur de l'entreprise au regard des éléments objectifs déterminés à partir des données financières historiques.

L'évaluation de l'entreprise s'effectue avec un diagnostic de l'entreprise, une analyse de ses performances antérieures, de sa situation actuelle et de ses perspectives futures.

Section 1. L'analyse de la solvabilité

La solvabilité d'une entreprise est sa capacité à honorer ses dettes. Elle se mesure généralement à travers plusieurs ratios financiers qui évaluent la capacité de l'entreprise à couvrir ses échéances de court terme, moyen et de long terme. Cette analyse est assurée par le bilan financier.

1.1. Analyse des bilans financiers pour la période 2011,2012 et 2013

1.1.1. Bilan financier de l'ENIEM pour les années 2011,2012 et 2013

Tableau N° 27 : Les emplois des bilans financiers pour 2011, 2012 et 2013 de l'ENIEM

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
Valeurs immobilisées	9 605, 44	9 435, 80	9 386,04
immobilisations incorporelles	0,60	0,97	3,51
Immobilisations corporelles	8 680,49	8 282,28	8 182,02
Immobilisations en cours	278,53	131,63	47,47
Immobilisations financières	485,00	485,00	485,00
Autres Immobilisations financières	19,36	415,44	602,51
Impôts différés actif	141,44	120,46	65,52
Valeurs d'exploitation	4 388,92	4 842, 82	4 966,01
Stocks et encours	4 388,92	4 842,82	4 966,01
Valeurs réalisables	1 012,92	1 465,93	1 610,87
Clients	472,59	911,86	922,30
Autres débiteurs	499,04	501,71	560,24
Impôts et assimilés	41,28	52,35	112,89
Valeurs disponibles	560,21	643,71	238,02
Banque, établissements financiers	559,95	643,30	237,43
Caisse	0,24	0,40	0,57
Régies d'avances et accréditifs	0,01	0,01	0,01
Total des emplois	15 567,50	16 388,29	16 200,95

Source: Etabli à partir des bilans 2011-2013.

Tableau N° 28 : Les ressources des bilans financiers pour 2011,2012 et 2013 de l'ENIEM

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
Capitaux propres	13 614,89	13 621,27	13 669,34
Capital émis	13 114,53	13 114,53	13 114,53
Réserves légale	206,54	206,54	270,15
Écart de réévaluation	145,47	143,24	141,02
Résultat net - Résultat net part du gré (1)	59,49	60,69	35,82
Autres capitaux pro - Report à nouveau	88,84	96,25	107,81
Dettes à moyen et à long terme	1 238,28	1 666,71	1 358,92
Emprunts et dettes financières	230,68	790,93	762,44
Impôts (différés et provisionnés)	143,52	127,41	144,41
Provisions, produits comptabilisé d'avance	864,08	748,37	452,07
Dettes à court terme	714,32	1 100,30	1 172,68
Fournisseurs et comptes rattachés	390,26	508,66	522,73
Impôts	74,81	23,81	219,65
Autres dettes	213,89	208,89	320,92
Banque, établis financiers et assimilés	35,34	358,92	109,36
Total des ressources	15 567,50	16 388,29	16 200,95

Source: Etabli à partir des bilans 2011-2013.

1.1.2. Présentation des bilans financiers condensés de l'ENIEM, période 2011-2013

Les bilans financiers condensés de la période 2011-2013, sont présentés ci-dessous, par exercices séparé, en faisant ressortir, en plus, la structure de chacune des parties actif, passif.

Tableau N° 29 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2011

Unité : en Million de DA

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 605,44	62 %	Fonds propres	13 614,89	87 %
v. d'exploitation	4 388,92	28 %	DLMT	1 238,28	8 %
v. réalisables	1 012,92	6 %	DCT	714,32	5 %
v. disponible	560,21	4 %			
Total	15 567,50	100%	Total	15 567,50	100%

Source : Elaboré d'après le bilan financier 2011.

Tableau N° 30 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2012

Unité : en Million de DA

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 435,80	58 %	Fonds propres	13 621,27	83 %
v. d'exploitation	4 842,82	29 %	DLMT	1 666,71	10 %
v. réalisables	1 465,93	9 %	DCT	1 100,30	7 %
v. disponible	643,71	4 %			
Total	16 388,29	100%	Total	16 388,29	100%

Source : Elaboré d'après le bilan financier 2012.

Tableau N° 31 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2013

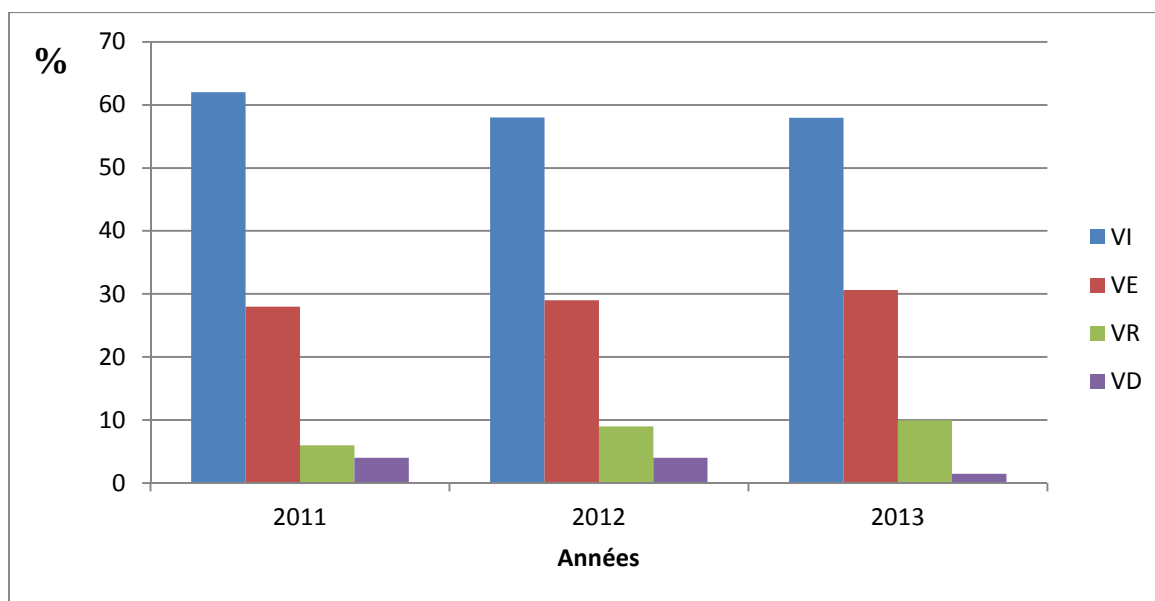
Unité : en Million de DA

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 386,04	57,94 %	Fonds propres	13 669 ,34	84,37%
v. d'exploitation	4 966,01	30,65 %	DLMT	1 358,92	8,39 %
v. réalisables	1 610,87	9,94 %	DCT	1 172,68	7,24 %
v. disponible	238,02	1,47 %			
Total	16 200,95	100 %	Total	16 200,95	100 %

Source : Elaboré d'après le bilan financier 2013.

1.1.3. Analyse des bilans financiers condensés 2011-2012-2013

Notre analyse des bilans financiers condensés va ce faire à l'aide des proportions représentatives de chaque rubrique du bilan. Pour faciliter notre lecture des bilans, nous nous sommes appuyés de la représentation graphique ci-dessous.

1.1.3.1. Analyse de la structure des emplois*a) Représentation de la structure des emplois***Graph N° 04 : Représentation des emplois des bilans financiers condensés 2011-2012-2013**

Source : Etabli par nous même à partir des bilans financiers condensés de la période 2011-2013.

b) Analyse de la structure des emplois

Dans ce qui suit, nous allons revenir sur l'importance de chacun des emplois et sur son évolution.

- Les valeurs immobilisées (VI)

La part des immobilisations dans le bilan de l'entreprise pour les années 2011, 2012 et 2013 représente respectivement 62%, 58% et 57,94%. Cette catégorie est constituée en grande partie par

des immobilisations corporelles (bâtiments, machines...). Ceci s'explique que l'entreprise à un caractère industriel.

Nous constatons également que la valeur des immobilisations de l'entreprise est en baisse. Cela résulte du fait que les valeurs des investissements réalisés dans le domaine sont faibles pour l'ensemble des exercices, d'une part, des cessions des actifs jugés excédentaires et des amortissements.

- Les valeurs d'exploitations (VE)

Les valeurs d'exploitation représentent 28% en 2011. Elles ont connu une augmentation en 2012 de 29% et 30,65% en 2013. Cette augmentation est due essentiellement au non écoulement des produits en stock (réfrigérateurs et climatiseurs), ceci revient au fait que l'entreprise ne dispose pas d'un bon réseau de distribution lui permettant d'épuiser à temps ses produits fabriqués.

- Les valeurs réalisables (VR)

Les valeurs réalisables de l'entreprise sont restés stables durant les trois années et sont de l'ordre de : 6%, 9% et 9,94%.

Globalement, ces créances sont détenues essentiellement sur les entreprises et organismes publics ainsi que sur les œuvres sociales (soit 60%) et sont matérialisées par des conventions où les modalités de paiement négociées garantissent un paiement selon les échéanciers préalablement convenus. L'entreprise doit fournir plus d'effort dans sa politique de recouvrement des créances afin de garder un équilibre dans sa trésorerie.

- Les valeurs disponibles (VD)

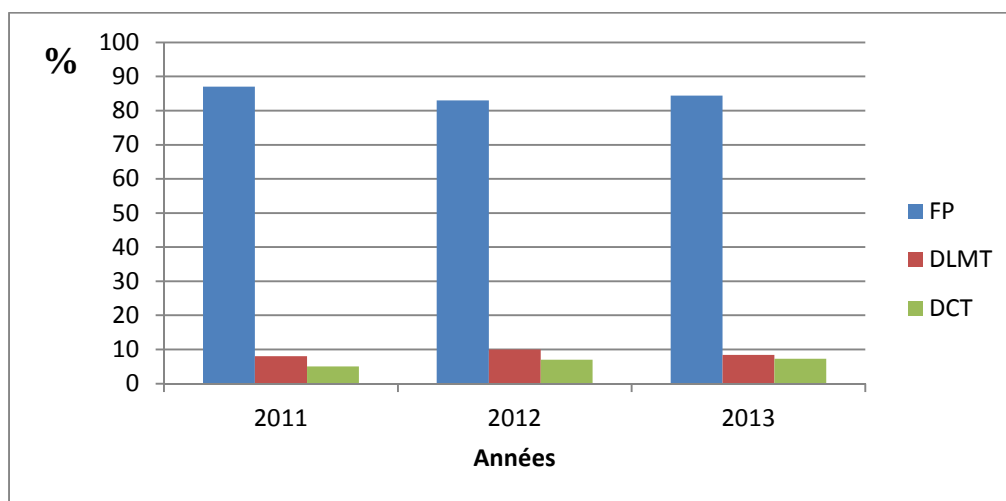
On remarque que durant les trois exercices 2011, 2012, 2013, les valeurs disponibles sont de l'ordre de : 4%, 4% et 1,47% donc inférieures à 5%, ce qui signifie que l'entreprise gère ses liquidités d'une manière rationnelle.

Cependant, la trésorerie de l'entreprise parfois elle est pénalisée par des bonus qu'elle verse aux travailleurs admis à la retraite.

1.1.3.2. Analyse de la structure des ressources

a) Représentation des ressources

Graphe N° 05: Représentation des ressources des bilans financiers condensés 2011-2012-2013



Source : Etabli par nous même à partir des bilans financiers condensés de la période 2011-2013.

b) Analyse des ressources

Après avoir passé en revue la structure des emplois de l'ENIEM pour la période considérée, nous allons dans ce qui suit exposer la structure des ressources de l'ENIEM pour la même période, en nous aidant également des proportions représentatives de ces ressources reprise graphiquement par le graphe ci-dessus.

Le graphe N°05, fait montrer une nette supériorité des fonds propres par apport au passif de l'ENIEM pendant toute la période. Nous allons dans ce qui suit revenir en détail sur chacune de ses ressources, une après l'autre.

- Les fonds propres (FP)

L'entreprise ENIEM détient des fonds propres de valeurs positifs qui représentent 87% en 2011, 83% en 2012 et 84,37% en 2013 de la totalité des ressources. Ce qui signifie que l'entreprise est en situation d'autonomie financière.

Grâce à l'assainissement financier dont elle a bénéficié, l'ENIEM a pu reconstituer ses fonds propres et rétablir l'équilibre de sa structure financière.

- Les dettes à long et à moyen terme (DLMT)

Les DLMT sont insignifiantes par rapport au total des ressources, avec des taux de 8% en 2011, 10% en 2012 et de 8,39% en 2013. Le pourcentage des DLMT de l'entreprise est très faible, ce qui signifie que le recours de l'entreprise aux emprunts pour investir est faible.

Ce qui est remarquable même au niveau des valeurs immobilisées qui n'ont pas subi d'augmentations remarquables entre les trois exercices.

- Les dettes à court terme (DCT)

Les DCT représentent également un taux faible ne dépassant pas 5% en 2011, 7% en 2012 et 7,24% en 2013. Cette situation est liée à l'assainissement des dettes par le trésor public décidé et mis en œuvre en 2009, malgré le fait que plus de 80% des achats de l'ENIEM proviennent des importations qu'elle réalise avec le fournisseur étranger qui n'accorde pas de long délai de règlement.

1.2. Analyse de l'équilibre financier à long terme (exercice 2011-2012-2013)

L'analyse de l'équilibre financier à long terme se fait, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédent, sur la base des indicateurs financiers tirés du bilan financier à savoir principalement le fond de roulement.

1.2.1. Détermination du fond de roulement net (FRN)

La détermination du fond de roulement se fait par le haut et par le bas du bilan.

- *Par le haut du bilan*

$FRN = \text{Capitaux permanents} - \text{Valeurs immobilisées}$, avec capitaux permanents = FP + DLMT

Tableau N° 32 : Calcul du fonds de roulement

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
Fond Propre (1)	13 614,89	13 621,27	13 669,34
DLMT (2)	1 238,28	1 666,71	1 358,92
Valeurs immobilisées (3)	9 605,44	9 435,80	9 386,04
FRN= (1) + (2)- (3)	5 247,73	5 852,18	5 642,22

Source: Etabli par nous même à partir des bilans.

- *Par le bas du bilan*

$FRN = \text{Actif circulant} - \text{DCT}$

Tableau N° 33 : Calcul du fonds de roulement

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
V. d'exploitation (1)	4 388,92	4 842,82	4 966,01
V. Réalisables (2)	1 012,92	1 465,93	1 610,87
Valeurs Disponibles (3)	560,21	643,71	238,020
DCT (4)	714,32	1 100,30	1 172,68
FRN= (1) +(2) +(3)-(4)	5 247,73	5 852,18	5 642,22

Source: Etabli par nous même à partir des bilans.

D'après les données ci-dessus, nous remarquons que les fonds de roulement pour les trois exercices sont de valeur positive. Cela signifie qu'il existe un équilibre financier à long terme pour toute la période grâce à la reconstitution des fonds propres de l'entreprise, obtenue après l'assainissement financier¹ et le rachat des dettes (découverts bancaires) par le trésor.

1.2.2. Détermination des fonds de roulement propres (FRP)

Sachant que le FRP est déterminé suivant la relation $FRP = FRN - DLMT$, nous avons pour les trois exercices (2011, 2012, 2013), les données indiquées dans le tableau ci-après.

Tableau N° 34 : Détermination des fonds de roulement propres

Unité : en Million de DA			
Désignation	2011	2012	2013
FRN (1)	5 247,73	5 852,18	5 642,22
DLMT (2)	1 238,28	1 666,71	1 358,92
FRP= (1) - (2)	4 009,45	4 185,46	4 283,30

Source : Etabli par nous même

Nous constatons que l'entreprise a dégagé un fonds de roulement propre positif grâce à l'intervention de l'Etat à l'effacement des dettes et l'existence d'un fonds propre positif. Il faut également voir que les DLMT ne représentent pas des valeurs pouvant peser sur le FRN.

1.3. Analyse de l'équilibre financier à court terme et immédiat (2011-2013)

Après l'analyse faite au tour des fonds de roulement, l'analyse financière se complète souvent par une analyse de l'équilibre à court terme. Ce type d'analyse est assuré par l'indicateur, besoin en fonds de roulement.

L'équilibre à très court terme ou immédiat est approché par l'analyse de la situation de la trésorerie.

1.3.1. Besoin en fonds de roulement (BFR)

Comme également déjà exposé, le BFR est déterminé par la relation suivante.

$$BFR = \text{Besoins cycliques} - \text{Ressources cycliques}.$$

Le tableau ci après fait ressortir le niveau des BFR des trois exercices retenus (2011-2013).

¹ Voir chapitre III

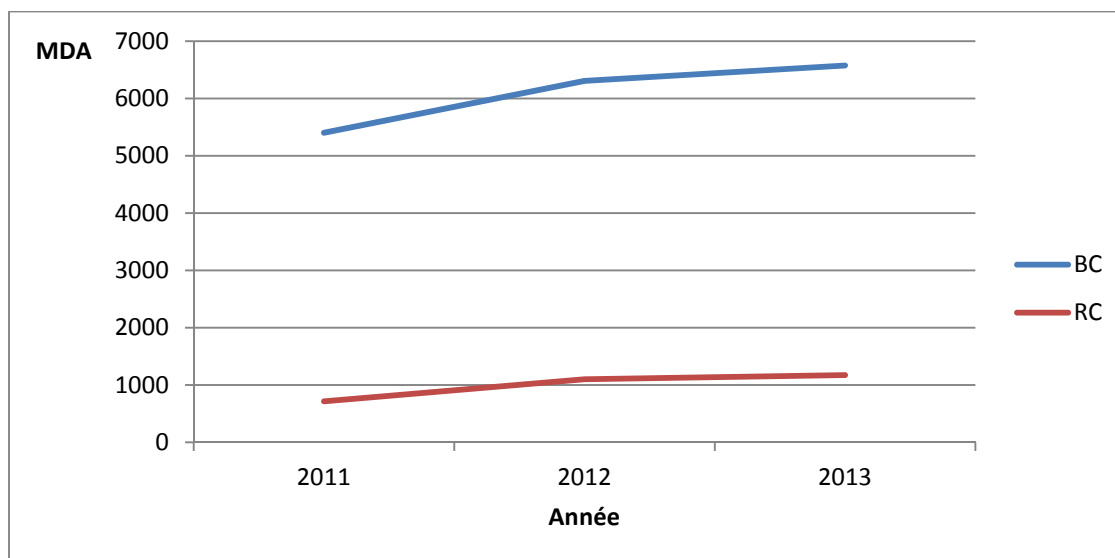
Tableau N° 36 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)

Unité : en MDA

Désignatio	2011	2012	2013
VE	4 388,92	4 842,82	4 966,01
VR	1 012,92	1 465, 93	1 610,87
Besoin cyclique (1)	5 401,84	6 308, 768	6 576,88
DCT	714,32	1 100,30	1 172,68
Concours bancaires	0,00	0,00	0,00
Ressources cyclique (2)	714,32	1 100,30	1 172,68
BFR = (1) – (2)	4 687,52	5 208,46	5404,20

Source: Etabli par nous même à partir des bilans.

Pour faciliter notre lecture du tableau ci-dessus nous nous sommes appuyés sur la représentation graphique ci-dessous.

Graphe N° 06 : Représentation des besoins cycliques et des ressources cyclique.

Source : Etabli par nous même à partir du tableau N° 36.

Le besoin en fonds de roulement est la part des actifs circulant (ou besoin d'exploitation) dont le financement n'est pas assuré par les passifs circulants (ou ressources d'exploitation). Le décalage qui existe entre les dépenses engagées et les recettes générées par les ventes engendre un besoin de financement, les délais fournisseurs demeurent généralement insuffisants pour compenser le renouvellement des stocks et des créances clients.

Nous constatons que le besoin en fonds de roulement est positif durant les trois années et augmente d'une année à une autre. Cette augmentation est due principalement à l'augmentation des valeurs d'exploitation représentées par les stocks. Cette situation signifie aussi qu'une partie de l'actif circulant n'est pas couverte par le passif circulant.

1.3.2. La trésorerie (T)

La trésorerie peut être calculée par deux méthodes différentes. Dans ce qui suit, nous utilisons ces deux méthodes successivement.

- 1^{ère} méthode :

$$T = FRN - BFR$$

Tableau N° 37 : Calcul de la trésorerie

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
FRN (1)	5 247,73	5 852,18	5 642,22
BFR (2)	4 687,52	5 208,46	5404,20
T = (1) – (2)	560,21	643,71	238,02

Source: Etabli par nous même

- 2^{ème} méthode

$$T = \text{Valeur disponible} - \text{Concours bancaires}$$

Tableau N° 38 : Calcul de la trésorerie

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
V. Disponibles (1)	560,21	643,71	238,02
CB (2)	0,00	0,00	0,00
T= (1) – (2)	560,21	643,71	238,02

Source: Etabli par nous même à partir des bilans.

Des deux tableaux ci-dessus, nous relevons que durant les trois exercices 2011, 2012 et 2013, l'ENIEM a enregistré une trésorerie nette supérieure à 0 [$TN > 0$], ce qui signifie que l'entreprise assure un équilibre financier immédiat, c'est à dire qu'elle peut exploiter toute opportunité qui se présente sur le marché.

Nous remarquons à travers l'analyse de l'équilibre financier que durant les trois exercices 2011-2012-2013, la situation financière de l'ENIEM est équilibrée, et elle a réalisé des résultats positifs. Par ce que ($FRN > BFR$ et $TN > 0$)

1.4. L'analyse de la situation financière de l'entreprise par la méthode des ratios période (2011-2013)

Après avoir fait l'analyse des bilans financiers et l'analyse des équilibres financiers, l'analyse de la solvabilité se complète souvent par l'analyse des ratios.

Dans ce qui suit, nous allons procéder à présenter les principaux ratios les plus illustratifs de la situation de la trésorerie de l'entreprise.

Le calcul des ratios permet d'affiner le jugement financier en facilitant les comparaisons dans le temps ou avec des entreprises du même secteur.

1.4.1. Le ratio d'autonomie financière

Le ratio d'autonomie financière indique la part des financements propres rapportés à l'ensemble des financements. Il se calcul suivant la formule ci-après.

$$\text{Le ratio d'autonomie financière} = \text{Capitaux propres} / \text{Total des dettes} > 1$$

Tableau N° 39 : Calcul du ratio d'autonomie financière

Ratio	2011	2012	2013
Autonomie financière	6,97	4,92	1,62

Source : Etabli par nous soins à partir du bilan

Nous remarquons que le ratio d'autonomie financière de l'ENIEM est supérieur à 1, durant les trois exercices. Il dénote l'autonomie financière totale de l'entreprise. Cela résulte de la reconstitution des fonds propres de l'entreprise après l'assainissement financiers.

1.4.2. Ratio de solvabilité

La solvabilité exprime la capacité de l'entreprise à rembourser l'intégralité de ses dettes (long, moyen et court terme) par la vente de tous ses actifs. Ce ratio doit être supérieur à 1. Il se calcul suivant cette formule.

$$\text{Ratio de solvabilité} = \text{Total actifs} / \text{Total des dettes} > 1$$

Tableau N° 40 : Calcul du ratio de solvabilité

Ratio	2011	2012	2013
Solvabilité	7,97	5,92	6,40

Source: Etabli par nous même

Ce ratio est largement supérieur à 1. La part des fonds propres est largement supérieure au total des dettes dans le passif de l'entreprise pour les trois exercices.

L'analyse des ratios de solvabilité montre que l'entreprise est solvable. Cela signifie qu'elle est capable de payer ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif en cas d'arrêt d'activité.

1.4.3. La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement désigne l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise dans le cadre de son activité qui permettent d'assurer son financement. Dans le tableau ci-dessous, nous allons calculer la CAF par la méthode additive.

Tableau N° 41: Tableau de calcul de la CAF

Unité : en MDA

Années	2011	2012	2013
Résultat net	59,49	60,69	35,82
+Dotation aux amortissements, dépréciation net, provisions	410,60	266,16	272,86
- Reprise sur amortissements, dépréciation	195,67	187,26	362,84
+Valeur comptable des éléments d'actif cédés	0	0	0
-produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	0	0	0
-quote part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	0	0	0
= CAF	274,42	139,60	-54,16

Source: Nous même à partir des états financiers 2011-2012-2013.

Durant les deux années 2011 et 2012, grâce aux résultats net qui ont été positifs, l'entreprise réalise une CAF positive qui exprime l'aptitude de l'entreprise à financer elle-même ses besoins de financement, contrairement à l'année 2013 où le résultat net a marqué une forte diminution plus l'augmentation des charges d'amortissement ont donné une CAF négative.

1.4.4. L'autofinancement (AF)

L'AF est le financement des investissements par les moyens propres de l'entreprise, c'est la source qui provient de l'activité de cette dernière. L'AF se calcule suivant cette formule.

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes}$$

Tableau N° 42: Tableau du calcul de L'AF

Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
CAF	274,42	139,60	-54,16
Dividendes	0,00	0,00	0,00
AF	274,42	139,60	-54,16

Source: Nous même à partir des états financiers 2011-2012-2013.

L'ENIEM a assuré son autofinancement uniquement en 2011 et 2012 grâce au résultat net obtenu. Nous rappelons que l'ENIEM a dégagé une CAF négative en 2013, ce qui ne lui avait pas permis de réaliser un autofinancement.

1.4.5. Ratio de l'endettement

C'est une estimation du niveau de l'endettement, c'est à dire le rapport entre la dette totale et les capitaux propres. Il se calcul suivant cette formule.

$$\text{Endettement} = \text{DLMT} / \text{Capitaux propre} < 1$$

Tableau N° 43: Tableau du calcul du ratio de l'endettement

Ratio	2011	2012	2013
Endettement	0.90	0,12	0,99

Source: Etabli par nous même.

Les trois pourcentages indiquent dans le tableau ci-dessus, l'autonomie financière de l'entreprise. Plus ce ratio est élevé et plus l'endettement de l'entreprise est important. Nous remarquons que le ratio est inférieur à 1 sur les trois exercices. Ceci signifie que l'ENIEM dépend beaucoup des investisseurs et se montre trop prudente dans sa gestion.

1.4.6. Ratios de liquidité

Ils existent trois ratios de liquidité à s'avoir : le ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité immédiate.

1.4.6.1. Ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale est égal au rapport entre l'actif circulant (à moins d'un an) et les DCT, il permet de vérifier que les actifs à moins d'un an sont plus importants que les dettes à moins d'un an et permettent donc de les rembourser. Il peut se calculer comme suit.

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \text{Actif circulant} / \text{Dettes à court terme} \geq 1$$

Tableau N° 44: Calcul du ratio de liquidité générale

Unité : en MDA

Désignation	2011	2012	2013
Actif circulant (1)	5962,06	6952,48	6 814,91
DCT (2)	714,32	1 100,30	1 172,68
R₁ = (1) / (2)	8,35	6,32	5,81

Source: Etabli par nous même à partir des bilans.

Les trois ratios obtenus sont supérieurs à **1**. Ils nous renseignent sur la capacité de l'ENIEM à honorer ses échéances grâce à la totalité de son actif circulant.

1.4.6.2. Ratio de liquidité relative

Le ratio de liquidité relative se calcule suivant cette formule.

$$\text{Ratio de liquidité relative} = \text{Valeurs réalisables} + \text{Valeurs disponibles} / \text{DCT}$$

Tableau N° 45: Calcul du ratio de liquidité relative Unité : en Million de DA

Désignation	2011	2012	2013
VR + VD (1)	1573,13	2109,65	1 848,89
DCT (2)	714,32	1 100,30	1 172,68
R₂ = (1) / (2)	2,20	1,92	1,16

Source: Etabli par nous même

Etant donné que ces chiffres sont supérieurs à 1, nous constatons que l'entreprise peut honorer ses échéances sans procéder à la vente de ses stocks. Néanmoins, elle doit fournir plus d'effort en matière de recouvrement des créances et ce, par une bonne négociation des termes de contrats (clients potentiel) et assurer une politique de recouvrement constante dans le temps.

1.4.6.3. Ratio de liquidité immédiate

Le ratio de liquidité immédiate se calcule comme suit.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \text{Valeurs disponibles VD} / \text{Dettes à court terme DCT} > 1$$

Tableau N° 46: Calcul du ratio de liquidité immédiate

Unité : en MDA

Désignation	2011	2012	2013
VD (1)	560,21	643,71	238,02
DCT (2)	714,32	1 100,30	1 172,68
R₃ = (1) / (2)	0,78	0,59	0,20

Source: Etabli par nous même

Nous constatons que l'entreprise ne peut pas faire face à ses dettes à court terme dans l'immédiat avec ses disponibilités. Une valeur faible de ce ratio ne peut pas refléter l'absence de solvabilité vue que l'entreprise détient des stocks et créances qui peuvent faire face à des dettes à court termes.

1.4.7. Les ratios de rotations

Les ratios de rotations sont calculés dans le tableau qui suit.

Tableau N° 47 : Ratios de rotation

Désignation	Formule	2011	2012	2013
Crédit clients	$\frac{\text{Créances clients}}{\text{CA TTC}} \times 365$	48,82	49,08	50,41
Crédit fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs d'exploitation}}{\text{Achats TTC}} \times 365$	55,50	50,67	45,16
Vitesse de rotation des stocks	La rotation des stocks matières premières = $\frac{\text{Stock moyen des matières premières}}{\text{Matières et fournitures consommées}} \times 365$	139	140	141
	Rotation des Produits finis = $\frac{\text{Stock moyen des produits finis}}{\text{CAHT}} \times 365$	143	142	140

Source : Nous même à partir des états financiers 2011-2012-2013.

a) Concernant les crédits clients

Le délai moyen des encaissements client est de 50 jours. Nous remarquons que durant les trois périodes le délai est très important, cela est dû aux :

- orientation vers un type de clientèle exigeant des délais plus long (organisme publics, œuvres sociales...), et la difficulté de trésorerie de certains d'entre eux ne parvenant pas à honorer leurs échéances.
- pratique commerciales tendant à accorder des délais de paiement supplémentaires à la clientèle pour accroître le chiffre d'affaires.

b) Concernant les crédits fournisseurs

Le délai moyen des paiements des fournisseurs est supérieur au délai moyen de recouvrement de la créance. Ce qui signifie que l'ENIEM reçoit les encaissements avant ses décaissements.

c) La rotation du stock des produits finis

Le délai d'écoulement de produit finis est de 143 jours en 2011, 142 jours pour l'année 2012, 140 pour l'année 2013. Un délai qui ne peut être jugé long. Cela indique qu'il existe des anomalies dans le système de gestion des stocks. Chose due au manque dans le réseau de distribution des ventes.

d) La rotation du stock des matières premières

Le caractère saisonnier de l'activité rend l'interprétation de ce ratio très délicate. Nous constatons un gonflement des stocks lors des approvisionnements qui s'effectuent pour tout l'exercice.

L'éloignement des sources d'approvisionnement (matières premières importées). L'entreprise oblige à prévoir des stocks de sécurité pour éviter des arrêts de production. Ces données rendent la rotation des stocks très lente.

1.4.8. Les ratios de rentabilité

La rentabilité exprime le rapport entre les moyens mis en œuvre et le résultat obtenu.

Dans le cadre de notre étude, nous allons utiliser les ratios de rentabilité commerciale, de rentabilité économique et de rentabilité financière.

La rentabilité commerciale exprime la marge dégagée par les activités d'exploitation. La rentabilité économique mesure l'efficacité des moyens économiques c'est-à-dire l'outil de production, la rentabilité financière est celle qui apprécie l'utilisation de l'apport des actionnaires.

Dans le tableau ci-dessous, nous allons calculer les ratios de rentabilité.

Tableau N° 48: Les ratios de rentabilité

Nature	Formule	2011	2012	2013
Ratio de rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$	0,4	0,4	0,2
Ratio de rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif ou passif}} \times 100$	0,3	0,3	0,2
Ratio de rentabilité commerciale	$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{\text{Chiffre d'affaire}} \times 100$	1,1	1	0,6

Source : Etabli par nous même à partir des états financiers.

Nous remarquons que les ratios de la rentabilité sont en baisse durant les trois exercices mais ils restent toujours positifs, donc nous concluons que l'ENIEM est rentable durant les trois exercices.

1.5. Analyse de la stratégie financière de l'entreprise

Globalement, l'incidence des choix de la gestion sur la structure financière de l'entreprise est satisfaisante. Ce jugement repose sur les observations suivantes:

- l'entreprise possède une trésorerie positive, c'est-à-dire qu'elle peut financer par sa seule exploitation de nouveaux investissements ;
- le besoin de financement est supportable pour la société qui dégage suffisamment de liquidités pour le couvrir ;
- le fonds de roulement de l'entreprise est largement suffisant ;

- le besoin en fonds de roulement (BFR) résulte du décalage dans le temps des recettes par rapport aux frais engagés pour générer celles-ci (en suivant la tendance du chiffre d'affaires, le BFR a continué de s'accroître sur l'ensemble des années).

Section 2. L'analyse du résultat

Le résultat d'une entreprise est sa capacité à générer des bénéfices. Qui fait l'objet d'une analyse financière détaillée à travers ses différentes composantes.

2.1. L'analyse de l'exploitation de l'ENIEM

L'analyse de l'exploitation de l'ENIEM portera sur l'analyse des soldes intermédiaires de gestion dont l'analyse de la répartition de la valeur ajoutée et l'analyse de la rentabilité de l'entreprise. Cette analyse est effectuée à partir des données des tableaux des comptes de résultats de l'entreprise, consistant les différents soldes intermédiaires de gestion, pour la période 2011, 2012 et 2013 qui sont récapitulés dans le tableau suivant.

2.1.1. Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion

Grâce à ce tableau, il est possible de revenir sur chacun des soldes de gestion et de son évolution pendant la période considérée. A cet effet, nous avons calculé les taux de variations pour chaque indicateur de gestion.

Tableau N° 49 : Tableau des soldes intermédiaires de gestion

Unité en : Million de DA

Désignation	2011	2012	Evolution en %	2013	Evolution en %
Production vendue	5 300,31	5 795,96	9,351	5 802,38	0,11
Production stockée	275,85	-36,67	-113,294	341,15	-1030,26
Production immobilisée	2,33	1,93	17,188	4,01	108,23
PRODUCTION DE L'EXERCICE	5578,50	5 761,22	3,275	6 147,55	6,70
Production	5578,50	5 761,22	3,275	6 147,55	6,70
Consommation de l'exercice en provenance des tiers	3911,36	3 995,95	2,162	4 194,32	4,96
VALEUR AJOUTEE	1667,13	1 765,26	5,886	1 953,23	10,64
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	88,21	95,40	8,143	101,68	6,59
Charges de personnel	1376,26	1 439,80	4,616	1 584,57	10,05
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	202,64	230,05	13,526	266,96	16,04
Dotations aux amortissements et provisions	410,60	266,16	-35,176	272,86	2,51
Reprises d'amortissements et provisions d'exploitation	195,67	187,26	-4,299	362,84	93,76
Autres produits	344,78	147,18	-57,311	109,07	-25,88
Autres charges	274,97	230,43	-16,196	415,44	80,28
RESULTAT D'EXPLOITATION (REX)	57,52	67,90	18,0268	50,58	-25,49
REX	57,52	67,90	18,0268	50,58	-25,49
produits financiers	14,05	24,46	74,13	21,38	-12,57
charges financières	26,67	33,15	24,288	41,53	25,28
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	44,90	59,21	31,861	30,43	-48,59
Impôts différés (variation)	-14,58	-1,48	-89,829	-5,38	262,78
RESULTAT COURANT	59,49	60,69	2,019	35,82	-40,98
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	59,49	60,69	2,019	35,82	-40,98

Source : Etabli à partir des états financiers 2011-2013.

2.1.2. L'analyse des tableaux des soldes intermédiaires de gestion

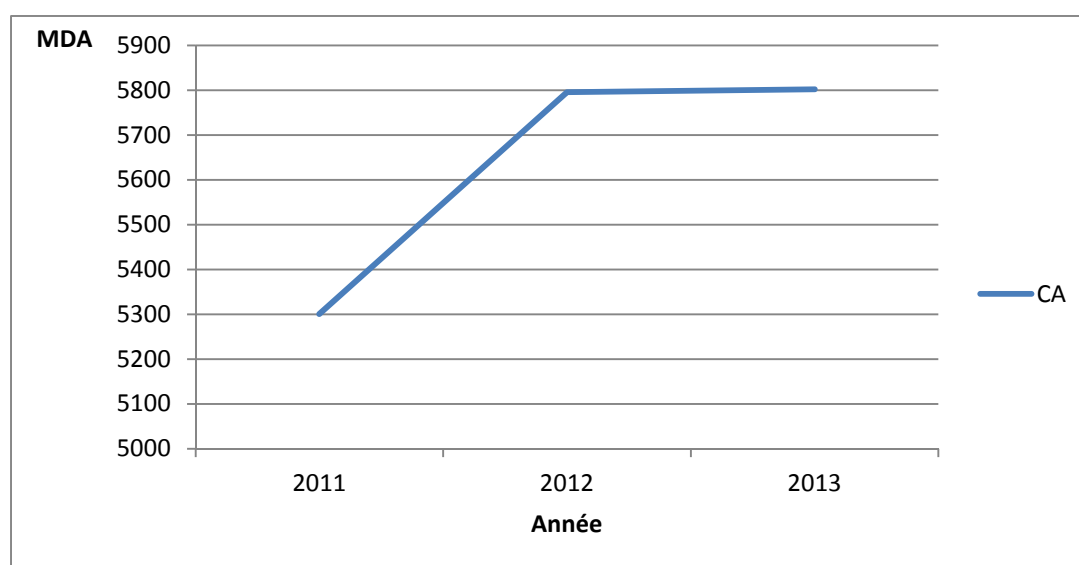
Les soldes intermédiaires de gestion permettent de comprendre la construction du résultat en identifiant et mettant en valeur quelques indicateurs clés tels que la marge, l'excédent brut d'exploitation ou encore le résultat d'exploitation.

Nous utilisons notamment les indicateurs figurant dans les soldes intermédiaires de gestion pour les comparer aux statistiques du secteur, voir directement à des concurrents. Il offre également la possibilité d'analyser les variations par rapports aux exercices précédents et pour calculer des ratios financiers.

2.1.2.1. Le chiffre d'affaire (CA)

Pour mieux comprendre l'évolution du chiffre d'affaires, nous nous sommes appuyés sur la représentation graphique ci-dessous.

Graphe N° 07 : Représentation de l'évolution du CA

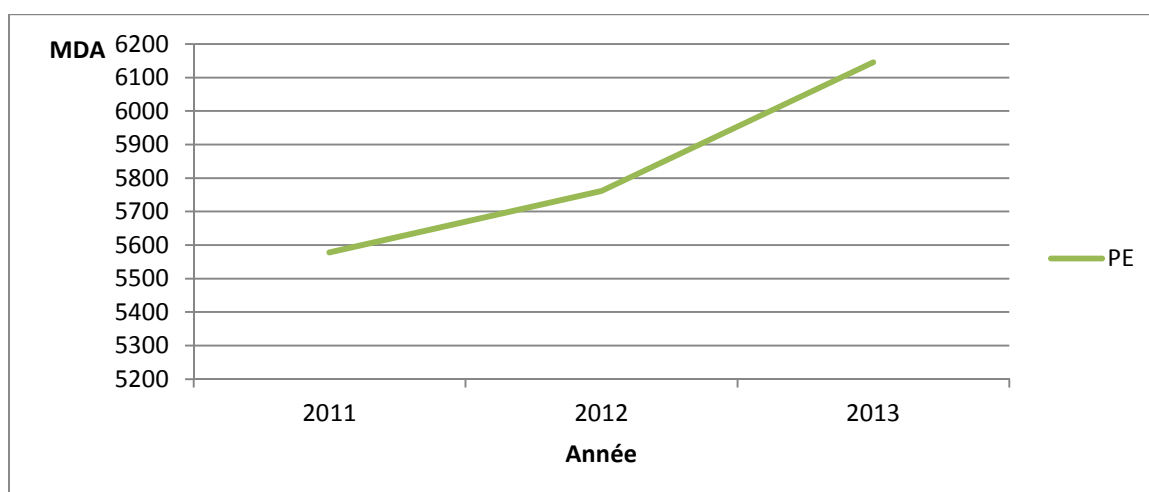


Source : Etabli à partir du tableau N° 49.

Nous remarquons que le CA a augmenté de 9% en 2012 par rapport en 2011 mais uniquement 0.11% en 2013 par apport à 2012. L'augmentation du chiffre d'affaires confirme la croissance enregistrée au cours de ces années, suite à l'augmentation des ventes mais aussi suite à la demande des produits domestiques par les agents (ménages).

2.1.2.2. Production de l'exercice (PE)

Pour mieux comprendre l'évolution de la production de l'exercice, nous allons présenter le graphe suivant.

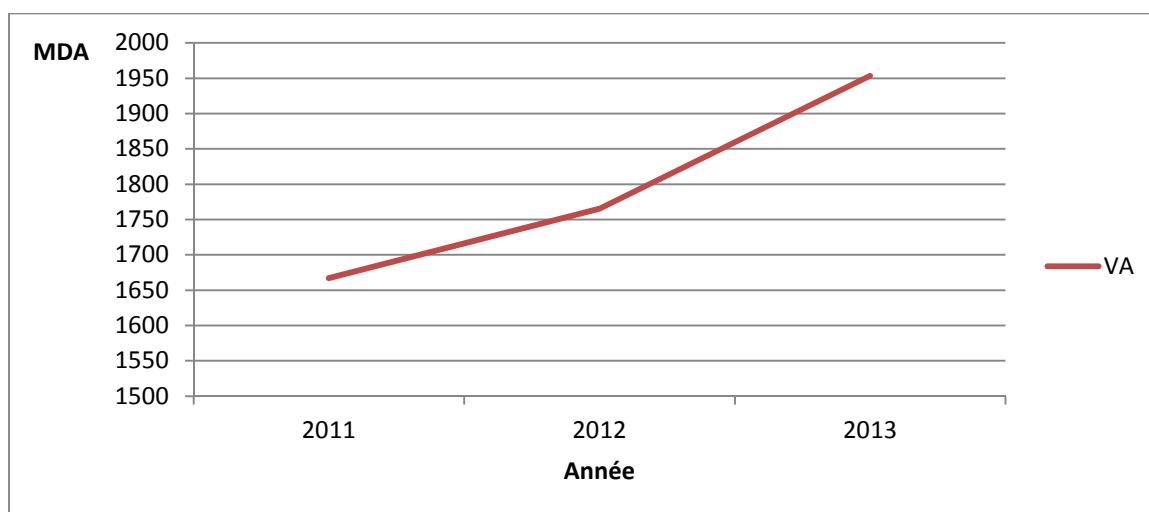
Graphe N° 08 : Représentation graphique de l'évolution de la production de l'exercice

Source : Etabli à partir du tableau N° 49

Nous remarquons que la production de l'exercice a connu une augmentation de 3% en 2012 par rapport à 2011, puis une hausse de 6% en 2013 par rapport à 2012.

2.1.2.3 La valeur ajoutée (VA)

Nous allons présenter dans le graphe qui suit, l'évolution de la valeur ajoutée.

Graphe N° 09 : Représentation de l'évolution de la valeur ajoutée

Source : Etabli à partir du tableau N° 49.

La valeur ajoutée (VA) représente la richesse créée par l'entreprise. Nous relevons que la richesse créée par l'ENIEM a augmenté de 6% en 2012 par rapport à 2011 puis une hausse de 10% en 2013.

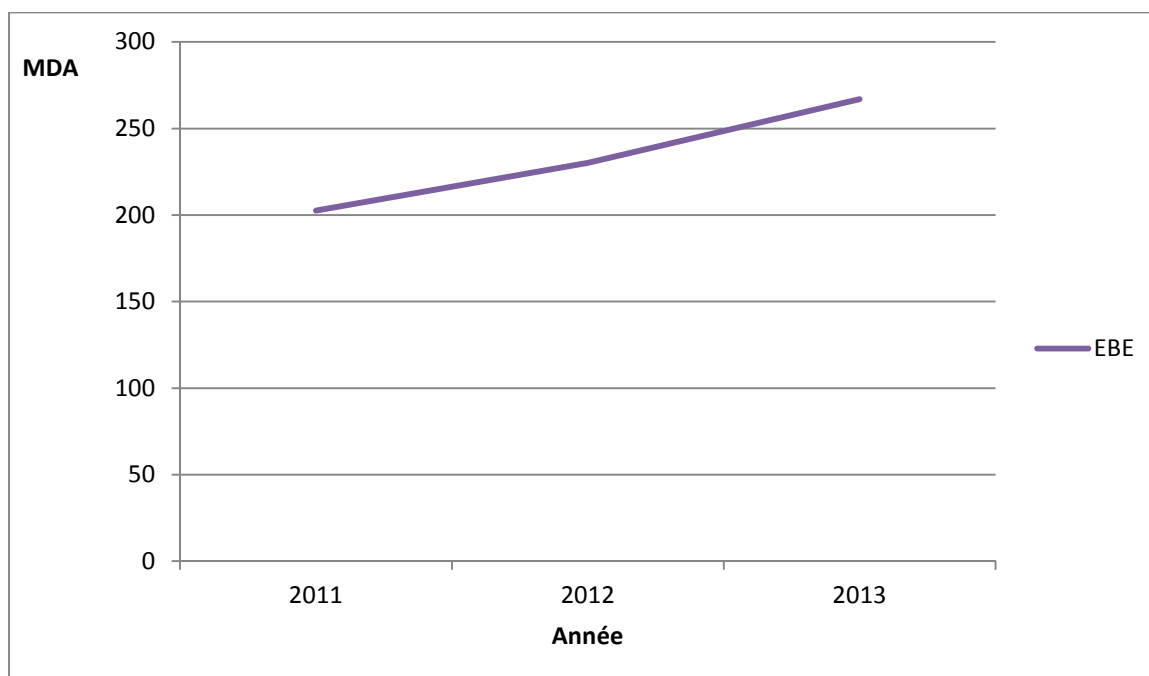
Nous constatons aussi que la Valeur Ajoutée créée sur les trois années a permis la couverture de la totalité des frais de personnel et des impôts et taxes, ce qui a donné lieu à un Excédent Brut d'Exploitation (EBE) positif.

La valeur ajoutée de l'entreprise est donc en constante augmentation depuis 2011, ce qui traduit la très bonne intégration de l'entreprise dans son secteur d'activité.

2.1.2.4. Excédent brut d'exploitation (EBE)

Pour mieux comprendre l'évolution de l'excédent brut d'exploitation, nous nous sommes appuyés sur la représentation graphique ci-dessous.

Graphes N° 10 : Représentation graphique de l'évolution de l'EBE.



Source : Etabli à partir du tableau N° 49.

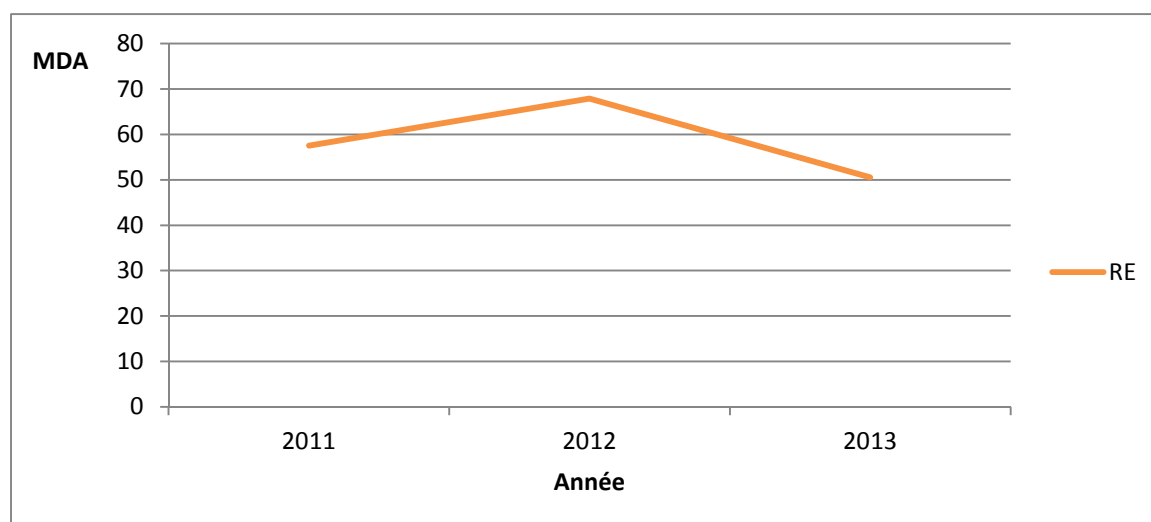
Nous remarquons que l'EBE de l'entreprise affiche une hausse de 14% en 2012 par rapport à 2011 et une augmentation de 16 % en 2013 par rapport à 2012. Cette évolution s'explique par la croissance de la valeur ajoutée de l'entreprise. Cela veut dire que l'ENIEM assure sa performance économique.

Nous constatons, également, que l'Excédent Brut d'Exploitation dégagé a permis, aussi, de couvrir les frais divers et les dotations aux amortissements pour les trois années.

2.1.2.5. Le résultat d'exploitation (RE)

Nous nous sommes appuyés sur la représentation graphique ci-dessous pour mieux comprendre l'évolution du résultat d'exploitation.

Graphe N° 11 : Représentation de l'évolution du résultat de l'exploitation



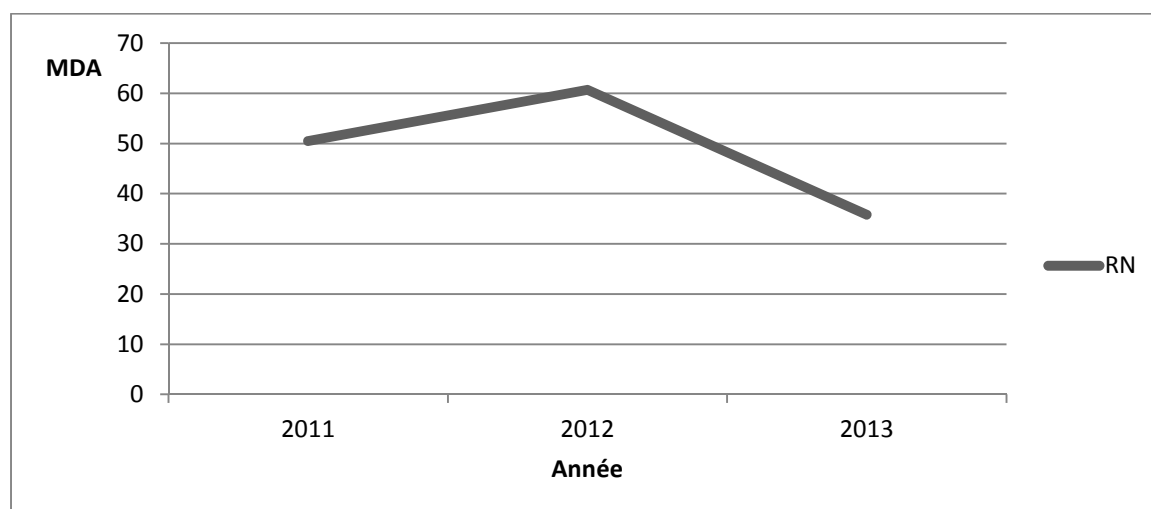
Source : Etabli à partir du tableau N° 49.

Nous remarquons que le résultat d'exploitation a marqué une augmentation de 18% en 2012 par rapport à 2011, puis il a enregistré une baisse de 25,49 % en 2013 par rapport à 2012. Ce mouvement à double sens est dû à l'augmentation des charges et la diminution des produits.

2.1.2.6. Résultat net (RN)

Nous allons présenter par le graphe qui suit, l'évolution du résultat net.

Graphe N° 12 : Représentation graphique de l'évolution du résultat net.



Source : Etabli à partir du tableau N° 49.

Nous remarquons que le résultat net de l'entreprise a augmenté de 2% en 2012 par rapport à 2011, puis en 2013 il a subi une baisse de 40,98 %, en raison de l'augmentation des autres charges mais le résultat reste toujours positif.

2.1.3. Analyse synthétique de l'entreprise

Après avoir fait l'analyse de la solvabilité et l'analyse du résultat de l'ENIEM, nous allons tenter de synthétiser notre analyse en dégagant les points forts et les points faibles de l'entreprise du point de vue financier.

2.1.3.1. Points fort et opportunités

a) Points forts

Parmi les points forts de l'ENIEM nous avons :

- l'ENIEM a une capacité d'endettement;
- c'est une entreprise solvable durant les trois années étudiées ;
- un équilibre à long terme et immédiat assuré durant la période étudiée, ce qui lui permet de profiter de toutes les opportunités qui se présente sur le marché;
- l'entreprise gère bien ses liquidités ;
- fonds de roulement suffisant ;
- EBE satisfaisant.

b) Opportunités

Les opportunités de l'ENIEM sont :

- la situation géographique stratégique de l'ENIEM lui permet de bénéficier de plusieurs avantages en infrastructure, notamment la route nationale N°12 ;
- la notoriété de la marque de l'ENIEM et la qualité des produits reconnue par les consommateurs nationaux constitue un atout pour l'entreprise.

Malgré que l'ENIEM dispose des points forts, elle a aussi des points faibles et menaces qu'on présente comme suit.

2.1.3.2. Points faibles et menaces

a) Points faibles

Parmi les points faibles de l'ENIEM nous avons:

- ralentissement des ventes notamment les produits froids ;
- des stocks des matières premières et produits finis relativement élevés ;
- non maîtrise des charges qui influence négativement sur la capacité d'autofinancement de l'ENIEM et sa rentabilité;

- croissance du BFR ;
- manque de réseau de distribution qui engendre l'augmentation de stocks des produits finis.

b) Menaces

Les menaces de l'ENIEM sont :

- l'entreprise est confrontée à une forte concurrence notamment les produits froids ;
- l'absence des exportations des produits de l'ENIEM engendre le manque de devise, alors qu'elle importe ses principales matières premières.

Conclusion

Nous concluons que l'analyse financière est l'outil qui permet de monter l'aspect réel de la santé financière d'une entreprise et de prendre des décisions.

L'analyse financière des trois exercices 2011, 2012 et 2013, nous a conduits à conclure que l'ENIEM est en situation d'équilibre financier durant toute la période.

Ce jugement repose sur les faits suivants :

- les fonds de roulement sont de valeur positive : 5 247,73 MDA en 2011, 5 852,18 MDA en 2012 et 5 642,22 MDA en 2013 ;
- La trésorerie nette est supérieure à zéro : 560,21 MDA en 2011, 643,71 MDA en 2012 et 238,02 MDA en 2013 ;
- la valeur ajoutée créée par l'ENIEM sur les trois années a connue une évolution positive ;
- ENIEM a réalisé un EBE positif ;
- elle a réalisé également des résultats positifs.

A decorative border composed of small, dark gray diamonds arranged in a rectangular frame around the text.

Conclusion générale

Nous voici au terme de notre travail qui a porté sur l'analyse de l'information financière relative à la performance de l'entreprise à travers sa structure financière et son activité. Il était question dans cette étude d'examiner le niveau de la performance financière de l'ENIEM.

A travers notre recherche, nous avons relevé que la performance est un concept polysémique, qui est différemment appréhendé selon les auteurs et les angles de vue.

Nous avons aussi souligné que l'analyse financière est un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise et la prise des décisions. En outre, l'analyse financière relative aux performances se heurte, en premier lieu, à un épineux problème de mesure. La recherche d'une norme satisfaisante de mesure des résultats constitue donc un impératif catégorique pour une appréciation des performances.

Au-delà de ce problème de mesure, l'analyse financière doit par ailleurs conduire à un jugement clair sur le niveau et la qualité des résultats. Le recours à des démarches prouvées telles que celles proposées par la méthode des ratios permet de passer ainsi de la mesure à l'appréciation des performances.

L'information financière reflétant la performance d'une entreprise est présentée selon les systèmes de comptabilité et de l'analyse financière en utilisant des différentes méthodes dont l'analyse des états financiers et les ratios qui nous ont permis d'établir une analyse sur la situation financière de l'entreprise étudiée.

Nous avons consigné que l'ENIEM utilise deux système d'enregistrement comptable à s'avoir : le système centralisateur et le système informatisé.

Nous avons également constaté que le système de production de l'information financière au sein de l'ENIEM se base sur les principes et méthodes du système comptable financier (SCF) impliquant la diffusion d'une information en cinq (05) états financiers.

Sur la base des informations financières fournies par l'ENIEM à propos de ces comptes pour les exercices successifs 2011, 2012, 2013, nous sommes arrivés, après analyse des comptes résultats de ces exercices et analyse de la solvabilité, à conclure que :

- l'analyse des ratios de solvabilité fait ressortir que l'ENIEM est en situation de solvabilité, c'est-à-dire qu'elle est capable de payer ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif en cas d'arrêt d'activité ;
- l'ENIEM gère convenablement ses liquidités, étant donné que le ratio de liquidité générale obtenu durant les trois périodes est supérieur à un (1).

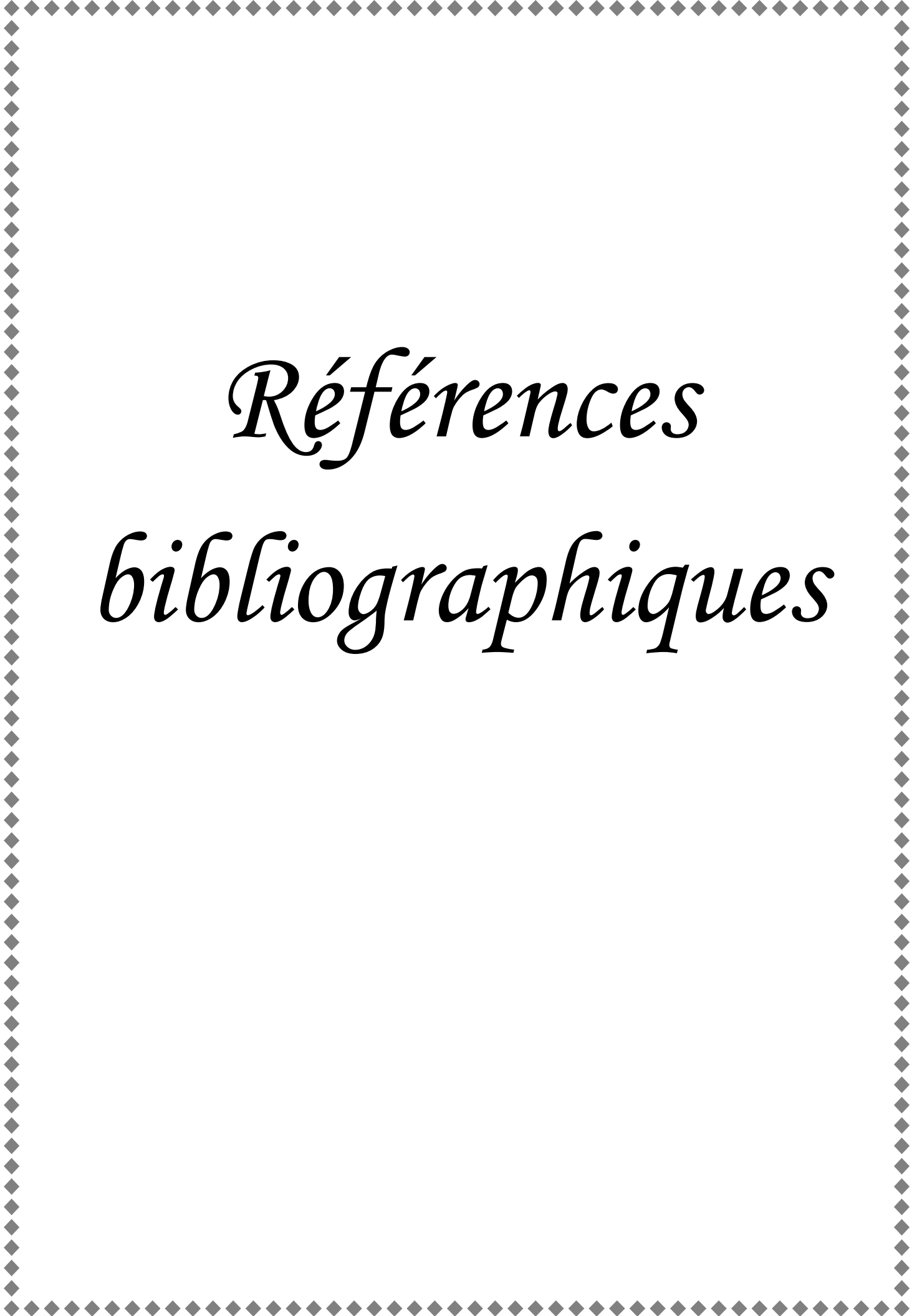
Nous avons constaté par ailleurs que la valeur ajoutée créée par l'ENIEM sur les trois années a connue une évolution positive (1667,13 MDA en 2011 ; 1 765,26 MDA en 2012 et 1 953,23 MDA en 2013), qui a permis la couverture de la totalité des frais de personnel et des impôts et taxes ce qui a donné lieu à un excédent brut d'exploitation (EBE) positif. Le chiffre d'affaire a aussi évolué positivement soit (5 300,31 MDA en 2011, 5 795,96 MDA en 2012 et 5 802,38 MDA en 2013).

L'ENIEM a réalisée également pendant tout la période des bénéfices net. Cela corrobore à dire qu'elle est rentable et autonome durant les trois exercices étudiés.

Puisque le fonds de roulement et la trésorerie sont de valeurs positives, le constat qui ressort est que l'entreprise est en équilibre du point de vue financier.

D'après ces résultats, nous avons abouti à la confirmation de la première hypothèse, selon laquelle la combinaison des deux approches comptables et financière, permettrait de nous faire une idée plus précise du niveau de la performance de l'ENIEM.

A travers l'analyse des différents indicateurs, nous pouvons conclure que l'ENIEM est performante durant les trois exercices étudiées mais le niveau de cette performance reste insuffisant. En effet, les indicateurs financiers se rapportant à l'exercice 2013, notamment concernant la CAF, dont le solde est négatif font ressortir que la performance atteinte demeure fragile. Cela confirme la deuxième hypothèse par laquelle l'approche comptable et financière est limitée dans la mesure où elle n'intègre pas tous les facteurs de la performance.



Références bibliographiques

Références bibliographiques

Ouvrages

1. ALFONSI Gerad, Pratique de la gestion de l'analyse financière, Edition d'Organisation, 1984.
2. BARREAU J, et DELAHAYE J, Gestion financière, Edition Dunod, Paris, 2001.
3. SANSRI Brahim, Analyse financière, Edition Chihab, Alger, 1996.
4. CABY Gérard, Analyse financière, Edition Education, France, 2003.
5. CARSO Pierre, Gestion financière de l'entreprise, Edition Dunod, Paris, 1999.
6. COHEN Elie, Analyse financière, Edition Economica, France, 2004.
7. DRUKER Peter, L'avenir du management, Edition Mondial Du Village, Paris, 1999.
8. FERICELLI et SIRE Bruno, Performance et ressources humaines, Edition Economica, Paris, 1996.
9. FRANCK Missonier-Piera, WOLFGANG Dick, Comptabilité financière en IFRS, Edition Pearson, paris, 2009.
10. GRANDGUILLOT F et Béatrice, Analyse financière, Edition Lextenson, Paris, 2008.
11. HARANGER Martine, Diagnostic financier, Edition Hachette, Paris, 2008.
12. HOARAU Christian, Analyse financière et évaluation financière des entreprises et des groupes, Edition Vuibert, Paris, 2008.
13. KALIKA Michel, Structure de l'entreprise, réalité, déterminants et performances, Edition Economica, Paris, 1995.
14. KEISER Anne Marie, Gestion financière, Edition ESKA, Paris, 1993.
15. LAHILLE Jean-Pierre, Analyse financière, Edition Dunod, Paris, 2007.
16. LEBAS M, performance : Mesure et Management Faire face à un paradoxe, Editions Octares, Toulouse, 1996.
17. LORRINO Philippe, Comptes et récits de la performance, Edition d'organisation, Paris, 1996

18. MARION Alain, Analyse financière concept et méthodes, Edition Gaétan, Paris, 1992.
19. PARIENTE Simon, Analyse financière et évaluation de l'entreprise, Edition Pearson Education, France, 2000.
20. PAUCHER Pierre, Mesure de la performance financière de l'entreprise, Edition OPU, Alger, 1993.
21. PLANCHET Vincent, Mesure et amélioration des performances industrielles, France, 2006.
22. RAIMBAULT Guy, Gestion financière d'entreprise, Edition Chihab, 2001.
23. THIBAUT Jean-Pierre, Analyse financière de la PME, Edition les liaisons, Paris, 1994.

Revues

1. BACHET Daniel, «Quelle performance pour les entreprises et pour l'emploi ? », Revue Economie et Politique, France ? Novembre Décembre 1998.
2. BOURGUIGNON A, «Peut-on définir la performance ? », Revue Française de Comptabilité, N° 269, juillet août 1995.
3. CHEIKH ADAOUI A, « Analyse des fondements théoriques du concept de la performance », Revue du chercheur N° 07, 2009-2010.
4. DEBIENS J, « Comment augmenter la productivité dans le secteur public », Revue de gestion. 1988.

Thèses et mémoires

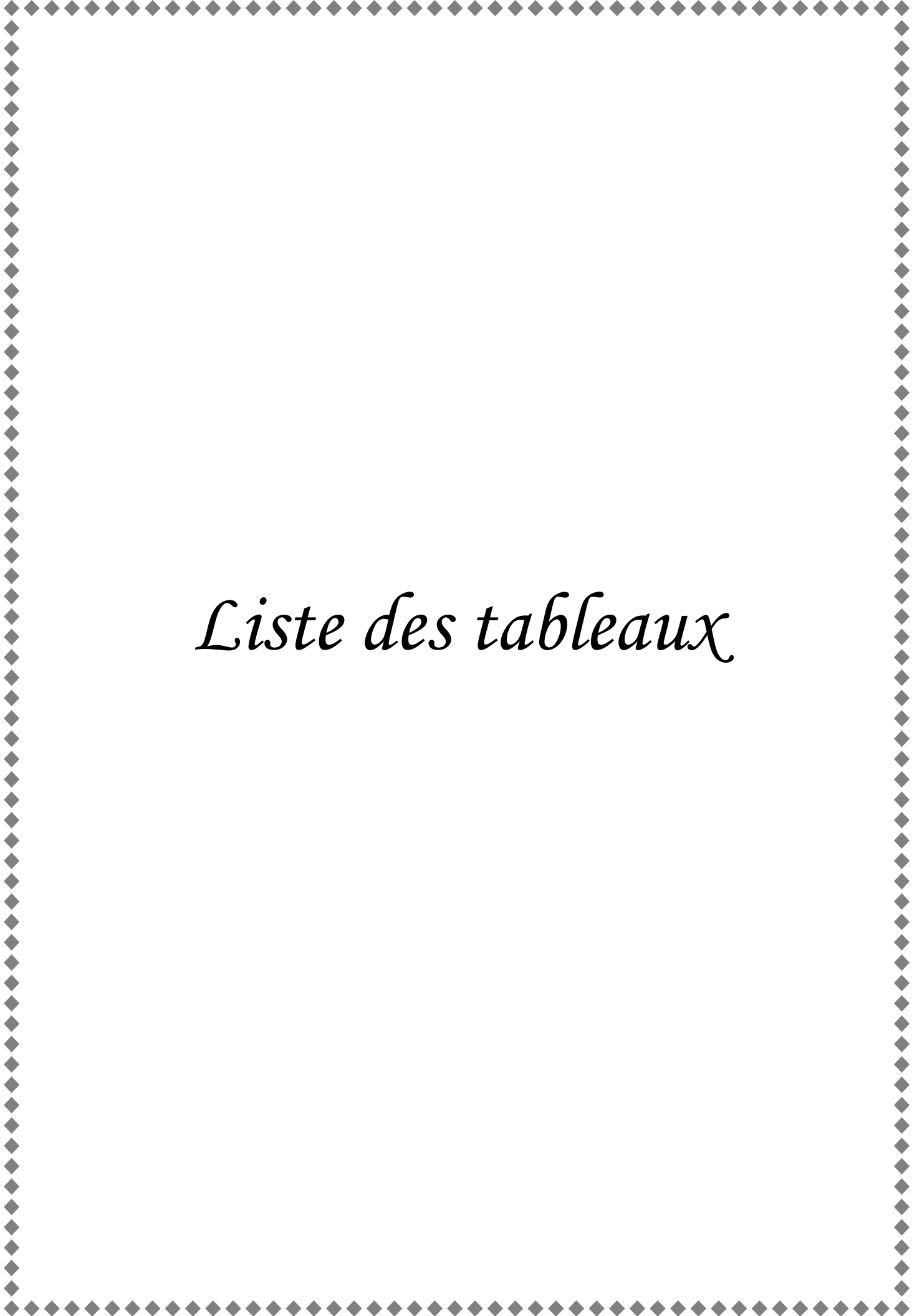
1. ALLAMINE Khadija, « L'analyse financière comme outils de mesure de la performance d'une entreprise », Mémoire de fin d'étude, UMMTO, promotion 2011-2012.
2. CHIKH Karima et CHIKHAOUI Imene, « L'analyse financière au sein d'une entreprise publique », Mémoire de fin d'étude, INSFP TO, promotion 2013-2014.
3. HAROUZ Lynda, « Essai d'analyse de stratégies de redressement d'entreprises en difficulté : Cas de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM) », Thèse, UMMTO, Promotion 2012.

Dictionnaires

1. BOISLANDELLE (H.M.) : Dictionnaire de gestion, vocabulaire, concepts et outils, Edition Economica, Paris, 1998.
2. The MIT Dictionary of Modern Economics 1992.

Sites internet

1. [http://www. Analyse-Financière-Méthode-Ratios](http://www.Analyse-Financière-Méthode-Ratios)
2. <http://www.communicationorganisation.revues.org>
3. <http://www.crefige.dauphine.fr>
4. <http://www.petite-entreprise.net>
5. <http://www.piloter.org>
6. <http://www.direns.mines-paristech.fr>

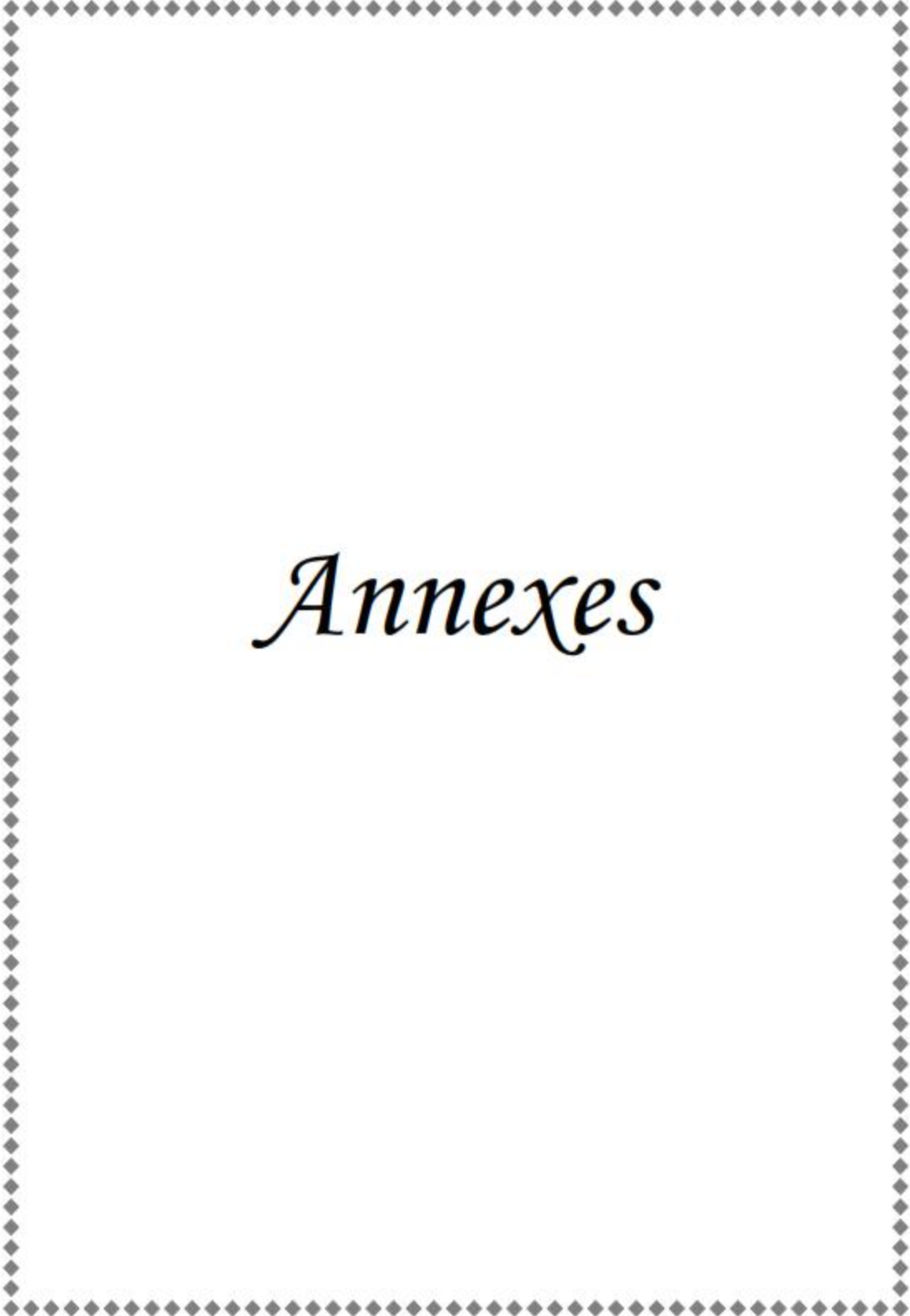


Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau N° 01 :	Présentation du bilan	27
Tableau N°02 :	Les ratios de rentabilité	35
Tableau N° 03:	Les ratios de structure	41
Tableau N° 04:	Les soldes intermédiaire de gestion	43
Tableau N° 05:	Les ratios d'activités	45
Tableau N° 06 :	La répartition du patrimoine du complexe industriel par unité	50
Tableau N°07 :	L'évolution des effectifs de 2011 à 2013	56
Tableau N°08 :	L'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines	57
Tableau N°09 :	L'évolution des ventes des produits ENIEM en valeur 2010/2013	58
Tableau N° 10 :	Les ventes réalisées par rapport aux prévisions 2011/2013	59
Tableau N°11 :	Les ventes des produits de l'ENIEM pour l'année 2013	60
Tableau N° 12 :	L'évolution du chiffre d'affaires 2011- 2012- 2013	61
Tableau N°13 :	Les projections de la trésorerie 2008/2010	63
Tableau N°14 :	Les projections du résultat d'exploitation 2008/2010	64
Tableau N°15 :	Présentation des journaux auxiliaires	68
Tableau N° 16 :	Actif du bilan exercice 31/12/2013	82
Tableau N° 17 :	Passif du bilan exercice 31/12/2013	83
Tableau N° 18:	le compte de résultat période 01/01/2013 au 31/12/2013	84
Tableau N° 19:	Le tableau de flux de trésorerie	85
Tableau N° 20 :	L'état de variation des capitaux propres	86
Tableau N° 21 :	Le tableau des amortissements	87
Tableau N° 22:	Tableau des créances et des dettes	87
Tableau N° 23 :	Tableau de l'évolution des immobilisations	88
Tableau N° 24 :	Le tableau des participations	89
Tableau N° 25:	Tableau des pertes de valeurs sur immobilisations et autres actifs non courants	89

Tableau N° 26: Tableau de provisions	90
Tableau N° 27 : Emplois des bilans financiers pour 2011, 2012 et 2013 de l'ENIEM	92
Tableau N° 28 : Ressources des bilans financiers pour 2011,2012 et 2013 de l'ENIEM	93
Tableau N° 29 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2011	93
Tableau N° 30 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2012	93
Tableau N° 31 : Bilan financier condensé au 31- 12- 2013	94
Tableau N° 32 : Calcul du fonds de roulement	97
Tableau N° 33 : Calcul du fonds de roulement	97
Tableau N° 34 : Détermination des fonds de roulement propres	98
Tableau N° 35 : Détermination du fonds de roulement Global (Total)	98
Tableau N° 36 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)	99
Tableau N° 37 : Calcul de la trésorerie 1 ^{ère} méthode	100
Tableau N° 38 : Calcul de la trésorerie 2 ^{ème} méthode	100
Tableau N° 39 : Calcul du ratio d'autonomie financière	101
Tableau N° 40 : Calcul du ratio de solvabilité	101
Tableau N° 41: Tableau de calcul de la CAF	102
Tableau N° 42: Tableau du calcul de L'AF	102
Tableau N° 43: Tableau du calcul du ratio de l'endettement	103
Tableau N° 44: Calcul du ratio de liquidité générale	103
Tableau N° 45: Calcul du ratio de liquidité relative	104
Tableau N° 46: Calcul du ratio de liquidité immédiate	104
Tableau N° 47 : Ratios de rotation	105
Tableau N° 48: Les ratios de rentabilité	106
Tableau N° 49 : Tableau des soldes intermédiaires de gestion	108



Annexes

Détermination des écarts sur les stocks

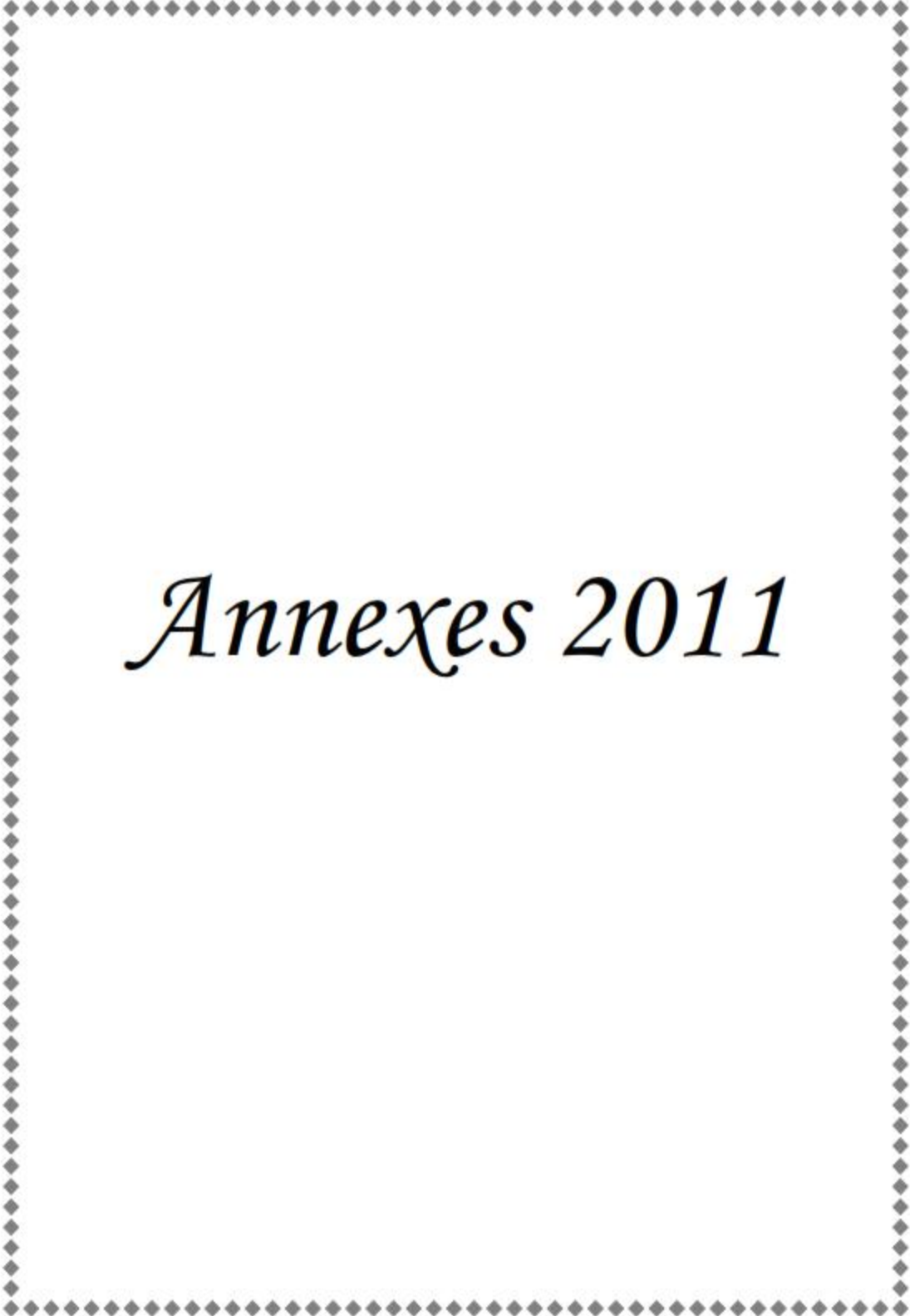
Rubriques comptables		Inventaire		Ecart en valeurs	
N° Compte	Intitule des comptes	Valeurs comptable	Physique valorise	positifs	Négatifs
310000	MATIERE COMP EVAP. MOTEUR. COND	111 294 101,98	111 293 935,5	166,48	0,00
310000	ENCOURS ATELIER	7 345 661,61	7 345 661,61	0,00	0,00
310001	MATIERE PEINTURE EMAUX	8 298 702,96	8 298 702,96	0,00	0,00
310001	ENCOURS ATELIER	2 916 402,71	2 916 402,71	0,00	0,00
310002	MATIERE PRODUIT CHIMIQUE	381 696,72	381 696,72	0,00	0,00
310002	ENCOURS ATELIER	113 063,98	113 063,98	0,00	0,00
310003	MATIERE SOUDERURGIQUE TOL	153 868 768,29	153 868 768,29	176,60	0,00
310003	ENCOURS ATELIER	11 454 238,47	11 454 238,47	0,00	0,00
310004	MATIERE THERMOSTAT THERMOCOUPLE	19 198 006,44	19 198 006,44	0,00	0,00
310004	ENCOURS ATELIER	479 652,20	479 652,20	0,00	0,00
310005	MATIERE LAINE DE VERRE ISOLATION	41 286 250,15	41 286 250,15	0,00	0,00
310005	ENCOURS ATELIER	3 093 639,96	3 093 639,96	0,00	0,00
310006	MATIERE VERRERIE	3 259 175,31	3 259 175,31	0,00	0,00
310006	ENCOURS ATELIER	322 301,94	322 301,94	0,00	0,00
310007	MATIERE VISSERIE BOULONNIER	33 164 736,61	33 164 736,61	0,00	0,00
310007	ENCOURS ATELIER	3 333 708,34	3 333 708,34	0,00	0,00
310008	MATIERE EMBALLAGE	14 780 223,35	14 780 223,35	0,00	0,00
310008	ENCOURS ATELIER	1 286 581,18	1 286 581,18	0,00	0,00
310013	MATIERE GAZ INDUSTRIEL	928 541,28	928 541,28	0,00	0,00
310013	ENCOURS ATELIER	5 346 127,99	5 346 127,99	0,00	0,00
310013	CYCLOPENTANE	6 190 968,92	6 190 968,92	0,00	0,00
310016	MATIERE PLASTIQUE	108 816 199,55	108 816 199,55	89,35	0,00
310016	ENCOURS ATELIER	13 273 477,44	13 273 477,44	0,00	0,00
310017	MATIERE PIECE ELECTRIQUE	25 879 971,23	25 881 077,98	147,95	1254,70
310017	ENCOURS ATELIER	4 166 007,15	4 166 007,23	0,00	0,00
310019	MATIERE IMPRIMERIE UPT	4 985 604,64	4 985 604,64	0,00	0,00
310019	ENCOURS ATELIER	336 042,69	336 042,69	0,00	0,00
TOTAL	MATIERE PREMIERE	585 799 763,09	585 800 437,41	580,38	1 254,70
310010	MATIERE ET FOURNITURE	73 573 267,63	73 573 267,63	0,00	0,00
310010	MATIERE ET FOURNITURE gestion manuelle	38 560 979,52	38 560 979,52	0,00	0,00
TOTAUX	ENCOURS RECEPTION	77 430 247,15	77 430 247,15	0,00	0,00
310012	MAT ET FOURNITURE BLOQUE	31 353 591,63	31 353 591,63	0,00	0,00
310012	MAT ET FOURNITURE BLOQUE gestion manuelle	2 542 734,94	2 542 734,94	0,00	0,00
TOTAL	MATIERE ET FOURNITURE BLOQUEES	33 896 326,57	33 896 326,57	0,00	0,00
310018	ECHANTILLONS	202 018,26	202 018,26	0,00	0,00
321010	MATIERE CONSOMMABLE	18 037 531,69	18 037 531,69	0,00	0,00
321010	ENCOURS ATELIERS	1 130 684,44	1 130 684,44	0,00	0,00
321034	PIECE DE RECHANGE	169 927 566,91	169 927 566,91	136,87	1 169,42
322021	LUBRIFIANTS HUILE	317 399,55	317 399,55	0,00	0,00
322022	STOCKS FOURNITURE	1 068 560,76	1 068 560,76	39,85	0,00
322040	OUTILLAGE	15 920 196,48	15 920 196,48	0,00	0,00
322050	PRODUITS D'ENTRIEN	26 940,03	26 940,03	0,00	0,00
322070	FOURNITURE DE BUREAU	2 004 832,35	2 004 832,35	0,00	0,00
322070	ENCOURS ATELIER	693 764,50	693 764,50	0,00	0,00
TOTAL	MAT CON ET PTS D'ENTRETIEN	209 127 477	209 122 409	6 237,16	1 169,42
371100	ACHAT N/RECEPTION	363 583 635,11	363 583 635,11	0,00	0,00
371200	MANQUANT à RECEPTION	13 544 664,94	13 544 664,94	0,00	0,00
371300	ENCOURS ATELIERS	761 978,59	761 978,59	0,00	0,00
TOTAL	stock à l'extérieur	377 890 278,64	377 890 278,64	0,00	0,00
	Total générale	1 284 144 092,45	1 284 148 485,87	6 817,54	2 424,12

Détermination des écarts sur la caisse

Billets	Nombre	Montant
1000,00	86	86000,00
500,00	08	4000,00
200,00	00	0,00
100,00	00	0,00
Sous total (1)		90000,00
Pièces	Nombre	Montant
100,00	07	700,00
50,00	04	200,00
20,00	09	180,00
10,00	12	120,00
5,00	38	190,00
2,00	01	2,00
1,00	01	1,00
0,5	00	0,00
Sous total (2)		151,00
Total = (1) + (2)		90151,00
Solde brouillard		90151,00
Ecart négatif		0,25

Détermination des écarts sur la banque

Dates	Désignation	N° cheque	Dans nos livres	BHEZ BEA	
	Solde au 31/12		276945889,72		-262862450,57
10/08	Cheque logico non comptable par BEA	674048		32 175,00	
27/09	Cheque SAA non comptabilisé par la BEA	674097		1604046,40	
26/09	Cheque SBDGE non comptabilisé par la BEA	7838669		5358,83	
30/11	Cheque logico non comptable par BEA	7839026		26325,00	
30/11	Sarl logico non comptable par BEA	7838629		11700,00	
10/12	Chèque impôt non comptabilisé par la BEA	7839046		42997,81	
16/12	Cheque douane non comptable par BEA	7839047		840,00	
19/12	Cheque logico non comptable par BEA	7838704		50000,00	
20/12	Cheque logico non comptable par BEA	7838710		11700,00	
23/12	Cheque filtrant SPA non comptable par BEA	7838711		257400,00	
23/12	Cheque hôtel Omayya non comptable par BEA	7838716		8910,00	
25/12	Cheque Air Algérie non comptable par BEA	7838715		6072,00	
26/12	Cheque Ets dekkal non comptable par BEA	7838717		218498,25	
27/12	Cheque restaurant le tir gui non comptable par BEA	7838707		14250,00	
28/12	Cheque divers factures non comptable par BEA	7838727		45899,90	
28/12	Cheque Agénor SPA non comptable par BEA	7838722		18228,60	
28/12	Cheque CNAS non comptable par BEA	7838719		1537270,65	
29/12	Rail logistique non comptabilisé par la BEA	7838708		642915,00	
30/12	Cheque CNAS non comptable par BEA	7838736		8695199,70	
30/12	Rail logistique non comptabilisé par la BEA	7838735		256593,87	
30/12	Segmental non comptabilisé par la BEA	7838669		285909,30	
30/12	Cheque CNAS non comptable par BEA	7838670		311158,84	
TATAUX			-276945889,72	14083439,1	-262862450,57
SOLDE			-276945889,72	-276945889,72	
				0,00	



Annexes 2011

ACTIF

N° DE COTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2011
ACTIF NON COURANT					
20	Immobilisations incorporelles		14 105 846,17	13 134 583,23	971 262,94
204	Logiciels informatiques et assimilés		5 188 229,45	4 662 732,51	525 496,94
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 225 441 090,25	10 943 152 479,40	8 282 288 610,85
211	Terrains		5 291 900 857,00		5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		40 879 026,25	32 549 509,18	8 329 516,07
213	Bâtiments		7 705 862 092,97	4 825 987 239,74	2 879 874 853,23
215	Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 945 663 207,64	5 861 361 608,17	84 301 599,67
216	Autres immobilisations corporelles		241 135 904,19	223 254 122,31	17 881 781,88
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		145 735 719,28		145 735 719,28
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres immobilisations financières		30 216 517,62	0,00	415 441 768,16
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		30 216 517,62	0,00	415 441 768,16
275	Dépôts et cautionnements versés		29 756 776,35		29 756 776,35
276	Autres créances immobilisées		459 739,27		459 739,27
133	Impôts différés actif		120 467 047,48		120 467 047,48
TOTAL ACTIF NON COURANT			21 006 966 220,80	11 942 287 062,63	9 449 904 408,71
ACTIF COURANT					
3	Stocks et encours		4 978 937 366,59	138 233 891,60	4 840 703 474,99
30	Stocks de marchandises		1 538 021,02		1 538 021,02
31	Matières premières et fournitures		1 603 164 941,44	12 347 031,65	1 790 017 909,79
321	Fournitures consommables		430 293 575,20	94 721 833,55	335 571 741,65
322	Matières consommables		51 344 555,22	667 471,44	50 677 083,78
331	Produits en cours		240 573 651,79		240 573 651,79
331	Produits intermédiaires		44 131 943,65	14 178 914,96	29 953 028,69
355	Produits finis		2 164 339 763,50	16 318 640,00	2 148 021 123,50
356	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		1 476 169,22		1 476 169,22
37	Stocks à l'extérieur		242 074 745,55		242 074 745,55
	Créances et emplois assimilés		-4 695 793 786,55	609 681 508,37	-5 305 475 294,92
	Créances clients		1 325 170 123,38	414 024 522,72	911 145 602,66
411	Clients		694 203 007,39		694 203 007,39
413	Clients, effets à recevoir		16 942 595,27		16 942 595,27
416	Clients douteux		414 024 522,72	414 024 522,72	0,00
	Autres débiteurs		-6 065 121 950,60	195 656 985,65	-6 260 778 936,25
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés, RRR à obt., autres créanc.		2 478 622 364,44	124 428 484,06	2 354 193 880,38
42	Personnel et comptes rattachés		210 000,00		210 000,00
43	Organismes sociaux et comptes rattachés				0,00
45	Groupe et associés		403 203 857,54	71 228 501,59	331 975 355,95
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		7 096 120,71		7 096 120,71
466	Charges constatées d'avances		11 321,66		11 321,66
44	Impôts et assimilés		44 158 038,67	0,00	44 158 038,67
444	Etat, impôts sur les résultats		40 140 594,78		40 140 594,78
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		4 017 443,89		4 017 443,89
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés				0,00
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00
461	Provisions passifs courants				0,00
467	Produits constatés d'avances				0,00
	Disponibilités et assimilés		560 388 538,67	0,00	560 388 538,67
	Placements et autres actifs financiers courants		0,00	0,00	0,00
	Trésorerie		560 388 538,67	0,00	560 388 538,67
51	Banque, établissements financiers et assimilés		559 957 438,27		559 957 438,27
53	Caisse		243 370,40		243 370,40
54	Règles d'avances et accreditifs		187 730,00		187 730,00
TOTAL ACTIF COURANT			843 532 118,71	747 915 399,97	95 616 718,74
TOTAL GENERAL ACTIF			21 850 498 339,51	12 690 202 462,60	9 545 521 127,45

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN CLOS LE 31/12/2011

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2011	Montants au 31/12/2010
	CAPITAUX PROPRES			
	Capital émis		13 114 531 337,69	11 174 812 054,47
101	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		895 012 054,47	895 012 054,47
102	Autres fonds propres		1 939 719 283,22	
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		206 544 059,70	0,00
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,règlementée)		206 544 059,70	
105	Écart de réévaluation		143 248 155,34	145 473 201,17
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		1 771 487 155,09	-10 367 621 460,13
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		24 537 513,09	-40 117 841,52
110	Résultat en instance d'affectation			-128 966 234,78
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		24 537 513,09	88 848 393,26
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		15 260 348 220,91	912 545 953,99
	PASSIF NON COURANT			
	Emprunts et dettes financières		792 643 099,05	667 659 062,79
16	Emprunts et dettes assimilés		792 643 099,05	247 550 463,39
17	Dettes rattachées à des participations			420 108 599,40
	Impôts (différés et provisionnés)		127 410 728,79	143 521 065,20
134	Impôts différés passif		127 410 728,79	143 521 065,20
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		748 374 095,97	864 081 309,96
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		717 411 315,61	830 952 712,44
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		18 952 380,12	18 949 352,02
131	Subventions d'équipement		12 010 400,24	14 179 245,50
132	Autres subventions d'investissements			
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 668 427 923,81	1 675 261 437,95
	PASSIF COURANT			
	Fournisseurs et comptes rattachés		525 879 856,05	390 331 625,78
401	Fournisseurs de stocks et services		449 147 168,60	314 240 380,54
403	Fournisseurs, effets à payer		17 866 413,61	17 866 413,61
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 115 051,87	13 775 275,32
408	Fournisseurs factures non parvenues		43 751 221,97	44 449 556,31
	Impôts		91 063 616,35	164 343 034,48
444	Etat, impôts sur les résultats		23 813 976,78	75 641 185,73
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		67 248 989,65	88 678 176,71
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		649,92	23 672,04
	Autres dettes		-3 958 255 624,45	11 938 965 404,52
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		5 350 067 048,68	8 229 211 469,45
42	Personnel et comptes rattachés		60 593 788,95	65 125 480,28
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		35 404 106,98	60 593 788,95
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		23 649 837,03	13 915 440,08
45	Groupe et associés		175 500,00	9 853 000,00
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		5 473 590,78	2 796 444,77
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		9 319 758,99	8 950 547,49
	Trésorerie passif		1 980 038 049,72	550 946 552,89
519	Concours bancaires courants		1 186 204 816,37	103 673 465,17
51	Banque, établissements financiers et assimilés		793 833 233,35	447 273 087,72
	TOTAL PASSIF COURANT III		-1 361 274 102,33	13 044 586 617,67
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		15 567 502 042,39	15 632 394 009,61

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)
Période du 01/01/2011 au 31/12/2011

N° DE CPTÉ	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2011	Montants au 31/12/2010
70	Ventes et produits annexes		5 795 966 678,49	5 300 316 307,94
72	Variation stocks produits finis et en cours		-36 672 548,33	275 855 190,76
73	Production immobilisée		1 948 917,76	2 331 095,03
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 761 224 554,39	5 578 502 593,73
60	Achats consommés		3 774 894 947,40	3 697 934 809,87
	Services extérieurs et autres consommations		221 063 186,83	213 434 444,28
61	Services extérieurs		75 655 333,95	72 281 308,98
62	Autres services extérieurs		145 407 852,88	141 153 135,30
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 995 958 134,23	3 911 369 254,15
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 765 266 420,16	1 667 133 339,58
63	Charges de personnels		1 439 806 562,67	1 376 268 673,38
64	Impôts, taxes et versements assimilés		95 402 054,70	88 218 029,18
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		230 057 802,79	202 646 637,02
75	Autres produits opérationnels		147 182 948,42	344 781 322,22
65	Autres charges opérationnelles		230 435 480,68	274 971 557,15
68	Dotations aux amort, Provisions et pertes de valeur		266 167 324,40	410 601 656,75
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		187 262 734,01	205 861 047,58
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		67 900 680,14	57 529 876,19
76	Produits financiers		24 465 531,72	13 847 244,55
66	Charges financières		33 118 595,02	26 718 783,86
	VI - RESULTAT FINANCIER		-8 688 223,30	-12 624 715,97
	VII - RESULTAT ORD AVANT IMPÔTS (V + VI)		59 212 456,84	44 905 160,22
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts/les bénéfices basés/le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations)/résultats ordinaires		-1 483 818,72	-14 589 562,01
692	Imposition différée actif		-6 110 073,36	-14 589 562,01
693	Imposition différée passif		-405 699,91	0,00
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 120 135 768,54	6 133 009 164,69
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 059 439 492,98	6 073 514 442,46
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		60 696 275,56	59 494 722,23
77	Eléments extraordinaires (produits)			
67	Eléments extraordinaires (charges)			
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		60 696 275,56	59 494 722,23
	Part dans les résultats nets des stés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)

Période du 01/01/2011 au 31/12/2011

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2011	Montants au 31/12/2010
8970	Ventes et produits annexes		5 113 587 028,15	5 483 092 107,89
8972	Variation stocks produits finis et en cours		-4 936 927 210,59	-5 109 662 896,75
8987	Marge supplétive sur produits finis		354 425 968,22	19 722 431,99
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		531 085 785,78	393 151 643,13
8960	Achats consommés		63 196 888,61	48 042 783,10
	Services extérieurs et autres consommations		467 888 897,17	345 108 860,03
8961	Services extérieurs		467 696 894,90	343 779 807,21
8962	Autres services extérieurs		192 002,27	1 329 052,82
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		531 085 785,78	393 151 643,13
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		0,00	0,00
8963	Charges de personnels			0,00
8964	Impôts, taxes et versements assimilés			
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		0,00	0,00
8975	Autre produits opérationnels		2 047 529,79	2 965 940,28
8965	Autres charges opérationnelles		2 047 529,79	2 965 940,28
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		0,00	0,00
8976	Produits financiers			
8966	Charges financières			
	VI - RESULTAT FINANCIER		0,00	0,00
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		0,00	0,00
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
89695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires			
89698	Autres impôts sur les résultats			
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		0,00	0,00
89692	Imposition différée actif			
89693	Imposition différée passif			
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		533 133 315,57	396 117 583,41
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		533 133 315,57	396 117 583,41
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		0,00	0,00
8977	Eléments extraordinaires (produits)			
8967	Eléments extraordinaires (charges)			
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		0,00	0,00
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(Méthode directe)

DESIGNATION	NOTE	Montant au 31/12/2011	Montant au 31/12/2010
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 335 352 513,20	6 298 003 995,47
Restitution de provisions			262 940 795,91
Autres encaissements		362 742 833,53	425 422 474,14
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		5 498 717 061,02	6 245 440 267,42
Intérêts et autres frais financiers payés		61 428 070,79	49 499 202,94
Frais divers		55 673 590,95	7 888 284,56
Impôts et taxes		399 922 019,07	339 818 749,66
Impôts sur les résultats payés			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		682 354 604,90	343 720 760,94
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires (à préciser)			
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		682 354 604,90	343 720 760,94
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immob. corporelles ou incorporelles		24 396 369,44	7 517 031,24
Encaissements sur cessions d'immob. corporelles ou incorporelles			890 000,04
Décaissements sur acquisitions d'immobilisation financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placements financiers			
Dividendes et quote-part des résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)		-24 396 369,44	-6 627 031,20
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectués			
Encaissements provenant d'emprunts		1 081 223 863,40	
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		684 199 022,17	674 888 000,00
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		397 024 841,23	-674 888 000,00
Incidences des var. des tx de change sur liquidités et quasi - liquidités (D)			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C+D)		1 054 983 076,69	-337 794 270,26

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	653 209 154,84	680 755 333,81
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 495 675 782,97	653 209 154,84
Variation de trésorerie de la période	842 466 628,13	-27 546 178,97

Rapprochement avec le résultat comptable	1 495 675 782,97	653 209 154,84
	0,00	0,00

EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS ET DES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice			Valeur brute au 31/12/2011
			Acquisitions	Apports	Créations	Cessions	Scissions	Mises hors service	
Immobilisation incorporelles		13 665 846,17							13 665 846,17
Immobilisation corporelles		19 605 953 405,23	0,00	192 253 439,02	0,00	912 256,50	441 765 122,72	0,00	275 983,32
Terrain		5 461 335 735,00							5 461 335 735,00
Agencements et Aménagements de terrain		567 317 456,16	5 973 014,71			1 150 325 303,72			40 239 487,15
Batiments		7 706 363 903,41	667 732 166,92			427 635 630,33			7 706 363 903,41
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 676 703 216,57	1 000 737 541,95			142 094 174,73		297 062,95	5 626 670 171,76
Autres immobilisations corporelles		242 776 812,72	53 290 340,60			1 219 795,52		440 624,00	215 156 213,03
Immobilisations en cours		276 534 240,36			23 206 176,27	4 649 910,19			276 534 240,36
Immobilisations en concession								0,00	
Participations		1 471 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de filiales		1 471 000 000,00							1 471 000 000,00
Autres titres de participation									0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées									0,00
Créances rattachées à des participations groupe									0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe									0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations									0,00
Autres actifs financiers non courants		19 360 768,21	0,00	552 783 509,77	0,00	0,00	156 685 334,82	0,00	17 175,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille									0,00
Titres représentatifs de droits de créance									0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille									0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement									0,00
Dépôts et cautionnements versés		16 723 017,02	216 262 000,00			226 642 914,62			17 966 916,29
Autres créances immobilisées		637 751,19	91 646,20			277 090,16			637 751,19
Impôts différés actif		141 447 843,74	44 224 035,94			38 519 710,13			141 447 843,74
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		21 251 427 863,35	0,00	773 094 810,92	0,00	912 256,50	647 049 115,93	0,00	293 158,32

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Rubriques et postes	Notes	Amortissements cumulés au début d'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions éléments sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2011
Goodwill					
Immobilisation incorporelles		13 059 518,35	79 064,88		13 138 583,23
Immobilisation corporelles		11 151 981 760,19	243 338 451,41	571 820 043,32	10 823 500 168,28
Terrain					0,00
Agencements et Aménagements de terrain		535 039 785,33	2 448 713,17	1 081 427 592,86	-543 939 094,36
Batiments		4 619 717 099,86	207 166 576,82	-158 353 958,55	4 985 237 635,23
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 774 427 334,27	26 704 717,00	-350 804 546,81	6 151 936 598,08
Autres immobilisations corporelles		222 797 540,73	7 018 444,42	-449 044,18	230 265 029,33
Immobilisations en concession					0,00
Participations		986 000 000,00	0,00	0,00	986 000 000,00
Titres de filiales		986 000 000,00			986 000 000,00
Autres titres de participation					0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées					0,00
Créances rattachées à des participations groupe					0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe					0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations					0,00
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille					0,00
Titres représentatifs de droits de créance					0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement					0,00
Dépôts et cautionnements versés					0,00
Autres créances immobilisées					0,00
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		12 151 041 278,54	243 417 516,29	571 820 043,32	11 822 638 751,51

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2011

TABLEAU DES PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Pertes de valeur cumulées au début d'exercice	Augmentations pertes de valeur sur l'exercice	Reprises sur pertes de valeur	Pertes de valeur cumulées au 31/12/2011
Goodwill					
Immobilisation incorporelles					
Immobilisation corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrain					
Agencements et Aménagements de terrain					
Batiments					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autre immobilisation incorporelles					
Immobilisations en concession					
Participations		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de filiales					
Autres titres de participation					
Titres mis en équivalence - entreprises associées					
Créances rattachées à des participations groupe					
Créances rattachées à des participations hors groupe					
Créances rattachées à des sociétés en participations					
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille					
Titres représentatifs de droits de créance					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Prêts et créances sur contrat de location - financement					
Dépôts et cautionnements versés					
Autres créances immobilisées					
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	0,00	0,00	0,00

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN AU 31/12/2011

TABLEAU DES PARTICIPATIONS (FILIALES ET ENTITES ASSOCIEES)

Filiales et entités associées	Notes	Capitaux propres	Dont capital	Quote-part de capital détenu (%)	Résultat du dernier exercice	Prêts et avances accordées	Dividendes encaissés	Valeur comptable des titres détenus
FILIALES		45 882 812,62	1 471 000 000,00	0%	-85 724 977,41	437 527 662,36	0,00	1 471 000 000,00
FILAMP MOHAMMADIA		-412 763 168,16	986 000 000,00	100%	-85 902 701,82	269 441 200,52		986 000 000,00
EIMS MILIANA		458 645 980,78	485 000 000,00	100%	177 724,41	168 086 461,84		485 000 000,00
ENTITES ASSOCIEES						89 846,00		
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		45 882 812,62	1 471 000 000,00	0%	-85 724 977,41	437 527 662,36	0,00	1 471 000 000,00

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2011

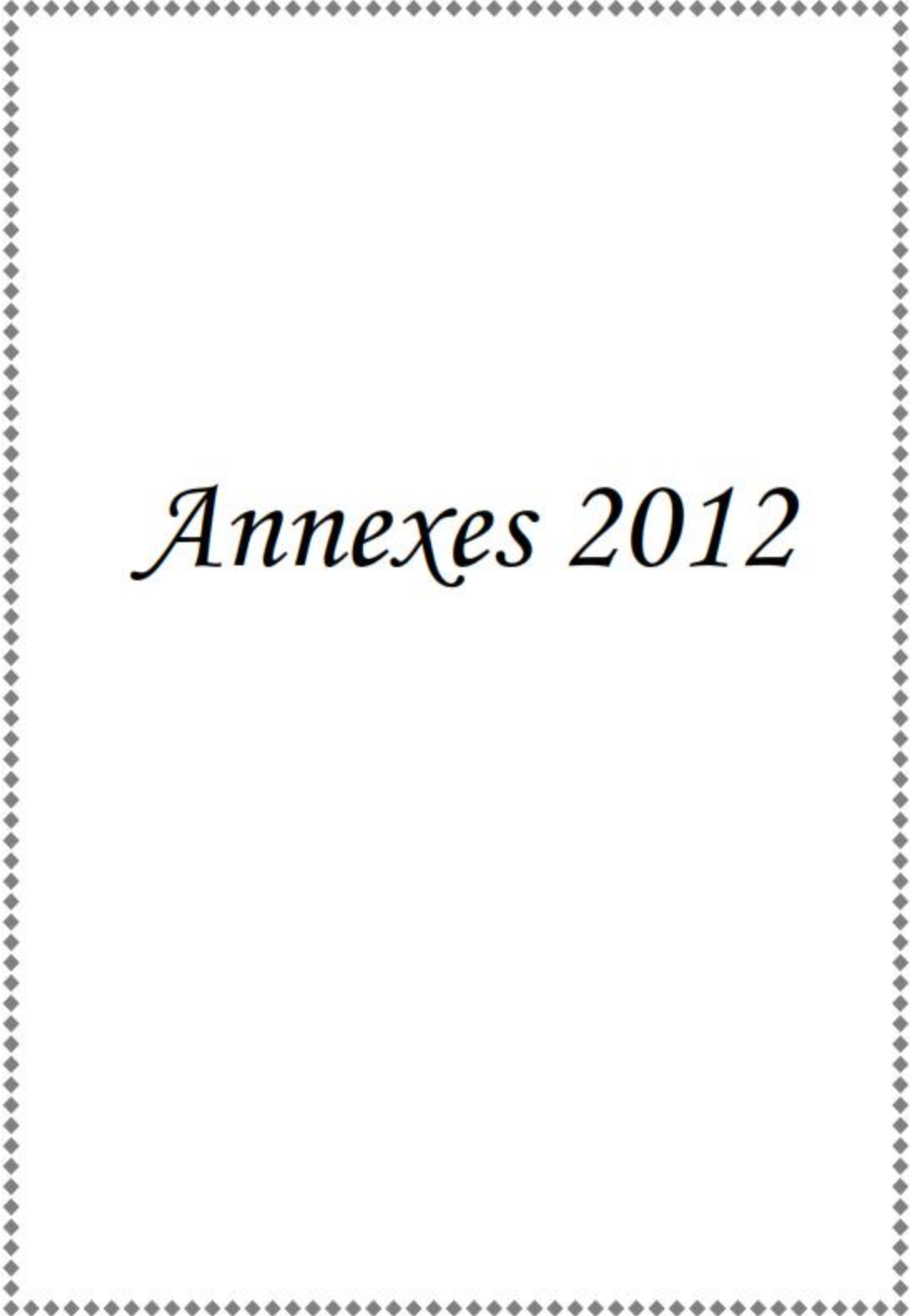
TABLEAU DES PROVISIONS

Rubriques et postes	Notes	Provisions cumulées au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées au 31/12/2011
PROVISIONS PASSIFS NON COURANTS					
Provisions pour pensions et obligations similaires		830 952 712,44	79 645 893,65	116 479 204,83	794 119 401,26
provisions liées au personnel					0,00
Provisions pour pertes de change		7 390 452,15	1 594 769,77	2 769,66	8 982 452,26
Provisions pour impôts					0,00
Provisions sur litiges		11 558 899,87	3 431 618,91		14 990 518,78
TOTAL		849 902 064,46	84 672 282,33	116 481 974,49	818 092 372,30
PROVISIONS PASSIFS COURANT					
Provisions pour dépréciation des stocks		133 121 888,88	31 976 794,29	43 142 641,54	121 956 041,63
Provisions pour dépréciation des créances clients		448 633 026,22	4 382 323,36	39 629 024,93	413 386 324,65
Provisions pour dépréciation des autres créances		195 656 985,65			195 656 985,65
TOTAL		777 411 900,75	36 359 117,65	82 771 666,47	730 999 351,93

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Rubriques et postes	Notes	A un an	A plus d'un an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
CREANCES					
Prêts					
Clients		788 780 658,13	140 033 872,71	396 355 594,54	1 325 170 125,38
Groupe et associés				403 203 857,54	403 203 857,54
Impôts		121 100,42	42 063 110,11		42 184 210,53
Autres débiteurs		94 798 271,01	5 402 581,37	126 275 474,06	226 476 326,44
TOTAL		-8 768 135 178,73	187 499 564,19	925 834 926,14	-7 654 800 688,40

DETTE					
Emprunts		19 658 034,39	25 947 850,79	556 695 248,26	602 301 133,44
Titres participatifs					0,00
Groupe et associés		175 500,00			175 500,00
Fournisseurs		375 539 201,88	53 854 749,69	79 260 320,61	508 654 272,18
Impôts		47 339 850,87	0,00	0,00	47 339 850,87
Dettes financières		1 187 672 411,59	8 790 440,09	25 415 543,16	1 221 878 394,84
Autres créditeurs		114 389 899,37	67 118 976,78	8 216 637,04	189 725 513,19
TOTAL		-7 157 193 517,92	155 712 017,35	669 587 749,07	-6 331 893 751,50



Annexes 2012

ENIEM SOCIETE MERE						
BILAN exercice clos le 31/12/2012						
ACTIF						
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2012	Montant Net au 31/12/2011
	ACTIF NON COURANT					
20	Immobilisations incorporelles		14 105 846,17	13 134 583,23	971 262,94	606 327,82
204	Logiciels informatiques et assimilés		5 186 229,45	4 662 732,51	525 496,94	160 561,82
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		5 917 616,72	5 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 225 441 090,25	10 943 152 475,40	8 282 288 610,85	8 680 492 277,73
211	Terrains	1	5 291 900 857,00		5 291 900 857,00	5 461 335 735,00
212	Agencements et aménagements de terrain		40 879 028,25	32 549 509,16	8 329 519,07	10 254 864,89
213	Batiments		7 705 862 092,97	4 625 967 239,74	2 679 874 853,23	3 086 646 503,55
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		5 945 663 207,84	5 661 361 606,17	64 301 599,67	102 275 862,30
216	Autres immobilisations corporelles		241 135 904,19	223 254 122,31	17 881 761,88	19 979 271,99
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2	131 636 904,46		131 636 904,46	278 534 240,38
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres immobilisations financières		415 441 768,16	0,00	415 441 768,16	19 360 768,21
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		415 441 768,16	0,00	415 441 768,16	19 360 768,21
275	Dépôts et cautionnements versés		29 756 778,35		29 756 778,35	16 723 017,02
276	Autres créances immobilisées	3	385 684 989,81		385 684 989,81	637 751,19
133	Impôts différés actif	4	120 467 047,48		120 467 047,48	141 447 843,74
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 378 092 656,52	11 942 287 062,63	9 435 805 593,89	9 603 441 457,88
	ACTIF COURANT					
3	Stocks et encours		4 981 062 192,34	138 233 891,60	4 842 828 300,94	4 388 922 725,87
30	Stocks de marchandises		1 536 021,02		1 536 021,02	1 010 162,86
31	Matières premières et fournitures		1 803 164 941,44	12 347 031,65	1 790 817 909,79	1 300 722 465,04
321	Fournitures consommables		430 293 575,20	94 721 633,55	335 571 741,65	344 126 604,55
322	Matières consommables		51 344 555,22	667 471,44	50 677 083,78	46 613 734,05
331	Produits en cours		240 456 546,27		240 456 546,27	165 396 089,59
351	Produits intermédiaires		44 131 943,65	14 178 914,96	29 953 028,69	20 024 160,72
355	Produits finis		2 164 306 375,01	16 316 640,00	2 147 987 735,01	2 354 608 474,63
356	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		1 476 169,22		1 476 169,22	1 509 241,15
37	Stocks à l'extérieur		244 346 065,51		244 346 065,51	154 711 754,16
	Créances et emplois assimilés		2 075 621 222,45	609 681 508,37	1 465 939 714,08	-3 402 093 729,05
	Créances clients		1 325 891 987,10	414 024 522,72	911 867 464,38	472 598 885,43
411	Clients		894 924 869,11		894 924 869,11	441 814 728,05
413	Clients, effets à recevoir		16 942 595,27		16 942 595,27	30 764 157,36
416	Clients douteux		414 024 522,72	414 024 522,72	0,00	
	Autres débiteurs		697 369 573,34	195 656 985,65	501 712 587,69	-6 038 650 536,48
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		259 832 744,33	124 426 484,06	135 406 260,27	159 964 353,16
45	Groupe et associés		437 527 662,36	71 226 501,59	366 299 160,77	331 975 355,85
46	Débiteurs divers et créanciers divers				0,00	7 096 120,71
466	Charges constatées d'avances		9 166,65		9 166,65	11 321,66
44	Impôts et assimilés		52 339 662,01	0,00	52 339 662,01	163 955 922,00
444	Etat, impôts sur les résultats	5	52 238 561,59		52 238 561,59	163 895 765,33
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		121 100,42		121 100,42	60 136,67
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Disponibilités et assimilés		643 719 513,66	0,00	643 719 513,66	560 210 808,67
	Placements autres actifs financiers courants		0,00	0,00	0,00	0,00
	Trésorerie		643 719 513,66	0,00	643 719 513,66	560 210 808,67
51	Banque, établissements financiers et assimilés		643 302 789,66		643 302 789,66	559 957 435,27
53	Caisse		406 724,00		406 724,00	243 370,40
54	Régies d'avances et accreditifs		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 700 402 928,65	747 915 399,97	6 952 487 528,68	-452 962 194,51
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 078 495 585,17	12 690 202 462,60	16 388 293 122,57	9 152 479 263,37

BILAN exercice clos le 31/12/2012

PASSIF				
N° DE COTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2012	Montants au 31/12/2011
	CAPITAUX PROPRES			
	Capital émis		13 114 531 337,09	13 114 531 337,09
101	Capital social		10 279 600 000,00	10 279 600 000,00
1016	Dotations définitives		695 012 054,47	695 012 054,47
102	Autres fonds propres		1 939 719 283,22	1 939 719 283,22
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		206 544 059,70	206 544 059,70
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire, réglementée)		206 544 059,70	206 544 059,70
105	Écart de réévaluation		143 248 153,34	143 473 201,17
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net par du groupe (1)		60 696 275,56	59 494 722,23
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		96 251 302,55	-171 359 654,82
110	Résultat en instance d'affectation	6	59 494 722,23	-260 408 048,08
115	Ajustement pour changement de méthode comptable	7	36 756 580,32	66 646 393,26
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 621 271 130,84	13 354 483 665,97
	PASSIF NON COURANT			
	Emprunts et dettes financières		790 932 399,05	230 685 002,41
16	Emprunts et dettes assimilés	8	790 932 399,05	230 685 002,41
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		127 410 728,79	143 521 065,20
134	Impôts différés passif	9	127 410 728,79	143 521 065,20
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		748 374 095,97	864 081 309,96
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		717 411 315,61	830 952 712,44
156	Autres provisions pour charges - passifs non courants		16 952 380,12	16 949 352,02
131	Subventions d'équipement		12 010 400,24	14 179 245,50
132	Autres subventions d'investissements			
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 666 717 223,81	1 238 287 377,57
	PASSIF COURANT			
	Fournisseurs et comptes rattachés		508 662 696,18	390 264 494,03
401	Fournisseurs de stocks et services		449 147 168,60	314 240 380,54
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	17 666 413,61
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 115 051,87	13 706 143,57
406	Fournisseurs factures non parvenues		43 751 221,97	44 449 556,31
	Impôts		23 816 581,78	74 810 684,17
444	Etat, impôts sur les résultats		0,00	7 561 044,60
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		23 812 312,78	67 246 989,65
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		4 269,00	649,92
	Autres dettes		208 895 952,43	213 896 993,84
419	Clients crédit, avances reçues, RRR à accor, autres avoirs à établir		5 844 117,24	3 737 121,47
42	Personnel et comptes rattachés		35 404 106,98	60 593 786,95
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		126 662 436,05	110 949 396,62
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		23 523 269,09	23 649 637,03
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques		4 073,02	
45	Groupe et associés			175 500,00
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		9 030 399,28	5 473 590,76
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		8 427 550,77	9 319 756,99
	Trésorerie passif		358 929 537,33	-390 051 133,09
519	Concours bancaires courants	10	333 333 333,34	-425 399 911,62
51	Banque, établissements financiers et assimilés		25 596 204,19	35 346 770,73
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 100 304 707,92	288 923 038,95
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 388 293 122,57	14 881 694 082,49

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Rubriques et postes	Notes	Ammortissements cumulés au début d'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Régularisations des amortissements	Diminutions éléments sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2012
Goodwill						
Immobilisation incorporelles		13 059 518,35	75 064,88			13 134 583,23
Immobilisation corporelles		10 646 926 887,12	243 500 741,41	62 295 355,12	9 570 504,25	10 943 152 479,40
Terrain						0,00
Agencements et Aménagements de terrain		29 984 912,26	2 611 003,17		46 406,25	32 549 509,18
Batiments		4 619 717 099,86	207 166 576,82		896 436,94	4 825 987 239,74
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 774 427 334,27	26 704 717,00	62 152 794,72	1 923 237,82	5 861 361 608,17
Autres immobilisations corporelles		222 797 540,73	7 018 444,42	142 560,40	6 704 423,24	223 254 122,31
Immobilisations en concession						0,00
Participations		986 000 000,00	0,00	0,00	0,00	986 000 000,00
Titres de filiales		986 000 000,00				986 000 000,00
Autres titres de participation						0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées						0,00
Créances rattachées à des participations groupe						0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe						0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations						0,00
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille						0,00
Titres représentatifs de droits de créance						0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement						0,00
Dépôts et cautionnements versés						0,00
Autres créances immobilisées						0,00
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		11 645 986 405,47	243 575 806,29	62 295 355,12	9 570 504,25	11 942 287 062,63

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)**Période du 01/01/2012 au 31/12/2012**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2012	Montants au 31/12/2011
70	Ventes et produits annexes		5 795 966 678,49	5 300 316 307,94
72	Variation stocks produits finis et en cours		-36 672 548,33	275 855 190,76
73	Production immobilisée		1 948 917,76	2 331 095,03
74	Subventions d'exploitation		0,00	0,00
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 761 243 047,92	5 578 502 593,73
60	Achats consommés		3 774 894 947,40	3 697 934 809,87
	Services extérieurs et autres consommations		221 063 186,83	213 434 444,28
61	Services extérieurs		75 655 333,95	72 281 308,98
62	Autres services extérieurs		145 407 852,88	141 153 135,30
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 995 958 134,23	3 911 369 254,15
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 765 284 913,69	1 667 133 339,58
63	Charges de personnels		1 439 806 562,67	1 376 268 673,38
64	Impôts, taxes et versements assimilés		95 402 054,70	88 218 029,18
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		230 076 296,32	202 646 637,02
75	Autre produits opérationnels		147 182 948,42	344 781 322,22
65	Autres charges opérationnelles		230 435 480,68	274 971 557,15
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		266 167 324,40	410 601 656,75
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		187 262 734,01	195 675 130,85
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		67 919 173,67	57 529 876,19
76	Produits financiers		24 465 531,72	14 050 117,89
66	Charges financières		33 153 755,02	26 718 783,86
	VI - RESULTAT FINANCIER		-8 688 223,30	-12 668 665,97
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		59 230 950,37	44 861 210,22
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-6 515 773,27	-14 589 562,01
692	Imposition différée actif		-6 110 073,36	-14 589 562,01
693	Imposition différée passif		-405 699,91	0,00
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 120 154 262,07	6 133 009 164,69
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 054 407 538,43	6 073 558 392,46
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		65 746 723,64	59 450 772,23
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		65 746 723,64	59 450 772,23
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2012

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Rubriques et postes	Notes	A un an	A plus d'un an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total au 31/12/2012
CREANCES					
Prêts					
Clients		789 502 519,85	140 033 872,71	396 355 594,54	1 325 891 987,10
Groupe et associés			437 527 662,36		437 527 662,36
Impôts		10 410 962,03	42 063 110,11		52 474 072,14
Autres débiteurs		126 783 255,55	6 783 181,37	126 275 474,06	259 841 910,98
TOTAL		926 696 737,43	626 407 826,55	522 631 068,60	2 075 735 632,58

DETTES					
Emprunts		210 000 000,00	40 613 164,00	555 230 248,26	805 843 412,26
Titres participatifs					0,00
Groupe et associés					0,00
Fournisseurs		375 539 201,88	53 854 749,69	79 268 744,61	508 662 696,18
Impôts		47 339 850,87			47 339 850,87
Dettes financières		335 716 142,28	5 322 717,59	17 890 677,66	358 929 537,53
Autres créditeurs		114 389 899,37	64 349 936,09	5 975 435,70	184 715 271,16
TOTAL		1 082 985 094,40	164 140 567,37	658 365 106,23	1 905 490 768,00

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(Méthode directe)

DESIGNATION	NOTE	Montant au 31/12/2012	Montant au 31/12/2011
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 335 352 513,20	6 298 033 458,01
Restitution de provisions			
Autres encaissements		362 742 833,53	425 422 474,14
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		5 498 717 061,02	6 245 440 267,42
Intérêts et autres frais financiers payés		61 428 070,79	49 499 202,94
Frais divers		62 456 102,02	7 888 284,56
Impôts et taxes		400 559 217,07	339 818 749,66
Impôts sur les résultats payés			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		674 934 895,83	80 809 427,57
Flux de trésorerie lié à des éléments ext. (virement au profit de FILAMP)		8 951 529,92	
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		665 983 365,91	80 809 427,57
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immob. corporelles ou incorporelles		24 396 369,44	7 517 031,24
Encaissements sur cessions d'immob. corporelles ou incorporelles			
Décaissements sur acquisitions d'immobilisation financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placements financiers			
Dividendes et quote-part des résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)		-24 396 369,44	-7 517 031,24
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectués			
Encaissements provenant d'emprunts		925 069 863,40	1 210 926 962,20
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		606 122 022,17	1 024 538 604,36
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		293 877 977,83	186 388 357,84
Incidences des var. des tx de change sur liquidités et quasi - liquidités (D)			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C+D)		935 464 974,30	259 680 754,17
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		560 210 808,67	393 528 400,67
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		643 719 513,66	560 210 808,67
Variation de trésorerie de la période		83 508 704,99	166 682 408,00

Rapprochement avec le résultat comptable		643 719 513,66	560 210 808,67
Écart		0,00	0,00

EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS ET DES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Virements Internes	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice			Valeur brute au 31/12/2012
				Acquisitions	Apports	Créations	Cessions	Scissions	Mises hors service	
Immobilisation incorporelles		13 665 846,17		440 000,00						14 105 846,17
Immobilisation corporelles		19 605 953 405,23	0,00	191 871 559,30	0,00	912 256,50	441 383 243,00	0,00	275 983,32	19 357 077 994,71
Terrain		5 461 335 735,00		3 021 000,00			172 455 676,00			5 291 900 657,00
Agencements et Aménagements de terrain		40 239 497,15	547 271,45	92 259,62						40 679 026,25
Batiments		7 706 363 903,41		522 632,50			1 024 642,94			7 705 862 092,97
Installations techniques, matériel et outillage Industriels		5 676 703 216,57	-547 271,45	70 691 610,39			1 162 622,64		1 925,00	5 945 663 207,64
Autres immobilisations corporelles		242 776 612,72	25 671,36	19 742 644,86			21 135 366,45		274 056,32	241 135 904,19
Immobilisations en cours		276 534 240,36	-25 671,36	97 800 611,91		912 256,50	245 564 732,97			131 636 904,46
Immobilisations en concession										0,00
Participations		1 471 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 471 000 000,00
Titres de filiales		1 471 000 000,00								1 471 000 000,00
Autres titres de participation										0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées										0,00
Créances rattachées à des participations groupe										0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe										0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations										0,00
Autres actifs financiers non courants		19 360 768,21	0,00	552 783 509,77	0,00	0,00	156 685 334,82	0,00	17 175,00	415 441 768,16
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille										0,00
Titres représentatifs de droits de créance										0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille										0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement										0,00
Dépôts et cautionnements versés		16 723 017,02		167 366 542,73			156 315 606,40		17 175,00	29 756 776,35
Autres créances immobilisées		637 751,19		385 416 867,04			369 726,42			385 684 909,61
Impôts différés actif		141 447 843,74		27 617 862,13			48 598 658,39			120 467 047,48
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		21 251 427 863,35	0,00	772 712 931,20	0,00	912 256,50	646 667 236,21	0,00	293 158,32	21 378 092 656,32

TABLEAU DES PARTICIPATIONS (FILIALES ET ENTITES ASSOCIEES)

Filiales et entités associées	Notes	Capitaux propres	Dont capital	Quote-part de capital détenu (%)	Résultat du dernier exercice	Prêts et avances accordées	Dividendes encaissés	Valeur comptable des titres détenus
FILIALES		45 882 812,62	1 471 000 000,00	0,00	-85 724 977,41	437 527 662,36	0,00	1 471 000 000,00
FILAMP MOHAMMADIA		-412 763 168,16	986 000 000,00		-85 902 701,82	269 441 200,52		986 000 000,00
EIMS MILIANA		458 645 980,78	485 000 000,00		177 724,41	168 086 461,84		485 000 000,00
ENTITES ASSOCIEES								
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		45 882 812,62	1 471 000 000,00	0,00	-85 724 977,41	437 527 662,36	0,00	1 471 000 000,00

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2012

TABLEAU DES PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Pertes de valeur cumulées au début d'exercice	Augmentations pertes de valeur sur l'exercice	Reprises sur pertes de valeur	Pertes de valeur cumulées au 31/12/2012
Goodwill					
Immobilisation incorporelles					
Immobilisation corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrain					
Agencements et Aménagements de terrain					
Batiments					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autre immobilisation incorporelles					
Immobilisations en concession					
Participations		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de filiales					
Autres titres de participation					
Titres mis en équivalence - entreprises associées					
Créances rattachées à des participations groupe					
Créances rattachées à des participations hors groupe					
Créances rattachées à des sociétés en participations					
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille					
Titres représentatifs de droits de créance					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Prêts et créances sur contrat de location - financement					
Dépôts et cautionnements versés					
Autres créances immobilisées					
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	0,00	0,00	0,00

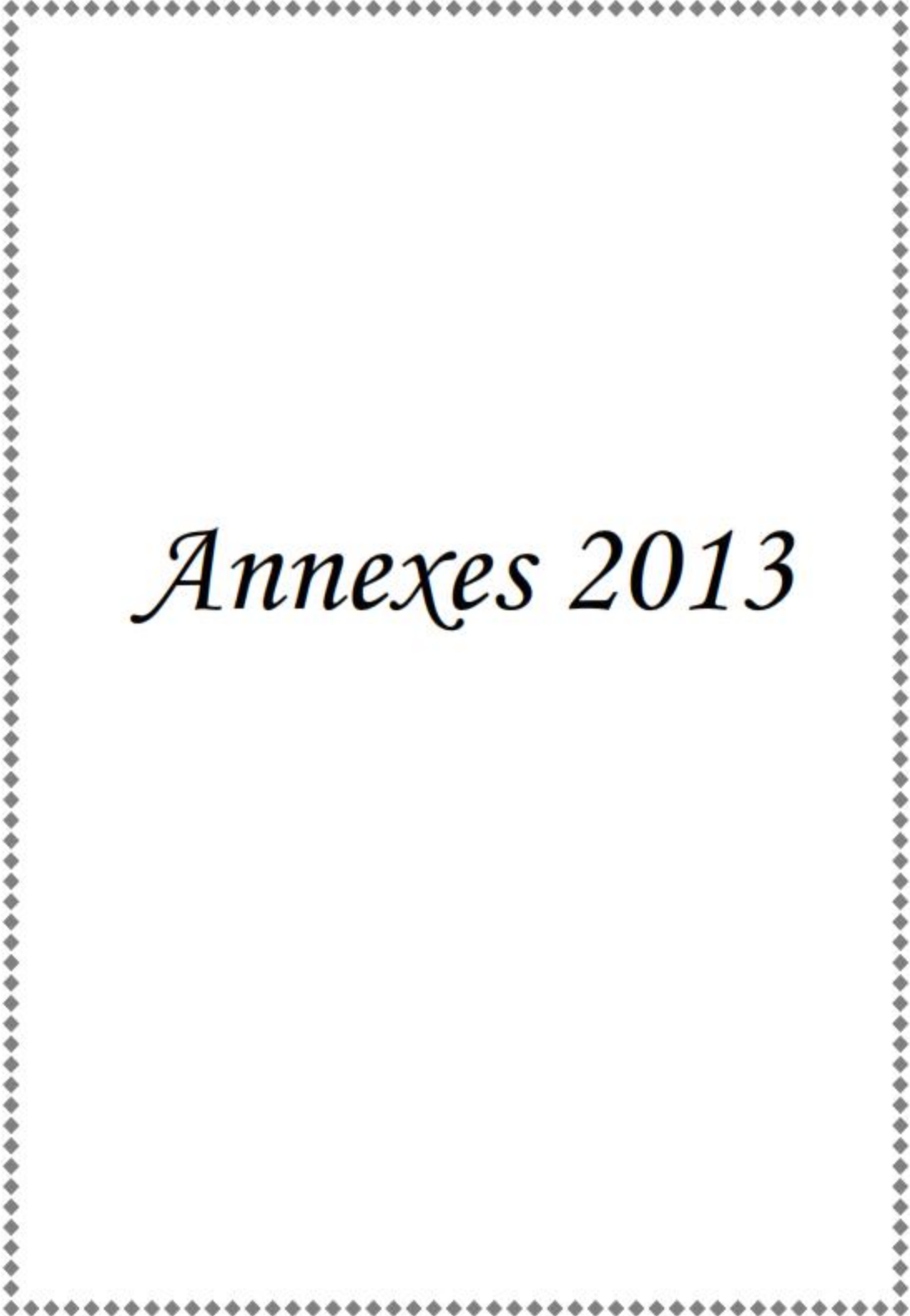
ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2012

TABLEAU DES PROVISIONS

Rubriques et postes	Notes	Provisions cumulées au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées au 31/12/2012
POVISIONS PASSIFS NON COURANTS					
Provisions pour pensions et obligations similaires		830 952 712,44	5 674 309,55	119 215 706,38	718 276 572,95
provisions liées au personnel					0,00
Provisions pour pertes de change		7 390 452,15	3 028,10		7 393 480,25
Provisions pour impôts					0,00
Provisions sur litiges		11 558 899,87			11 558 899,87
TOTAL		849 902 064,46	5 677 337,65	119 215 706,38	736 363 695,73
PROVISIONS PASSIFS COURANT					
Provisions pour dépréciation des stocks		133 121 888,88	15 304 247,45	10 192 244,73	139 103 780,22
Provisions pour dépréciation des créances clients		448 633 026,22	4 382 323,36	38 990 826,86	414 024 522,72
Provisions pour dépréciation des autres créances		195 656 985,65			195 656 985,65
TOTAL		777 411 900,75	19 686 570,81	49 183 071,59	747 915 399,97

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Note	Capital social	Autres fonds propres	Prime d'émissio	Écart d'évaluation	Écart de réévaluation	Réserves et résultat	Total
Solde au 31 Décembre 2010		10 279 800 000,00	895 012 054,47			147 698 247,00	254 426 856,74	11 576 937 158,21
Changement de méthode comptable							40 965 596,22	
Correction d'erreurs significatives							0,00	
Réévaluation des immobilisations						-2 225 045,83		
Profits ou pertes non compt. dans le compte de résultat								
Dividendes payés								
Augmentation de capital			1 939 719 283,22					
Résultat net de l'exercice							59 494 722,23	
Solde au 31 Décembre 2011		10 279 800 000,00	2 834 731 337,69	0,00	0,00	145 473 201,17	80 459 160,18	13 340 463 699,04
Changement de méthode comptable							-64 310 880,17	
Correction d'erreurs significatives							0,00	
Réévaluation des immobilisations						-2 225 045,83		
Profits ou pertes non compt. dans le compte de résultat								
Dividendes payés								
Augmentation de capital								
Résultat net de l'exercice							60 696 275,56	
Solde au 31 Décembre 2012		10 279 800 000,00	2 834 731 337,69	0,00	0,00	143 248 155,34	76 844 555,57	13 334 624 048,60



Annexes 2013

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN

Exercice clos le 31/12/2013

ACTIF						
N° DE Cpte	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2013	Montant Net au 31/12/2012
	ACTIF NON COURANT					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	13 963 905,17	3 510 341,00	971 262,94
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 091 654,45	3 064 575,00	525 496,94
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 352 651 851,53	11 170 627 328,74	8 182 024 522,79	8 282 288 616,85
211	Terrains		5 291 900 857,00		5 291 900 857,00	5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		34 619 579,59	26 606 279,73	6 211 299,86	6 329 519,07
213	Batiments		7 705 634 263,58	5 026 836 822,36	2 678 997 441,22	2 679 874 053,23
215	Installations techniques, matériel et outillage Indust		6 079 239 308,11	5 691 211 438,62	166 027 870,49	84 301 589,67
216	Autres immobilisations corporelles		240 857 842,25	223 970 766,03	16 887 076,22	17 661 761,88
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		47 470 660,60		47 470 660,60	131 636 904,46
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres immobilisations financières		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
275	Dépôts et cautionnements versés		37 369 134,53		37 369 134,53	29 756 770,35
276	Autres créances immobilisées		565 144 869,51		565 144 869,51	385 684 989,81
133	Impôts différés actif		63 524 477,06		63 524 477,06	120 467 047,48
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 556 234 839,40	12 170 190 833,91	9 386 044 005,49	9 435 805 393,89
	ACTIF COURANT					
3	Stocks et encours		5 096 162 911,66	130 146 360,68	4 966 016 550,98	4 842 828 300,94
30	Stocks de marchandises		18 625 793,37		18 625 793,37	1 536 021,02
31	Matières premières et fournitures		1 633 179 462,37	75 233 511,59	1 757 945 990,78	1 790 617 909,79
321	Fournitures consommables		436 106 294,03	22 770 476,20	413 335 815,83	335 571 741,65
322	Matières consommables		51 158 151,42	1 644 815,93	49 513 335,49	50 677 083,76
331	Produits en cours		320 508 490,54		320 508 490,54	240 456 546,27
351	Produits intermédiaires		50 121 500,67	14 176 914,96	35 944 585,71	29 953 026,69
355	Produits finis		2 339 445 660,70	16 316 640,00	2 323 129 020,70	2 147 987 735,01
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 235 698,59		2 235 698,59	1 476 169,22
37	Stocks à l'extérieur		44 561 639,97		44 561 639,97	244 348 065,51
	Créances et emplois assimilés		2 202 740 478,44	591 867 671,78	1 610 872 806,66	1 465 939 714,08
	Créances clients		1 333 946 139,86	396 210 686,13	937 735 453,73	911 867 464,38
411	Clients		822 306 777,25		822 306 777,25	894 924 869,11
413	Clients, effets à recevoir		15 428 696,46		15 428 696,46	16 942 585,27
416	Clients douteux		396 210 666,13	396 210 666,13	0,00	
	Autres débiteurs		755 898 878,96	195 656 985,65	560 241 893,31	501 712 587,09
409	Four.-débilit.: avanc. et acompt. versés,RRR		309 340 910,15	124 426 484,06	175 912 426,09	135 404 260,27
45	Groupe et associés		454 736 366,96	71 226 501,59	383 509 865,37	366 299 160,77
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		621 601,85		621 601,85	
466	Charges constatées d'avances				0,00	9 166,65
44	Impôts et assimilés		112 895 439,62	0,00	112 895 439,62	52 359 662,01
444	Etat, impôts sur les résultats		112 895 439,62		112 895 439,62	52 236 561,59
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				0,00	121 100,42
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Disponibilités et assimilés		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 313,66
	Placements autres actifs financiers courants		0,00	0,00	0,00	0,00
	Trésorerie		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 313,66
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237 439 231,25		237 439 231,25	643 302 789,66
53	Caisse		571 544,00		571 544,00	406 724,00
54	Règles d'avances et crédits		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 536 924 165,35	722 014 032,46	6 814 910 132,89	6 952 487 528,68
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 093 159 004,75	12 892 204 866,37	16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

BILAN

Exercice clos le 31/12/2013

PASSIF				
N° DE C/PTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
	CAPITAUX PROPRES			
	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
101	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1010	Dotations définitives		2 834 731 337,69	695 012 054,47
102	Autres fonds propres			1 939 719 283,22
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		270 150 057,49	206 544 059,70
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire, réglementée)		270 150 057,49	206 544 059,70
105	Écart de réévaluation		141 023 109,51	143 248 155,34
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		35 822 173,18	60 696 275,56
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		107 819 603,36	96 251 302,55
110	Résultat en instance d'affectation			59 494 722,23
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		107 819 603,36	36 756 580,32
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 669 346 281,23	13 621 271 130,84
	PASSIF NON COURANT			
	Emprunts et dettes financières		762 441 995,69	790 932 399,05
16	Emprunts et dettes assimilés		762 441 995,69	790 932 399,05
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		144 411 123,90	127 410 726,79
134	Impôts différés passif		144 411 123,90	127 410 726,79
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		452 073 761,30	748 374 095,97
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		423 177 160,26	717 411 315,61
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		19 506 856,12	18 952 380,12
131	Subventions d'équipement		8 755 687,13	12 010 400,24
132	Autres subventions d'investissements		634 057,79	
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 358 926 880,89	1 666 717 223,81
	PASSIF COURANT			
	Fournisseurs et comptes rattachés		522 731 922,48	508 662 696,18
401	Fournisseurs de stocks et services		458 748 165,72	449 147 165,60
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 263 479,19	15 115 051,67
406	Fournisseurs factures non parvenues		48 071 020,83	43 751 221,97
	Impôts		219 651 448,60	23 816 581,78
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		199 172 925,16	23 812 312,76
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		20 478 523,44	4 269,00
	Autres dettes		320 928 383,00	208 895 952,43
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor. autres avoirs à établir		3 849 972,05	5 844 117,24
42	Personnel et comptes rattachés		124 048 796,98	35 404 106,98
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		152 191 455,06	126 662 436,05
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		26 739 690,82	23 523 269,09
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques			4 073,02
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		5 682 208,12	
46	Débiteurs divers et créditeurs divers			9 030 399,26
46	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		8 416 259,97	8 427 550,77
	Tresorerie passif		109 369 222,18	338 929 537,53
519	Concours bancaires courants		83 333 333,32	333 333 333,34
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26 035 888,86	25 596 204,19
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 172 680 976,26	1 100 304 767,92
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Rubriques et postes	Notes	Amortissements cumulés au début d'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Régularisations des amortissements	Diminutions éléments sortis	Amortissements cumulés au 31/12/2013
Goodwill						
Immobilisation incorporelles		13 134 583,23	428 921,94			13 563 505,17
Immobilisation corporelles		10 943 152 479,40	234 975 497,02	336 465,56	7 837 113,24	11 170 627 328,74
Terrain						0,00
Agencements et Aménagements de terrain		32 549 509,18	1 893 341,75	-5 834 571,20		28 608 279,73
Batiments		4 825 987 239,74	200 877 412,01		27 829,39	5 026 836 822,36
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 861 361 608,17	26 539 904,76	3 743 713,11	433 787,42	5 891 211 438,62
Autres immobilisations corporelles		223 254 122,31	5 664 838,50	2 427 323,65	7 375 496,43	223 970 788,03
Immobilisations en concession						0,00
Participations		986 000 000,00	0,00	0,00	0,00	986 000 000,00
Titres de filiales		986 000 000,00				986 000 000,00
Autres titres de participation						0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées						0,00
Créances rattachées à des participations groupe						0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe						0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations						0,00
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille						0,00
Titres représentatifs de droits de créance						0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement						0,00
Dépôts et cautionnements versés						0,00
Autres créances immobilisées						0,00
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		11 942 287 062,63	235 404 418,96	336 465,56	7 837 113,24	12 170 190 833,91

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)**Période du 01/01/2013 au 31/12/2013**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
70	Ventes et produits annexes		5 802 380 717,74	5 795 966 678,49
72	Variation stocks produits finis et en cours		341 151 846,81	-36 672 548,33
73	Production immobilisée		4 019 856,99	1 930 424,23
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		6 147 552 421,54	5 761 224 554,39
60	Achats consommés		3 948 383 222,41	3 774 894 947,40
	Services extérieurs et autres consommations		245 937 012,72	221 063 186,83
61	Services extérieurs		76 709 968,26	75 655 333,95
62	Autres services extérieurs		169 227 044,46	145 407 852,88
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		4 194 320 235,13	3 995 958 134,23
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 953 232 186,41	1 765 266 420,16
63	Charges de personnels		1 584 579 284,29	1 439 806 562,67
64	Impôts, taxes et versements assimilés		101 689 288,36	95 402 054,70
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		266 963 613,76	230 057 802,79
75	Autre produits opérationnels		109 078 506,59	147 182 948,42
65	Autres charges opérationnelles		415 443 656,62	230 435 480,68
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		272 860 382,85	266 167 324,40
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		362 848 153,22	187 262 734,01
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		50 586 234,10	67 900 680,14
76	Produits financiers		21 389 116,09	24 465 531,72
66	Charges financières		41 536 193,68	33 153 755,02
	VI - RESULTAT FINANCIER		-20 147 077,59	-8 688 223,30
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		30 439 156,51	59 212 456,84
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-5 383 016,67	-1 483 818,72
692	Imposition différée actif		-4 977 316,76	-1 078 118,81
693	Imposition différée passif		-405 699,91	-405 699,91
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 640 868 197,44	6 120 135 768,54
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 605 046 024,26	6 059 439 492,98
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		35 822 173,18	60 696 275,56
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		35 822 173,18	60 696 275,56
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
(Méthode directe)

DESIGNATION	NOTE	Montant au 31/12/2013	Montant au 31/12/2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Encaissements reçus des clients		6 751 340 932,02	6 335 352 513,20
Restitution de provisions		45 515 535,47	
Autres encaissements		100 008 849,74	362 742 833,53
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		6 611 093 438,37	6 350 673 330,33
Intérêts et autres frais financiers payés		96 079 525,43	61 428 070,79
Frais divers		78 148 681,02	62 456 102,02
Impôts et taxes		177 284 092,04	400 559 217,07
Impôts sur les résultats payés			
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires		-65 740 419,63	-177 021 373,48
Flux de trésorerie lié à des éléments extraordinaires (à préciser)		-17 000 000,00	-8 951 529,92
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)		-82 740 419,63	-185 972 903,40
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Décaissements sur acquisition d'immob. corporelles ou incorporelles		21 026 226,67	24 396 369,44
Encaissements sur cessions d'immob. corporelles ou incorporelles		3 005 502,43	
Décaissements sur acquisitions d'immobilisation financières			
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières			
Intérêts encaissés sur placements financiers			
Dividendes et quote-part des résultats reçus			
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)		-18 020 724,24	-24 396 369,44
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions			
Dividendes et autres distributions effectués		25 000 000,00	
Encaissements provenant d'emprunts		430 841 652,25	900 000 000,00
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes assimilées		710 779 246,79	606 122 022,17
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)		-304 937 594,54	293 877 977,83
Incidences des var. des tx de change sur liquidités et quasi - liquidités (D)			
Variation de trésorerie de la période (A+B+C+D)		-405 698 738,41	83 508 704,99
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		643 719 513,66	560 210 808,67
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		238 020 775,25	643 719 513,66
Variation de trésorerie de la période		-405 698 738,41	83 508 704,99
Rapprochement avec le résultat comptable		35 822 173,18	60 696 275,56

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2013

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Rubriques et postes	Notes	A un an	A plus d'un an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total au 31/12/2013
CREANCES					
Prêts					0,00
Clients		831 276 401,15	111 647 455,01	391 022 303,70	1 333 946 159,86
Groupe et associés		17 000 000,00	31 435 550,09	406 300 816,87	454 736 366,96
Impôts		57 523 445,40	55 371 994,22		112 895 439,62
Autres débiteurs		174 992 757,41	1 741 270,53	124 428 484,06	301 162 512,00
TOTAL		1 080 792 603,96	200 196 269,85	921 751 604,63	2 202 740 478,44

DETTES					
Emprunts		293 333 333,32	90 420 713,40	462 021 282,29	845 775 329,01
Titres participatifs					0,00
Groupe et associés					0,00
Fournisseurs		340 855 657,00	125 769 024,79	56 107 240,69	522 731 922,48
Impôts		252 073 347,54			252 073 347,54
Dettes financières		1 532 021,58	11 301 288,74	13 202 578,54	26 035 888,86
Autres créditeurs		203 971 191,43	71 208 559,53	13 326 733,10	288 506 484,06
TOTAL		1 091 765 550,87	298 699 586,46	544 657 834,62	1 935 122 971,95

EVOLUTION DES IMMOBILISATIONS ET DES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Virements internes	Augmentations de l'exercice			Diminutions de l'exercice			Valeur brute au 31/12/2013
				Acquisitions	Apports	Créations	Cessions	Scissions	Mises hors service	
Immobilisation incorporelles		14 105 846,17		2 968 000,00						17 073 846,17
Immobilisation corporelles		19 357 077 994,71	0,00	38 695 545,81	0,00	477 865,11	15 361 392,32	0,00	547 501,18	19 400 122 512,13
Terrain		5 291 900 657,00								5 291 900 657,00
Agencements et Aménagements de terrain		40 679 026,25	-6 059 446,66							34 619 579,59
Batiments		7 705 662 092,97							27 629,39	7 705 634 263,58
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 945 663 207,64	115 641 396,37	17 700 052,62		477 865,11			243 214,83	6 079 239 309,11
Autres immobilisations corporelles		241 135 904,19	1 047 539,04	4 642 339,43			5 739 624,63		226 315,78	240 857 642,25
Immobilisations en cours		131 636 904,46	-110 629 486,75	36 353 153,76			9 641 767,69		46 141,16	47 470 660,60
Immobilisations en concession										0,00
Participations		1 471 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 471 000 000,00
Titres de filiales		1 471 000 000,00								1 471 000 000,00
Autres titres de participation										0,00
Titres mis en équivalence - entreprises associées										0,00
Créances rattachées à des participations groupe										0,00
Créances rattachées à des participations hors groupe										0,00
Créances rattachées à des sociétés en participations										0,00
Autres actifs financiers non courants		415 441 768,16	0,00	314 201 905,18	0,00	0,00	523 669,30	0,00	126 606 000,00	662 514 004,04
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille										0,00
Titres représentatifs de droits de créance										0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille										0,00
Prêts et créances sur contrat de location - financement										0,00
Dépôts et cautionnements versés		29 756 776,35		134 701 905,18			463 549,00		126 606 000,00	37 369 134,53
Autres créances immobilisées		365 684 989,81		179 500 000,00			40 120,30			565 144 669,51
Impôts différés actif		120 467 047,48		122 462 028,40			177 404 398,82			65 324 477,66
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		21 378 092 656,52	0,00	498 327 479,39	0,00	477 865,11	193 309 660,44	0,00	127 153 301,18	21 596 234 839,40

TABLEAU DES PARTICIPATIONS (FILIALES ET ENTITES ASSOCIEES)

Filiales et entités associées	Notes	Capitaux propres	Dont capital	Quote-part de capital détenu (%)	Résultat du dernier exercice	Prêts et avances accordées	Dividendes encaissés	Valeur comptable des titres détenus
FILIALES		0,00	1 471 000 000,00	0%	0,00	454 736 366,96	0,00	1 471 000 000,00
FILAMP MOHAMMADIA			986 000 000,00			286 649 905,12		986 000 000,00
EIMS MILLANA			485 000 000,00			168 086 461,84		485 000 000,00
ENTITES ASSOCIEES								
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	1 471 000 000,00	0%	0,00	454 736 366,96	0,00	1 471 000 000,00

TABLEAU DES PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Rubriques et postes	Notes	Pertes de valeur cumulées au début d'exercice	Augmentations pertes de valeur sur l'exercice	Reprises sur pertes de valeur	Pertes de valeur cumulées au 31/12/2013
Goodwill					
Immobilisation incorporelles					
Immobilisation corporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrain					
Agencements et Aménagements de terrain					
Batiments					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autre immobilisation incorporelles					
Immobilisations en concession					
Participations		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de filiales					
Autres titres de participation					
Titres mis en équivalence - entreprises associées					
Créances rattachées à des participations groupe					
Créances rattachées à des participations hors groupe					
Créances rattachées à des sociétés en participations					
Autres actifs financiers non courants		0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés autres que les titres immob. De l'activité de portefeuille					
Titres représentatifs de droits de créance					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Prêts et créances sur contrat de location - financement					
Dépôts et cautionnements versés					
Autres créances immobilisées					
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		0,00	0,00	0,00	0,00

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2013

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Note	Capital social	Autres fonds propres	Prime d'émission	Écart d'évaluation	Écart de réévaluation	Réserves et résultat	Total
Solde au 31 Décembre 2011		10 279 800 000,00	2 834 731 337,69			145 473 201,17	354 887 175,19	13 614 891 714,05
Changement de méthode comptable							-52 091 812,94	
Correction d'erreurs significatives								
Réévaluation des immobilisations						-2 225 045,83		
Profits ou pertes non compt. dans le compte de résultat								
Dividendes payés								
Augmentation de capital								
Résultat net de l'exercice							60 696 275,56	
Solde au 31 Décembre 2012		10 279 800 000,00	2 834 731 337,69	0,00	0,00	143 248 155,34	363 491 637,81	13 621 271 130,84
Changement de méthode comptable							71 063 023,04	
Correction d'erreurs significatives								
Réévaluation des immobilisations						-2 225 045,83		
Profits ou pertes non compt. dans le compte de résultat								
Dividendes payés								
Augmentation de capital							-56 585 000,00	
Résultat net de l'exercice							35 822 173,18	
Solde au 31 Décembre 2013		10 279 800 000,00	2 834 731 337,69	0,00	0,00	141 023 109,51	413 791 834,03	13 669 346 281,23

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN AU 31/12/2013

TABLEAU DES PROVISIONS

Rubriques et postes	Notes	Provisions cumulées au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées au 31/12/2013
PROVISIONS PASSIFS NON COURANTS					
Provisions pour pensions et obligations similaires		717 411 315,61	19 513 670,73	313 747 826,08	423 177 160,26
provisions liées au personnel					0,00
Provisions pour pertes de change		7 393 480,25	554 476,00		7 947 956,25
Provisions pour impôts					0,00
Provisions sur litiges		11 558 899,87			11 558 899,87
TOTAL		736 363 695,73	20 068 146,73	313 747 826,08	442 684 016,38
PROVISIONS PASSIFS COURANT					
Provisions pour dépréciation des stocks		138 233 891,60	12 930 129,66	21 017 660,58	130 146 360,68
Provisions pour dépréciation des créances clients		414 024 522,72		17 813 836,59	396 210 686,13
Provisions pour dépréciation des autres créances		195 656 985,65			195 656 985,65
TOTAL		747 915 399,97	12 930 129,66	38 831 497,17	722 014 032,46



Table des matières

Table des matières

Remerciements	
Dédicaces	
Sommaire	
Liste des abréviations	
Introduction générale	02
Chapitre I. La performance un concept polysémique	07
Introduction	07
Section 1. Le concept de la performance	07
1.1. L'origine du concept de performance	07
1.2. La notion de performance	08
Section 2. Les différents types de performance	10
2.1. La performance globale	10
2.2. La performance économique	10
2.3. La performance financière	11
2.3.1. Le ratio de rentabilité des capitaux propres (<i>Return on Equity</i>)	12
2.3.2. Le ratio de la rentabilité des actifs (<i>Le Return On Assets</i>)	12
2.3.3. Le taux de rendement interne	12
2.3.4. Le taux de rendement des titres	13
2.3.5. La capacité d'autofinancement	13
2.4. La performance sociale	13
2.5. La performance organisationnelle	14
Section 3. Les Critères de performance et leurs mesures	15
3.1. L'efficacité	15
3.1.1. Critères de définition	15
3.1.2. La mesure de l'efficacité	16
3.2. L'efficience	17
3.2.1. Définition	17
3.2.2. La mesure de l'efficience	17
3.3. La pertinence	18
3.3.1. Définition	18
Conclusion	20
Chapitre II. L'approche financière de la performance	22
Introduction	22
Section 1. L'analyse financière : historique, objectifs, sources d'information, outils et démarche	22
1.1. L'historique de l'analyse financière	22
1.2. Définition de l'analyse financière	23
1.3. Les objectifs de l'analyse financière	23
1.4. La démarche de l'analyse financière	24
1.5. Les principales sources d'informations de l'analyse financière	25
1.5.1. Le bilan	25
1.5.1.1. La structure du bilan	25
a) L'actif du bilan	25
b) Le passif du bilan	26
1.5.1.2. Présentation du bilan	27
1.5.2. Le compte de résultat	27
1.5.2.1. Définition du compte de résultat	27
1.5.3. Les annexes	28

1.6. Les outils de l'analyse financière	29
1.6.1. L'analyse par le bilan financier	29
1.6.1.1. La nécessité d'un retraitement des données comptables	29
1.6.1. 2. Le passage du bilan comptable au bilan financier	30
a) Les retraitements	30
b) Les reclassements	30
c) Le traitement des actifs sans valeurs	31
d) La répartition du résultat de l'exercice	31
e) L'écart de réévaluation	31
1.6.1.3. L'établissement du bilan financier	32
a) Les emplois	32
b) Les ressources	33
1.6.2. L'analyse financière par les ratios	33
1.6.2.1. Définition d'un ratio	33
1.6.2.2 Classification des ratios	34
a) Les ratios de la structure financière	34
b) Les ratios de d'activité	34
c) Les ratios de rentabilité	34
1.6.3. L'analyse financière par les soldes intermédiaires de gestion (SIG)	35
Section 2. Les agrégats de l'équilibre financier	35
2.1. L'équilibre financier à long terme : le fond de roulement (FR)	35
2.1.1. Les différents types du fond de roulement et leurs modes de calcul	36
2.1.1.1. Le fond de roulement net ou permanent (FRN)	36
a) La méthode par le haut du bilan	36
b) La méthode par le bas du bilan	36
2.1.1.2. Le fond de roulement propre (FRP)	36
2.1.1.3. Le fond de roulement étranger (FRE)	36
2.1.1.4. Le fond de roulement brut ou total ou économique	37
2.1.2. Les situations du fond de roulement	37
2.2 L'équilibre financier à court terme : le besoin en fond de roulement (BFR)	38
2.2.1 Les types du besoin de fonds de roulement et leurs modes de calculs	38
2.2.1.1. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	38
2.2.1.2. Le besoin en fond de roulement hors exploitation (BFRHE)	38
2.2.1.3. Le besoin en fonds de roulement total (BFRT) ou (BFR)	39
2.2.2. Les situations de besoin en fond de roulement	39
2.3. L'équilibre financier immédiat : l'analyse de la trésorerie (T)	39
2.3.1. Le mode de calcul de la trésorerie	39
2.3.2. Les différentes situations de la trésorerie	40
2.4. Les ratios de structures	40
Section 3. L'évaluation de la rentabilité	41
3.1. Etablissement des soldes intermédiaires de gestion	42
3.2. La capacité d'autofinancement	44
3.3. Les ratios d'activités	44
Conclusion	45
Chapitre III. Présentation de l'ENIEM	45
Introduction	47
Section 1. Présentation générale de l'ENIEM	47
1.1. Un aperçu historique	47
1.1.1. Quelques dates importantes	48
1.1.2. La création de l'ENIEM	48

1.2. La situation géographique	48
1.3. Le statu juridique	49
1.4. La consistance physique du patrimoine	49
1.5. L'objet social de l'ENIEM	50
1.6. L'organisation générale de l'entreprise	51
Section 2. Quelques indicateurs économiques de l'ENIEM	54
2.1. Le type d'activité-produit	54
2.1.1. La gamme des produits de l'ENIEM	54
2.2. Niveau de l'emploi (effectifs)	55
2.2.1. L'analyse des ressources humaines	55
a) L'évolution des effectifs de l'ENIEM	55
b) L'évolution de quelques indicateurs des ressources humaines	56
2.2. Niveau des ventes : chiffre d'affaires	57
2.3.1. L'évolution des ventes de l'ENIEM	57
2.3.2. Les ventes réalisées par rapport aux prévisions	59
2.3.3. La contribution des produits dans le CA en 2013	59
2.3.4. L'évolution du chiffre d'affaires (CA)	61
2.4. Les sources de financement	61
2.4.1. Les subventions d'investissement	61
2.4.2. L'emprunt bancaire	62
2.4.3. Le découvert autorisé	62
2.4.4. Le crédit fournisseur	62
2.4.5. L'autofinancement	63
2.5. Evénements et décisions stratégique à l'ENIEM	63
2.5.1. La projection de l'impact de l'assainissement financier	63
Conclusion	64
Chapitre IV. Présentation du processus de préparation des états financiers au niveau de l'ENIEM	66
Introduction	66
Section1. Le système de l'enregistrement comptable et les travaux de fin d'exercice au niveau de l'ENIEM	66
1.1. Le système de l'enregistrement comptable au niveau de l'ENIEM	66
1.1.1. Le système centralisateur	66
1.1.1.1. Les caractéristiques du système centralisateur	66
1.1.1.2. Présentation du système centralisateur	67
1.1.1.3. Les journaux auxiliaires	67
1.1.2. Le système comptable informatique	69
1.1.2.1. Les principes du traitement du système informatique	69
1.2. Les travaux de fin d'exercice	70
1.2.1. Définition et objectifs des travaux de fin d'exercice	70
1.2.2. Préparation de la procédure d'inventaire au niveau l'ENIEM	71
1.2.2.1 L'installation d'une commission d'inventaire	71
1.2.2.2 Désignation et organisation des équipes de comptage	71
a) Désignations des équipes de comptage	71
b) Organisation, planning et affectation	72
c) Fixation de la date d'inventaire	72
1.2.2.3 La préparation des documents d'inventaire	72
a) Les documents d'inventaire	72
b) Les documents nécessaires pour les stocks	72
1.2.3. Le déroulement de l'opération d'inventaire	73

1.2.3.1. L'inventaire de l'actif	73
a) L'inventaire de l'actif non courant (immobilisation)	73
b) L'inventaire de l'actif courant	73
1.2.3.2. L'inventaire du passif	74
a) L'inventaire des fournisseurs et les dettes	74
b) L'inventaire inter- unité	74
1.2.4. Traitement des écarts	75
1.2.4.1 Détermination des écarts d'inventaire	75
a) Détermination des écarts sur les stocks	75
b) Détermination des écarts sur la caisse	75
c) Détermination des écarts sur la banque	75
1.2.4.2. L'analyse des écarts	75
1.2.5 Les écritures de régularisation	76
1.2.5.1. La régularisation des comptes de gestion	76
a) La régularisation des charges	76
b) La régularisation des produits	77
1.2.5.2. La régularisation des achats	77
a) Matières premières reçu, facture non reçue	77
b) Facture reçu, matière et fourniture non réceptionnée	77
c) Régularisation du compte « matières premières et fournitures stockés »	77
1.2.5.3. La régularisation des comptes à soldes irrégulier	77
a) Régularisation du compte bancaire	77
b) Régularisation du compte fournisseur débiteur	78
1.2.6. Présentation de la balance après inventaire	78
Section2. Les états financiers de l'ENIEM	80
2.1. Définition et objectif des états financiers	81
2.2. Présentation des états financiers de l'ENIEM pour la période de 2013	81
2.2.1 Le bilan	81
2.2.2. Le compte de résultat	84
2.2.3. Le tableau des flux de trésorerie	85
2.2.4. L'état de variation des capitaux propres	85
2.2.5. L'annexe	86
2.2.5.1. Le tableau des amortissements	87
2.2.5.2. Le tableau des créances et dettes	87
2.2.5.3. Tableau de l'évolution des immobilisations	88
2.2.5.4. Le tableau de participation	89
2.2.5.5. Tableau de pertes de valeur	89
2.2.5.6. Tableau des provisions	90
Conclusion	90
Chapitre V. L'analyse de la performance financière de l'ENIEM	92
Introduction	92
Section 1. L'analyse de la solvabilité	92
1.1. Analyse des bilans financiers pour la période 2011,2012 et 2013	92
1.1.1.Bilan financier de l'ENIEM pour les années 2011,2012 et 2013	92
1.1.2. Présentation des bilans financiers condensés ENIEM : 2011-2012-2013	93
1.1.3. Analyse des bilans financiers condensés 2011-2012-2013	94
1.1.3.1. Analyse de la structure des emplois	94
a) Représentation de la structure des emplois	94
b) Analyse de la structure des emplois	94
1.1.3.2. Analyse de la structure des ressources	96

a) Représentation des ressources	96
b) Analyse des ressources	96
1.2. Analyse de l'équilibre financier à long terme (exercice 2011-2012-2013)	97
1.2.1. Détermination du fond de roulement net FRN	97
1.2.2. Détermination des fonds de roulement propres	98
1.2.3. Détermination du fonds de roulement Global (Total)	98
1.3. Analyse de l'équilibre financier à court terme et immédiat la trésorerie 2011-2013	98
1.3.1. Besoin en fonds de roulement (BFR)	98
1.3.2. La trésorerie (T)	100
1.4. L'analyse de la situation financière de l'entreprise par la méthode des ratios (exercice 2011-2012 et 2013)	100
1.4.1. Le ratio d'autonomie financière	101
1.4.2. Ratio de solvabilité	101
1.4.3. La capacité d'autofinancement	102
1.4.4. L'autofinancement	102
1.4.5. Ratio de l'endettement	103
1.4.6. Ratios de liquidité	103
1.4.6.1. Ratio de liquidité générale	103
1.4.6.2. Ratio de liquidité relative	104
1.4.6.3. Ratio de liquidité immédiate	104
1.4.7. Les ratios de rotations	105
a) Concernant les crédits clients	105
b) Concernant les crédits fournisseurs	105
c) Rotation du stock des produits finis	105
d) Rotation du stock des matières premières	105
1.4.8. Les ratios de rentabilité	106
1.5. Analyse de la stratégie financière de l'entreprise	106
Section 2. L'analyse du résultat	107
2.1. L'analyse de l'exploitation de l'ENIEM	107
2.1.1. Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion	107
2.1.2. L'analyse des tableaux des soldes intermédiaires de gestion	108
2.1.2.1. Le chiffre d'affaire	109
2.1.2.2. Production de l'exercice	109
2.1.2.3 La valeur ajoutée	110
2.1.2.4. Excédent brut d'exploitation	111
2.1.2.5. Le résultat d'exploitation	112
2.1.2.6. Résultat net	112
2.1.3. Analyse synthétique de l'entreprise	113
2.1.3.1. Points fort et opportunités	113
a) Points forts	113
b) Opportunités	113
2.1.3.2. Point faible et menaces	113
a) Points faibles	113
b) Menaces	114
Conclusion	114
Conclusion générale	116
Bibliographies	119
Liste des tableaux	123
Annexe	125
Table des matières	165